



Rapport Annuel
2018

BANQUE ARABE
POUR LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE EN AFRIQUE





BANQUE ARABE
POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE

Rapport Annuel 2018



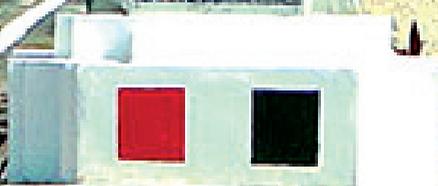


L'Etat travaille pour vous



Région Centre
Région Nord

TO
Région Centre



CONTENUS

Données générales	4
• Conseil des Gouverneurs	7
• Conseil d'Administration	9
• Lettre du Président du Conseil d'Administration	10
Principaux indicateurs de performance de l'activité de la BADEA (2017 - 2018)	11
Aperçu sur l'évolution économique mondiale	12
Première Partie : Activité de financement	
• Engagements de la BADEA en 2018	18
• Engagements au titre des prêts du secteur public et leur répartition sectorielle en 2018	19
• Engagements au titre des prêts et leur répartition sectorielle durant la période 1975 - 2018	22
• Secteur privé	23
• Financement des exportations arabes vers les pays africains	23
• Opérations régionales	24
• Engagements au titre de l'assistance technique en 2018	24
• Engagements au titre de l'assistance technique durant la période 1975 - 2018	25
• Evolution des engagements et des décaissements (prêts et dons) durant la période 1975 - 2018	27
• Opérations achevées en 2018	29
• Signature des conventions	29
• Contribution de la BADEA à l'allègement de la dette	29
• Co-financement	29
Deuxième Partie : Description détaillée des opérations approuvées en 2018	
• Projets du secteur public	33
• Opérations du secteur privé	48
• Opérations du commerce extérieur	52
• Opérations d'assistance technique	55
Troisième Partie : Ressources Financières	
• Situation financière	71
• Revenus	71
• Dépenses	73
• Revenu net	74
• Engagements financiers	74
• Décaissements et remboursements	74
• Conclusion	75
Conclusion générale du Rapport	76
Etats Financiers	78
Annexes	105

NB: Toutes les photographies contenues dans ce rapport représentent des exemples de projets et d'opérations d'assistance technique financés ou cofinancés par la Banque, dans les états africains bénéficiaires.



Données Générales

La Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) a été créée conformément à la résolution de la Sixième Conférence du Sommet Arabe, tenue à Alger, le 28 Novembre 1973. Elle a commencé ses activités en mars 1975. Son siège permanent est à Khartoum, capitale de la République du Soudan.

Définition

La Banque est une institution internationale détenue par 18 états membres de la Ligue des Etats Arabes (LEA) signataires de l'Accord portant sa création le 18 février 1974.

Elle est dotée de la personnalité juridique et internationale pleine et entière et de l'autonomie administrative et financière. Elle est régie par les dispositions de son accord de création et par les principes du droit international.

La création de la Banque a pour objectif de contribuer à renforcer la coopération (technique et financière) entre les états africains et les états du monde arabe et de concrétiser la solidarité arabo-africaine et asseoir cette coopération sur des bases d'amitié et d'égalité

Pour atteindre cet objectif la Banque a reçu comme mission de :

- Contribuer au financement du développement des états africains non-membres de la Ligue des Etats arabes.
- Encourager la participation des capitaux arabes au développement économique africain.
- Contribuer à la fourniture de l'assistance technique nécessaire au développement de l'Afrique.

Instances de gestion des activités de la Banque

Conseil des Gouverneurs

Le Conseil des Gouverneurs est l'instance suprême de la BADEA. Il se compose d'un Gouverneur et d'un Suppléant pour chaque état-membre de la BADEA. Les Gouverneurs sont en général les Ministres des Finances des états membres. Il dispose de toutes les prérogatives. Il peut cependant déléguer toutes ou certaines de ses prérogatives au Conseil d'Administration, exceptées celles qui lui sont accordées de façon exclusive par les dispositions de la Convention créant la Banque, telles que l'augmentation du capital, la nomination du Directeur Général de la BADEA, l'approbation des états financiers à la fin de l'année, l'allocation du revenu net et l'interprétation et la modification de l'Accord de Création de la BADEA. Le Conseil des Gouverneurs se réunit une fois par an en session ordinaire.

Conseil d'Administration

Composé de onze membres, le Conseil d'Administration jouit des prérogatives nécessaires à la gestion de la Banque, à l'exception des prérogatives exclusives du Conseil des Gouverneurs.

Ses attributions comprennent les tâches suivantes :

- Elaborer la politique de la BADEA et assurer le suivi de son exécution conformément aux dispositions de l'Accord de Création et aux orientations du Conseil des Gouverneurs ;
- Etablir les règles et procédures et prendre les dispositions nécessaires au bon fonctionnement de la BADEA sur la base de l'économie des dépenses ;
- Adopter les plans quinquennaux qui déterminent les opérations et leurs volumes et règles et approuver les prêts et les dons octroyés par la BADEA ;
- Décider de l'allocation des prêts et de l'émission d'obligations ;
- Préparer les réunions du Conseil des Gouverneurs ;
- Créer des agences et des bureaux régionaux selon l'intérêt de la BADEA.

Les neuf états qui ont le plus contribué au capital de la BADEA disposent d'un siège permanent au Conseil d'Administration. C'est le cas, actuellement, de neuf états : l'Etat des Emirats Arabes Unis, la République Algérienne Démocratique et Populaire, le Royaume d'Arabie Saoudite, la République d'Irak, le Sultanat d'Oman, l'Etat du Qatar, l'Etat du Koweït, l'Etat de Libye et le Royaume du Maroc. Les autres membres de la BADEA, (en accord avec leurs droits de vote au Conseil des Gouverneurs) choisissent les deux membres non permanents du Conseil. Pour le mandat actuel, ce sont la République Tunisienne et la République Arabe d'Egypte. La durée du mandat du Conseil d'Administration est de quatre ans renouvelable. Le Conseil procède à l'élection d'un Président non résident, choisi parmi ses membres, pour une période de deux ans renouvelable. Le Conseil se réunit une fois tous les quatre mois ou selon les impératifs liés aux activités de la BADEA.

Comités du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a deux comités :

1/ Comité d'Investissement : Il supervise la gestion des investissements de la BADEA et se compose du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et de deux membres que le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres pour deux ans.

2/ Comité d'Audit : Il supervise la révision du travail interne de la BADEA et se compose de trois membres que le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres pour deux ans.

Directeur Général

Le Conseil des Gouverneurs nomme le Directeur Général de la BADEA, choisi hors des membres du Conseil d'Administration, pour une durée de trois ans renouvelable deux fois au plus. Le Directeur Général est le représentant légal de la BADEA, le fonctionnaire exécutif le plus élevé de la BADEA. Il assume, sous la supervision du Conseil d'Administration, la gestion de la BADEA conformément à ses règles et dispositions, aux directives du Conseil des Gouverneurs et à celle du Conseil d'Administration.



43ème Réunion du Conseil des Gouverneurs - La Mer Morte, avril 2018

Conseil des Gouverneurs

S.E.M. Omar MALHAS
Ministre des Finances
Royaume Hachémite de Jordanie

S.E. M. Derweesh Ben Ismaeil Ben Ali Al- BALOSHI
Ministre Responsable des Affaires Financières
Sultanat d'Oman

S.E.M. Ebaid Hameed Al-TAYER
Ministre d'Etat aux Affaires Financières
Etat des Emirats Arabes Unis

S.E. Dr Nabeel KASSIS
Président de l'Institution palestinienne du marché des capitaux
Etat de Palestine

S.E. M. Skeikh Selman Ibn Khalifa AL-KHALIFA*
Ministre des Finances
Royaume de Bahreïn

S.E.M. Ali Shareef Al-EMADI
Ministre des Finances
Etat de Qatar

S.E. M. Zied LADHARI
Ministre du Développement, de l'Investissement et de
la Coopération Internationale
République Tunisienne

S.E. Dr Nayef Falah Mubarak ALHAJRAF*
Vice-président du Conseil des Ministères et Ministre
des Finances
Etat du Koweït

S.E. M. Abderrahmane RAOUYA
Ministre des Finances
République Algérienne Démocratique et Populaire

S.E. M. Ali Hassan KHALIL
Ministre des Finances
République Libanaise

S.E. M. Mohamed Ben Abdulla Ben Abdul-Aziz Al-JADAAN
Ministre des Finances
Royaume d'Arabie Saoudite

S.E. M. Faraj Abdul Rahman Omer BOUMTARI*
Ministre des Finances
Etat de Libye

S.E. Moataz Moussa ABDULLAH SALIM*
Ministre des Finances et
de la Planification Economique
République du Soudan

S. E. Dr Sahar NASSR
Ministre des investissements
et de la Coopération Internationale
République Arabe d'Egypte

République Arabe Syrienne**

S. E. M. Mohamed BENCHABOUN*
Ministre de l'Economie
et des Finances Royaume du Maroc

S.E. Fouad HUSSEIN*
Président du Conseil des Ministres
et Ministre des Finances a.i
République d'Irak

S. E. M. Mokhtar Ould Diay
Ministre de l'Economie
et des Finances République
Islamique de Mauritanie

* Des modifications sont intervenues dans la composition du Conseil des Gouverneurs au cours de l'année: Le royaume de Bahreïn était représenté, jusqu'au 04 Décembre 2018, par SE Mohamed Ibn Mohamed Al Khalifa, la République du Soudan était représentée par S.E Dr Mohamed Osmane Arrikabi, jusqu'en septembre 2018, la République d'Irak était représentée par S. E. Dr Haydar Al Ibadi jusqu'en octobre 2018, l'Etat du Koweït était représenté par SE Anas Khaled Assalah, jusqu'en Janvier 2018, la Libye était représentée par SE M Oussama Saad Hamamad Salah jusqu'en octobre 2018, et le Royaume du Maroc par SE M Mohamed Bousaid, jusqu'en septembre 2018.

** 2011 a été la dernière année où un représentant de la République Arabe Syrienne a assisté aux réunions du Conseil des Gouverneurs.



Conseil d'Administration



Réunion du Conseil d'Administration - Khartoum - Septembre - 2018

Président

S.E. M. Yousef Ibrahim Al-Bassam
Royaume d'Arabie Saoudite

Membres

S.E.M. Musabeh Mohamed S. Alsuwaidi
Etat des Emirats Arabes Unis

S.E. M. Ahmed Saleh Bumater Al-Mohanadi
Etat de Qatar

S.E. Mme. Lamia Ben Mime
République Tunisienne

S.E. M. Marwan Abdullah Yusuf Thunayan Al-Ghanem
Etat de Koweït

S.E. M. Miloud Botaba
République Algérienne Démocratique et
Populaire

S.E. M. Moussa Mansour Alkanouni*
Etat de Libye

S.E. Dr. Huda Hadi Selman
République d'Irak

S.E. Dr Mona Mohamed Ahmed Wahba
République Arabe d'Egypte

S.E. Dr. Abdul Aziz Ben Mohamed Ben Zahir Al-Hinai
Sultanat d'Oman

S.E. M. Elhassan Eddez
Royaume du Maroc

Director General

H.E. Dr. Sidi Ould TAH
République Islamique de Mauritanie

*des modifications sont intervenues dans la composition du Conseil d'Administration au cours de l'année. L'Etat de Libye était représenté par S.E. Joumaa Bechir Boukhadra jusau en Mars 2018.



**Son Excellence Monsieur le Président du Conseil des
Gouverneurs de la**

Banque Arabe pour le Développement Economique en
Afrique

Excellence,

Conformément aux articles 25/6, 34/2 et 35 de l'Accord portant création de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), j'ai l'honneur de soumettre à l'attention de l'auguste Conseil des Gouverneurs, au nom du Conseil d'Administration, le Rapport Annuel concernant les activités de la BADEA au cours de l'exercice 2018 comprenant les audits des états financiers, l'état des activités et les nouvelles opérations dans les états africains qui ont bénéficié, au cours de cet exercice, de ses financements, ainsi que la description des opérations financées.

*Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président,
l'assurance de ma haute considération.*

Yusef Ben Ibrahim Al-Bassam
Président du Conseil d'Administration

Principaux Indicateurs de Performance de L'Activité de la BADEA (2017- 2018)

Indicateurs	2017	2018
Dotations totales de financements (millions de dollars américains)	529,6	564,95
Prêts au titre des projets du secteur public (millions \$)	220	230
Prêts au titre des projets du secteur privé (millions \$)	100	100
Prêts au titre des exportations arabes (millions \$)	200	225
Dons au titre de l'assistance technique (millions \$)	9,60	9,95
Nombre total des opérations	71	73
Nombre des projets du secteur public	16	15
Nombre d'opérations du secteur privé	8	8
Nombre d'opérations du commerce extérieur	7	6
Nombre total des opérations d'assistance technique	40	44
• Etudes de Faisabilité	3	7
• Appui institutionnel	37	37
Moyenne de l'élément don pour les prêts (%)	35,5	41,5
Coût global des projets (millions \$)	41,5	35,5
Contribution de la BADEA à l'initiative PPTE (millions \$)	569,9	884,08
Total de l'actif (million \$)	4,788,2	4,821,4
Revenu net (million \$)	294,7	(11,9)
Bénéfice net (million \$)	271,7	(39,9)



Aperçu sur l'évolution de l'économie mondiale

1/ Croissance de l'économie mondiale

Le taux de croissance de l'économie mondiale s'est stabilisé en 2018 autour de 3,7%, dépassant de 0,2 point le taux annuel enregistré au cours des cinq dernières années, comme le souligne le rapport du Fonds Monétaire International sur les perspectives de l'économie mondiale, émis en octobre 2018. Malgré l'importance du taux de croissance enregistré en 2018, il est cependant en-deçà des attentes, en raison du relatif ralentissement de l'activité économique dans un certain nombre de états avancés et des effets négatifs de certaines mesures protectionnistes, en plus des difficultés que connaissent certains des grands états en développement, difficultés résultant de facteurs internes. D'autres facteurs comme les conditionnalités des financements, les tensions géostratégiques et la hausse des prix du pétrole ont aussi contribué à baisser le taux de croissance par rapport à ce qui était prévu.

La croissance américaine a progressé, en 2018, pour la troisième année consécutive, pour atteindre un taux de 2,8%, grâce à une politique de baisse des impôts qui a eu un impact positif sur l'activité du secteur privé. Dans la zone Euro, le taux annuel de croissance de l'économie s'est ralenti pour se stabiliser autour de 2% en 2018, à cause de la réduction des exportations et de la hausse du prix du pétrole, en plus des incertitudes politiques et des perturbations enregistrées dans un certain nombre de états de la région.

Quant au Royaume Uni, son taux de croissance a continué à baisser pour la quatrième année consécutive, pour se stabiliser autour de 1,3%, le taux le plus bas que le état ait connu depuis 2009, et ce en raison des changements climatiques et des incertitudes liées au Brexit.

Dans les autres économies avancées, le taux de croissance économique s'est ralenti au Japon, en raison de la diminution progressive des effets incitatifs de la politique de baisse de la fiscalité. Il en va de même pour le Canada, à cause des incertitudes liées la mise en cause de l'accord de libre-échange entre les états d'Amérique du Nord, en plus de la diminution relative de l'attractivité du système fiscal, suite aux importantes baisses d'impôts décidées par les États Unis d'Amérique. En Corée du Sud, le taux de croissance a baissé à cause du ralentissement des investissements et des difficultés que connaît le secteur industriel, en plus des effets d'une substantielle augmentation du SMIG. Le taux de croissance a aussi baissé à Taiwan et Singapour en raison de la baisse de la demande chinoise pour les produits importés de ces deux états. Le taux de croissance de la Norvège a augmenté, pour la deuxième année consécutive, grâce à la hausse du prix du pétrole. Celui de l'Australie aussi s'est amélioré grâce à l'augmentation de la consommation intérieure et celle des investissements, alors que le taux de croissance de Hong Kong est resté stable. En Chine, le taux de croissance a légèrement ralenti, se stabilisant autour de 6,5% et ce en raison de la diminution des investissements publics, en plus de l'adoption de législations encadrant les prix de l'immobilier. Quant à l'Inde, le taux de croissance y a augmenté, poussé par la consommation intérieure, comme il a progressé en Indonésie pour la même raison, en Thaïlande, grâce au dynamisme du secteur du tourisme et des exportations industrielles, alors qu'il a baissé en Malaisie, aux Philippines et au Vietnam, à cause du ralentissement du rythme des exportations.

En Amérique Latine, le taux de croissance a reculé, se stabilisant autour d'environ 1,1%, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs comme les conditionnalités devenues plus difficiles pour l'obtention de financements, les séquelles de la sécheresse qui a frappé l'Argentine, en plus de la grève des camionneurs au Brésil, ce qui a handicapé la production. Ce taux a également régressé dans les états d'Europe de l'Est et en Turquie, pour se stabiliser autour de 3,7%, en raison du ralentissement de la croissance en Turquie à cause des perturbations qu'ont connues les marchés financiers et la forte baisse du taux de change de la monnaie locale. Le taux de croissance a aussi reculé en Pologne en raison de la baisse du rythme des exportations.

En revanche, le taux de croissance de l'Union des États Indépendants s'est amélioré pour la deuxième année consécutive, atteignant 2,3%, poussé par la hausse du prix du pétrole et de la consommation intérieure.

Pour ce qui concerne les états de l'Afrique subsaharienne, le taux de croissance économique a augmenté pour la deuxième année consécutive, atteignant 3%. Cette augmentation reflète la rémission des économies des états producteurs de pétrole dans la zone, grâce à l'augmentation des prix au plan mondial et la diminution des perturbations enregistrées au niveau de la production. Ces facteurs ont contribué à augmenter le taux de croissance au Nigéria à 1.9%, à limiter la récession en Angola à 0.1%. L'amélioration de la croissance au Nigéria a impacté positivement les économies de certains états voisins comme le Bénin et le Niger en dynamisant leurs exportations vers le marché nigérian. Les économies des états de la région non producteurs de pétrole ont bénéficié d'une embellie des activités agricoles après de longues périodes de sécheresse et l'augmentation des investissements publics grâce aux facilités de financement. En Afrique du Sud, la croissance économique s'est ralentie en raison des perturbations politiques et la faiblesse des investissements.

Au Moyen Orient et en Afrique du Nord le taux de croissance économique a progressé à 2%. Ce progrès est dû à une rémission des économies des états arabes producteurs de pétrole, après la hausse mondiale des prix, à la progressive amélioration du rythme de la croissance en Égypte grâce à la substantielle progression des exportations. Le taux de croissance dans cette zone n'a cependant pas atteint son niveau de 2016, à cause des sanctions imposées de nouveau par les États Unis d'Amérique à l'Iran.

2/ Inflation, population active et chômage

a) L'Inflation

L'inflation dans les économies avancées a continué sa hausse pour la troisième année consécutive, pour atteindre 1,9% en 2018, poussée par la hausse des prix du pétrole. Cependant, les taux d'inflation structurelle, qui reflètent l'évolution des prix de la consommation sur le long terme, ne prenant pas en compte les changements du prix de l'énergie et des denrées alimentaires, ce taux est resté en deçà des objectifs fixés par les Banques centrales dans la plupart des économies avancées.

Dans les économies émergentes et en développement aussi, les taux d'inflation ont continué à grimper pour la deuxième année consécutive atteignant 5.7% poussés, également, par la hausse des prix du pétrole. Aux États Unis, le taux d'inflation a légèrement baissé, en 2018, à 2% qui correspondent à l'objectif fixé par la Banque Centrale.

La zone Euro connaît une hausse du taux d'inflation qui a continué à grimper pour la troisième année consécutive atteignant 1,8% poussé par la hausse des prix du pétrole, dans un contexte de ralentissement de l'augmentation des salaires. Il reste, cependant, en-deçà des prévisions de la Banque Centrale européenne estimées à 2%. Au Royaume Uni, on note une baisse du taux d'inflation, à 2,3%, en raison de l'atténuation des effets inflationnistes de la baisse du taux de change de la livre sterling.

Au Japon le taux d'inflation a continué à grimper pour la troisième année consécutive, s'élevant à 1,4%, ce qu'on impute à la hausse des prix du pétrole. En Chine, le taux d'inflation a légèrement augmenté, à 2,5% poussé par la hausse du prix du pétrole et la baisse du taux de change du Yuan. L'inflation a aussi continué à grimper en Inde, pour la troisième année consécutive, atteignant 5.1%, conséquence de la réduction de l'écart entre les niveaux de production réalisés et les niveaux réalisables, suite à l'accélération du développement économique, à la baisse du taux de change de la monnaie locale, en plus de la hausse des prix du pétrole. Au Brésil, le taux d'inflation a augmenté atteignant 4.1%, poussé par la hausse du prix du pétrole, alors qu'il a baissé au Mexique à 4.3% après le ralentissement de la demande intérieure.



En Russie le taux d'inflation a augmenté à 3.5%, conséquence de la hausse des prix des importations, due à la baisse du taux de change de la monnaie locale, et ce malgré deux augmentations du taux d'intérêt, décidées par les autorités au cours de l'année.

Pour ce qui concerne les états d'Afrique subsaharienne, le taux d'inflation a baissé, se stabilisant autour de 8.7%. malgré la baisse du taux d'inflation au Nigéria, en Angola et en Ethiopie, il n'en est pas moins resté à deux chiffres (12.8% au Nigéria, 20% en Angola et 10.5% en Ethiopie). Ce qui s'explique par la hausse des prix des denrées de consommation au Nigéria et la baisse du taux de change des monnaies locales en Angola et en Ethiopie, en plus de l'augmentation rapide des prêts bancaires dans ce dernier état.

Le taux d'inflation en Afrique du Sud a atteint 5.7%, mais il est resté dans les limites fixées par la Banque Centrale, entre 3 et 6%.

b) Population active et chômage

Le taux de chômage mondial a légèrement diminué en 2018, pour se stabiliser autour de 5,4%, le nombre de chômeurs étant d'environ 188 millions dont 43% de femmes. La population active représente 58,5% des plus de 15 ans, ce taux ne dépassant pas 45,6% chez les femmes.

Dans les économies avancées, le taux de chômage a continué à baisser pour la sixième année consécutive, pour se stabiliser autour de 5,1%. Le taux de chômage dans la zone Euro ne dépasse pas 8,3%, son taux le plus bas depuis 2008. Les sept états les plus industrialisés ont enregistré un taux de chômage ne dépassant pas 4,5%, taux le plus bas que cette zone ait connu depuis le premier choc pétrolier, en 1973. Le taux de chômage dans le reste des économies avancées a atteint son plus bas niveau depuis 2008, se stabilisant autour de 4%.

Quant aux états émergents et en développement, le taux de chômage a baissé pour la troisième année consécutive, se stabilisant à 11,5% dans les états d'Afrique du Nord, comme il a continué à baisser pour la cinquième année consécutive dans les états d'Amérique Centrale, se stabilisant à 3,6%, dans les états d'Europe de l'Est où il est de 5,2%, dans les états d'Asie centrale où il est 6,5. Ce taux a aussi baissé dans les états d'Amérique Latine, atteignant 9,4%, comme dans les états arabes, atteignant 7,8%, dans les états de l'Ouest asiatique où il atteint 10,1%. Il est resté stable dans les états du Sud-est asiatique où il est de 2,7%, dans les états d'Asie du Sud où il est de 4,1 et dans les états de l'ASEAN où il est autour de 2,7%.

Dans les états d'Afrique Subsaharienne, le taux de chômage s'est stabilisé autour de 7,2%, ce qui représente 29,9 millions de chômeurs, c'est-à-dire un million de plus qu'en 2017. Mais ce taux couvre des différences importantes entre les différentes régions, dans la mesure où il a augmenté dans les états d'Afrique Centrale à 5,4%, alors qu'il est resté stable dans les états d'Afrique de l'Est à 6,4%, et dans les états d'Afrique de l'Ouest à 5,3%, alors qu'il a augmenté pour la cinquième année consécutive dans les états du Sud du continent atteignant 26,8%.

3/ Commerce international

La croissance du commerce international a diminué en 2018, se stabilisant autour de 4,1%. Ce recul est expliqué principalement par les mesures protectionnistes adoptées unilatéralement par les Etats Unis d'Amérique, auxquelles la Chine et l'Union Européenne ont répondu par des mesures similaires. D'où un ralentissement du taux de croissance annuelle des exportations des économies avancées à 3,3%. Ce taux a baissé dans la zone Euro à 3,8%, dans le groupe des sept pays les plus industrialisés à 2,9% et dans le reste des économies avancées à 3.3%.

Le taux de croissance des exportations des économies émergentes a baissé à 4,6% : Ainsi les exportations de l'Union des Etats Indépendants ont diminué à 5%, de même les exportations des états émergents et en développement d'Asie ont baissé à 5,8% environ, comme les exportations des cinq premières économies de l'ASEAN- hormis Singapour- qui ont reculé atteignant 6,2%.

Les exportations des états d'Europe de l'est et de la Turquie ont baissé à 7,1% environ, et celles des états d'Amérique Latine à environ 3,6%. En revanche, la diminution des exportations des états du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord a été réduite à 0,2%. Par contre, les exportations des états d'Afrique subsaharienne ont baissé à 2,7%.

Dans le même temps les importations des économies avancées ont baissé à 3,6% environ : Les importations de la zone Euro ont augmenté de 3,9%, celles des sept pays les plus industrialisés ont baissé à 3,4% environ, celles des autres économies avancées à 3,5%. Les économies émergentes et en développement, elles, ont vu leurs importations diminuer à 6%: Les importations des états de l'Union des Etats indépendants ont reculé à environ 5,2%, comme ont diminué les importations des états émergents et en développement d'Asie à 7,9 environ, les importations des cinq premières économies de l'ASEAN- hormis Singapour- à près de 6,9%. Les importations des états d'Europe de l'est et de la Turquie ont reculé à 5,3%, environ, celles des états d'Amérique Latine à 2,9%, au moment où les importations des états du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord ont augmenté à 2,7%, et celles des états d'Afrique subsaharienne à 6,5%.

4/ Dette extérieure et pays pauvres très endettés

a) Dette extérieure

D'après les statistiques de la Banque Mondiale, le volume de la dette extérieure des états de l'Afrique subsaharienne en 2017, est estimé à 524,1 milliards de dollars, soit une augmentation record de 15,4% par rapport à 2016. La dette extérieure atteint ainsi environ 33,5% du Produit Intérieur Brut.

Quant à sa structure, 84% de la dette sont constitués de crédits à long terme, et 12% de crédits à court terme. Les prêts accordés par le Fonds Monétaire International représentent 4% du total de la dette. L'augmentation enregistrée au niveau des prêts à long terme, représente 91% du total des augmentations de la dette extérieure au moment où l'augmentation enregistrée au niveau des prêts à court terme, qui est de 7,5%, est la plus importante depuis 2012. Les prêts accordés par le Fonds Monétaire International ont augmenté après trois années de recul.

Les prêts concessionnels eux ont légèrement baissé, atteignant 32,4% du montant de la dette extérieure, alors que les prêts accordés par les institutions multilatérales ont augmenté à 19,7%. Le taux de la dette extérieure en dollars a baissé, se stabilisant autour de 62,4%, au moment où le taux de la dette extérieure en Euro a augmenté à 5,7% environs.

Les arriérés de paiement ont atteint 30,5 milliards de dollars environs en 2017, augmentant ainsi de 5,9% par rapport à 2016. Quant à leur structure, 26% de ces arriérés sont relatifs à des prêts accordés par des privés et 74% par des organismes officiels.

Les retraits sur les dettes en 2017 ont atteint un chiffre record estimé à 83,1 milliards de dollars, augmentant d'environ 42,5% par rapport à 2016. Quant à leur structure, 94% de ces retraits sont relatifs à des prêts à long terme alors que 6% concernent des prêts à court terme. Le service de la dette a atteint 40,1 milliards de dollars en 2017 augmentant de 5% environs par rapport à 2016, représentant 10,4% des exportations. Quant à sa structure, 69% concernent le principal et 31% les intérêts. L'augmentation enregistrée sur le remboursement du principal de la dette représente 90% de l'augmentation du service de la dette.

Le taux d'intérêt moyen sur les nouveaux prêts obtenus en 2017 a augmenté à 3,8% environs, comme a augmenté la durée moyenne des prêts à 20,2 années, la période de grâce moyenne à 5,5 années et le taux moyen de l'élément don à 40,1%. Si l'on s'en tient aux prêts nouveaux accordés par des institutions officielles, le taux d'intérêt moyen a augmenté à 2% environs, la durée moyenne des prêts à 25,3 années, la période de grâce moyenne à 5,7 années et l'élément don moyen à 57,5%.



D'un autre côté, le volume du flux des investissements extérieurs a baissé, en 2017, pour la deuxième année consécutive, et le rythme du recul s'est accéléré, atteignant 27%. Ainsi le total de ces flux a atteint 15,7 milliards de dollars, leur plus bas niveau au cours des dix dernières années, tandis que le volume d'investissement dans les portefeuilles a atteint 6,5 milliards dollars, alors qu'il était négatif en 2016.

b) Pays pauvres très endettés (PPTE)

Le nombre de d'états ayant bénéficié de l'Initiative de l'allègement de la dette pour les pays pauvres très endettés a atteint 36 états dont 29 pays africains bénéficiaires de l'appui de la Banque. Tous ces pays ont atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'Initiative. Les états éligibles à bénéficier de l'initiative et qui n'ont pas atteint le point d'achèvement sont 3, dont un africain, bénéficiaire de l'appui de la banque : l'Erythrée. Le coût total de l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative s'élève à 76,3 milliards dollars dont 64,7 milliards dollars pour les états africains bénéficiaires de l'appui de la BADEA dont la contribution pour l'allègement de la dette, jusqu'en 2018, a atteint environs 258,8 millions de dollars dont ont bénéficié tous les états qu'elle appuie et qui sont éligibles à bénéficier de l'Initiative et qui ont atteint le point d'achèvement.

5/ Prévisions de l'économie internationale en 2019

Les prévisions du rapport du Fonds monétaire international sur les perspectives de l'économie internationale indiquent une légère baisse de croissance atteignant 3,6% en 2019, en raison du ralentissement du rythme de croissance du commerce, des investissements et de l'activité industrielle. Il est probable que le taux de croissance des économies avancées diminue pour se stabiliser autour de 2,1%, en raison de la fin progressive des politiques monétaires expansionnistes d'appui. Le taux de croissance des états émergents et en développement devrait se stabiliser autour de 4,6% ; mais ce taux cache une très grande disparité entre ces états. Alors qu'on s'attend à un ralentissement de la croissance dans les états émergents et en développement d'Asie et d'Europe, d'autres régions, comme l'Amérique latine, le Moyen Orient, l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne connaîtront une accélération de leur rythme croissance.

Il est probable que taux de croissance des Etats Unis ralentisse en 2019, pour se stabiliser autour de 2,5%, en raison de la fin progressive des politiques monétaires expansionnistes d'appui et l'atténuation des effets positifs des politiques d'allègement de la fiscalité et l'augmentation des dépenses publiques. On s'attend également à un recul du taux de croissance de la zone Euro qui se stabilisera autour de 1,8%, en raison de la fin progressive des politiques monétaires expansionnistes d'appui et du ralentissement de la croissance du commerce mondiale dû à la généralisation des mesures protectionnistes. Au Royaume Uni, il est probable que le taux de croissance progresse légèrement pour atteindre 1,4%, après la levée des incertitudes accompagnant les négociations sur le Brexit.

Au Japon, il est attendu que le taux de croissance ralentisse pour se stabiliser autour 0,9% en 2019, à cause de l'atténuation continue des effets positifs des politiques d'allègement de la fiscalité. Dans les autres économies avancées : il est probable que le taux de croissance au Canada se stabilise autour de 2%, et qu'il ralentisse en Corée du Sud autour 2,5% en raison de la persistance des effets négatifs de l'importante augmentation du SMIG qui a été décidée, en plus de la restructuration du secteur industriel, et qu'il ralentisse en Australie pour se stabiliser à 2,7%, en raison du ralentissement des exportations et de la consommation intérieure. On s'attend aussi à un ralentissement du taux de croissance de la Suisse qui sera de 1,8%, en raison de l'affaiblissement progressif de l'impulsion donnée aux exportations par la baisse du taux de change de la monnaie locale.

Quant à la chine, il est probable qu'en 2019, son taux de croissance ralentisse pour se stabiliser autour de 6,1%, et ce en raison de la diminution des exportations sous l'effet des mesures protectionnistes décrétées par les Etats Unis ; alors qu'il est attendu que le taux de croissance

de l'Inde augmente, atteignant 7,4%, reflétant la progression continue des investissements et des exportations, résultat de diverses réformes structurelles décidées ces dernières années, et qui ont compris la promulgation d'une loi organisant la manière de traiter les cas de sociétés en cessation de paiement et en faillite. Cela en plus de la simplification des procédures relatives au paiement des taxes sur les marchandises et les services et la grande amélioration qu'ont connue le réseau routier et les services de fourniture de l'électricité et aussi l'augmentation des fonds propres des banques. Quant à l'Indonésie, son taux de croissance se stabilisera probablement autour de 5,1%.

En Amérique Latine, on s'attend à une progression du taux de croissance économique qui atteindra 2,1% en 2019, mais ce taux cache des disparités entre les états de la région: Il est attendu que ce taux progresse au Mexique à 2,5%, au Brésil pour atteindre 2,3%, grâce à une rémission de la demande intérieure, liée à la diminution du chômage. Il est possible que la récession continue en Argentine et que son taux soit de 1,6%, en raison de la persistance des politiques financières d'austérité et des politiques monétaires restrictives. Dans la Ligue des Etats Indépendants on s'attend à ce que le taux de croissance se stabilise, en 2019, autour 2,3%, alors qu'en Turquie le taux de croissance économique ralentira probablement, atteignant 0,3% en raison de la diminution de la demande intérieure.

En Afrique subsaharienne, on attend, en 2019, un taux de croissance en progression qui atteindrait 3,7%, grâce à la régression de l'incertitude politique que les grandes économies, comme l'Afrique du Sud et l'Angola, ont connue dernièrement, ce qui permettra d'impulser l'investissement dans ces économies, en plus de la solidité de la croissance dans les états non producteurs de pétrole. Cependant cette progression restera limitée vu la situation mondiale qui se conclura par la régression de la croissance économique de la plupart des partenaires commerciaux du continent, en plus de la dureté des conditionnalités de financement et de l'ombre d'incertitude qui plane sur le commerce international à cause de la généralisation des mesures protectionnistes. On s'attend à une progression du taux de croissance économique au Nigéria pour atteindre 2,2% en 2019, et que l'économie de l'Angola sorte de la récession qu'elle connaît depuis les trois dernières années, pour réaliser un taux de croissance estimée à 3%, grâce à l'augmentation de la production pétrolière et à l'adoption de réformes visant à améliorer le climat des affaires. Il est également attendu que le taux de croissance de l'Afrique du Sud progresse pour atteindre 1,4%, mais cette progression restera limitée, à cause des effets négatifs du taux élevé du chômage et ceux de la lenteur du développement des prêts bancaires aux particuliers sur la consommation des ménages, et aussi à cause de la persistance des politiques d'austérité visant à la maîtrise du déficit budgétaire du gouvernement. Il est probable que la croissance reste solide dans le reste des pays de la région, étant donné une probable amélioration des économies de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale à cause de l'augmentation de la production pétrolière, celle de la demande intérieure après le recul des politiques d'austérité que les états de la Communauté avaient adoptées ces dernières années. Comme on s'attend à des taux de croissance élevés dans les états à développement rapide comme la Côte d'Ivoire, le Kenya et la Tanzanie, grâce à la continuation de l'investissement public et l'amélioration de la production agricole. Il est aussi probable que le taux de croissance reste élevé à Madagascar en raison de l'augmentation des exportations, et en Ethiopie, malgré les politiques d'austérité visant à maîtriser la dette publique.

Il est également prévu que le taux de croissance s'améliore au moyen Orient et en Afrique du Nord, pour atteindre 2,5% en 2019 et ce grâce à la continuation des réformes visant à améliorer le climat des affaires et l'adoption de stratégies de diversification économique des états producteurs de pétrole, ce qui aura pour résultat de pousser l'investissement dans la région, en plus de l'amélioration de la demande intérieure et l'amélioration continue de la santé du secteur du tourisme. On attend, dans ce contexte que le taux de croissance du Royaume d'Arabie Saoudite s'améliore pour atteindre 2,4%, celui des Emirats Arabes Unis devrait atteindre 3,6%, au moment où on s'attend à une aggravation de la récession en Iran, dont le taux serait de 3,6%, en raison des effets des sanctions américaines.



PREMIERE PARTIE

Activité de Financement

Introduction

L'année 2018 est l'avant dernière année du 7^{ème} Plan Quinquennal (2015 -2019), Plan qui a alloué 1 100 millions de dollars aux projets du secteur public, 450 millions de dollars aux projets du secteur privé, entre 150 et 250 millions de dollars annuels au financement des exportations arabes vers les états d'Afrique et 50 millions de dollars aux opérations d'assistance technique.

En ce qui concerne la répartition sectorielle des projets du secteur public qui ont été approuvés en 2018, les financements ont couvert le secteur des infrastructures, dans les domaines du transport, la fourniture d'eau potable, les services d'assainissement et de la pêche artisanale, secteurs d'une grande importance vu leur impact direct sur l'amélioration des conditions de vie des populations. Les financements ont aussi couvert les secteurs de l'agriculture et du développement rural qui jouent un rôle prépondérant dans la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté, en plus de leur contribution dans le développement de l'implication des femmes dans l'activité économique. Mais aussi le secteur social dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la microfinance, ce qui contribue à l'amélioration des conditions sanitaires des populations et au renforcement et au développement des capacités des ressources humaines dans différentes spécialités.

La Banque a redoublé ses efforts -au cours de l'année- pour développer les échanges commerciaux entre les régions arabe et africaine, à travers le financement des exportations arabes vers les états d'Afrique, comme elle a apporté un appui conséquent au secteur privé des états bénéficiaires, à travers l'octroi des ressources financières nécessaires à la bonne marche de ses affaires.

La BADEA s'est aussi engagée—comme chaque année- à accorder des dons non remboursables pour financer les différentes opérations d'assistance technique.

En 2018, sur demande des états africains, le plafond de financement que la Banque peut accorder à un même projet au cours de l'année , en prenant en compte les disparités de niveaux entre les états bénéficiaires et en accordant une attention particulière à la situation des pays très endettés. Ainsi le plafond de financement d'un projet a été augmenté de 20 à 40 millions de dollars (tout en respectant le volume des allocations annuelles jusqu'à la fin du plan quinquennal actuel), sans que la contribution de la Banque ne dépasse jamais 90% du coût du projet ou 40 millions de dollars, le montant le plus faible des deux.

Il est cependant possible d'accorder au même état plus d'un prêt au cours de la même année jusqu'à concurrence d'un plafond de 40 millions de dollars.

Engagements de la BADEA en 2018

Les dotations affectées au titre de l'année 2018, ont atteint 564,95 millions de dollars soit 99,9% des allocations pour l'année, dont 230 millions de dollars ont été alloués au financement de 15 projets de développement dans le secteur public, 100 millions de dollars pour financer 8 opérations dans le secteur privé, 225 millions de dollars pour financer 6 opérations d'exportations arabes vers les états africains et 9,95 millions de dollars pour financer 44 opérations d'assistance technique.

Les dotations de l'année 2018 ont augmenté de 6,7% par rapport à celles de l'année 2017, en raison de l'augmentation des financements octroyés au secteur public de 4,5%, et aux exportations arabes de 12,5%.

Engagements au titre des prêts au secteur public et leur répartition sectorielle en 2018

Conformément aux orientations du 7ème Plan Quinquennal et aux priorités formulées par les états africains bénéficiaires, les engagements au titre de prêts du secteur public ont été répartis comme suit :

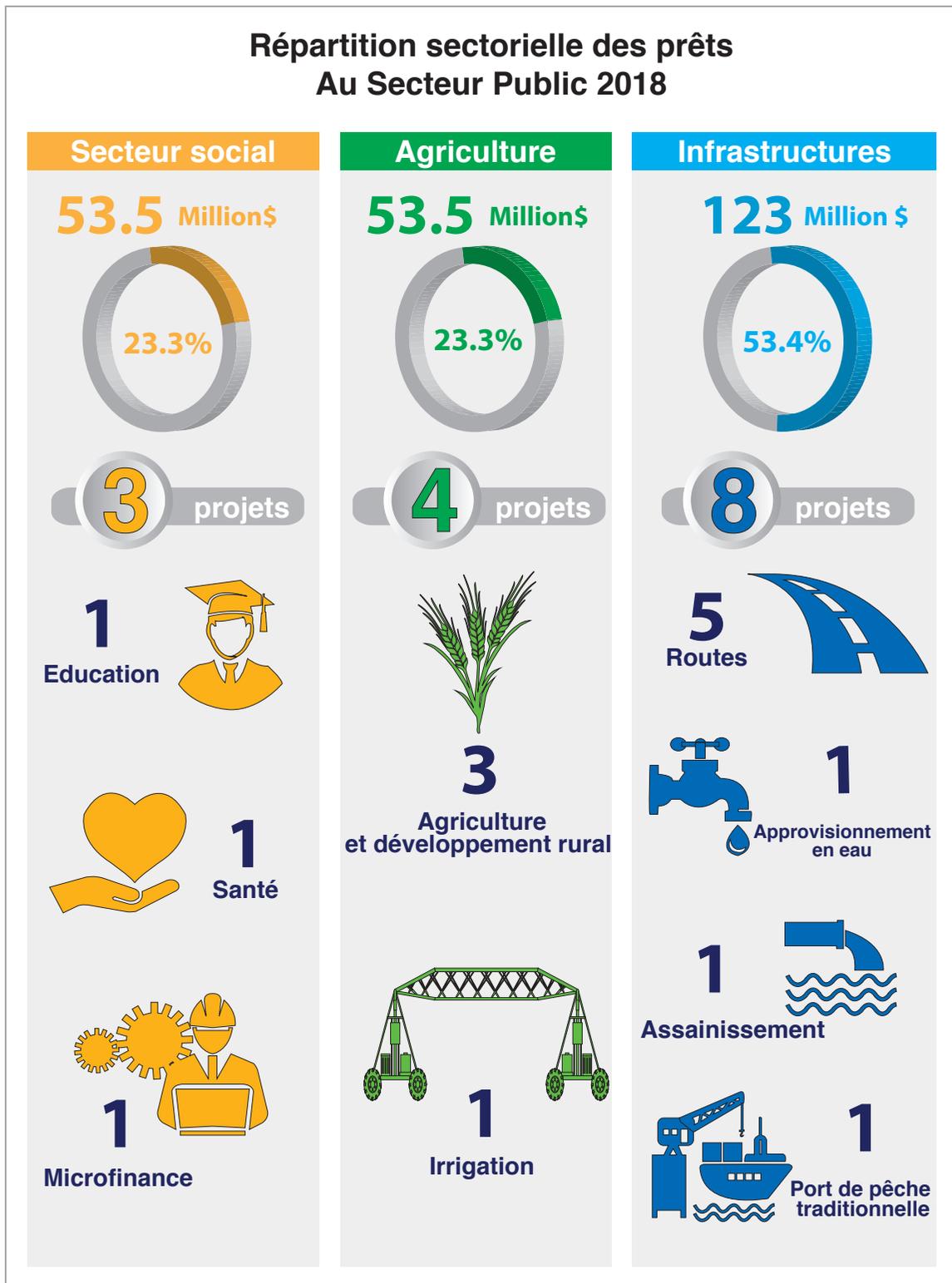




Tableau I

Répartition sectorielle des prêts du secteur public (2017 - 2018)

Secteur	Nombre de Projets		Montant (Millions \$)		%	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Infrastructures et Environnement	8	8	122,5	123,0	55,7	53,4
Agriculture et Développement Rural	4	4	53,5	53,5	24,3	23,3
Secteur Social	4	3	44,0	53,5	20,0	23,3
Total	16	15	220	230	100	100

Conditions de financement

Les prêts sont accordés à des conditions concessionnelles, tenant compte des réalités économiques des états emprunteurs, dont la majorité est à faible revenu. Ces conditions favorables ont permis aux états bénéficiaires d'obtenir les prêts avec des éléments dons adaptés à leurs conditions et conformes aux politiques de prêt adoptées par les organisations internationales quant à la manière de les traiter.

Le taux d'intérêt moyen pondéré s'est établi à 1,7% en 2018 contre 1,5% en 2017, alors que la moyenne pondérée de la période de prêt était de 25,4 ans en 2018 contre 28,2 ans environ en 2017. La moyenne pondérée pour le délai de grâce des prêts était de 6,7ans en 2018, contre 8,5 ans en 2017.

Le taux moyen de l'élément don (qui reflète à la fois l'impact de la durée du prêt, du délai de grâce et la catégorie de l'intérêt sur le prêt), a été d'environ 35,5% en 2018, avec une diminution de cet indicateur par rapport à l'année 2017 où il était de 41,5%. Cette baisse est due essentiellement aux différences entre les conditionnalités des prêts en fonction des conditions économiques du états bénéficiaire d'une part, et les conditionnalités des nouveaux prêts qui concernent la catégorie dépassant 20 millions de dollars, conformément à la décision du Conseil des Gouverneurs relative à l'augmentation du plafond des prêts d'autre part.



Tableau II

Evolution de l'activité financière (1975 - 2018) (Prêts et dons / millions \$)

Année	Total des Engagements Annuels	Engagements Annuels Nets (1)	Moyenne des Taux d'Intérêt (%)*	Moyenne des Périodes de Remboursement (Années)*	Moyenne des Périodes de Grâce (Années)*	Moyenne Elément Don %* (2)
1975	85,500	68,033	3,70	23,60	5,20	44,68
1976	62,000	56,823	2,90	22,80	5,00	49,78
1977	66,290	64,226	5,00	16,10	4,40	29,91
1978	72,870	48,601	3,70	18,10	5,20	40,84
1979	49,070	41,916	4,30	17,20	4,40	35,20
1980	71,950	48,066	5,60	15,90	3,80	25,44
1981	76,026	41,284	5,90	14,40	4,20	23,01
1982	90,000	48,180	6,00	16,00	4,70	23,84
1983	83,933	62,120	6,50	15,00	4,20	19,72
1984	87,960	43,178	6,60	14,20	3,70	18,24
1985	73,790	35,785	5,90	15,90	4,30	24,05
1986	58,605	36,937	4,20	16,50	4,20	35,02
1987	71,423	28,604	4,60	16,20	4,70	32,84
1988	66,720	49,151	4,30	17,00	4,30	34,90
1989	72,000	53,618	4,20	18,00	5,20	37,61
1990	73,682	32,565	3,90	18,40	4,30	39,16
1991	74,235	34,613	3,90	17,80	3,80	37,43
1992	73,726	54,157	3,40	17,93	4,20	40,97
1993	74,654	42,332	3,40	17,50	4,20	40,97
1994	74,307	55,998	3,40	18,00	4,10	42,00
1995	79,930	73,000	3,15	18,17	4,42	43,45
1996	89,938	78,467	3,26	18,50	4,34	42,61
1997	99,830	76,536	3,05	17,80	4,36	43,75
1998	109,940	69,535	3,10	18,10	4,38	42,70
1999	119,520	95,700	3,05	18,20	4,77	43,70
2000	123,950	113,834	2,29	25,95	5,62	58,15
2001	129,200	101,292	2,03	26,23	5,65	58,80
2002	134,390	132,150	1,43	27,25	7,21	65,40
2003	139,990	120,027	1,70	27,45	6,73	36,40
2004	144,970	135,838	1,36	27,67	7,62	42,72
2005	159,939	140,185	1,15	29,08	8,56	45,11
2006	169,945	153,394	1,31	28,78	9,20	54,94
2007	179,600	174,998	1,28	28,66	9,22	57,94
2008	190,000	178,845	1,50	27,40	8,46	50,48
2009	200,000	186,927	1,33	29,06	9,12	46,58
2010	200,000	198,200	1,11	29,14	9,69	49,52
2011	200,000	199,118	1,08	29,60	9,59	43,18
2012	200,000	187,307	1,17	29,38	9,44	36,26
2013	200,000	187,626	1,21	29,89	9,33	48,04
2014	200,000	199,541	1,11	29,47	9,70	50,74
2015	260,000	259,798	1,12	29,85	9,48	48,76
2016	306,000	305,871	1,05	30,31	9,76	48,81
2017	329,555	329,234	1,49	28,16	8,47	41,45
2018	340,000	339,950	1,70	25,40	6,70	35,50

(1) Les annulations ont été déduites du total des engagements de l'année d'approbation par le Conseil d'Administration.

(2) Un prêt est considéré comme concessionnel si l'élément don est supérieur ou égal à 35%.

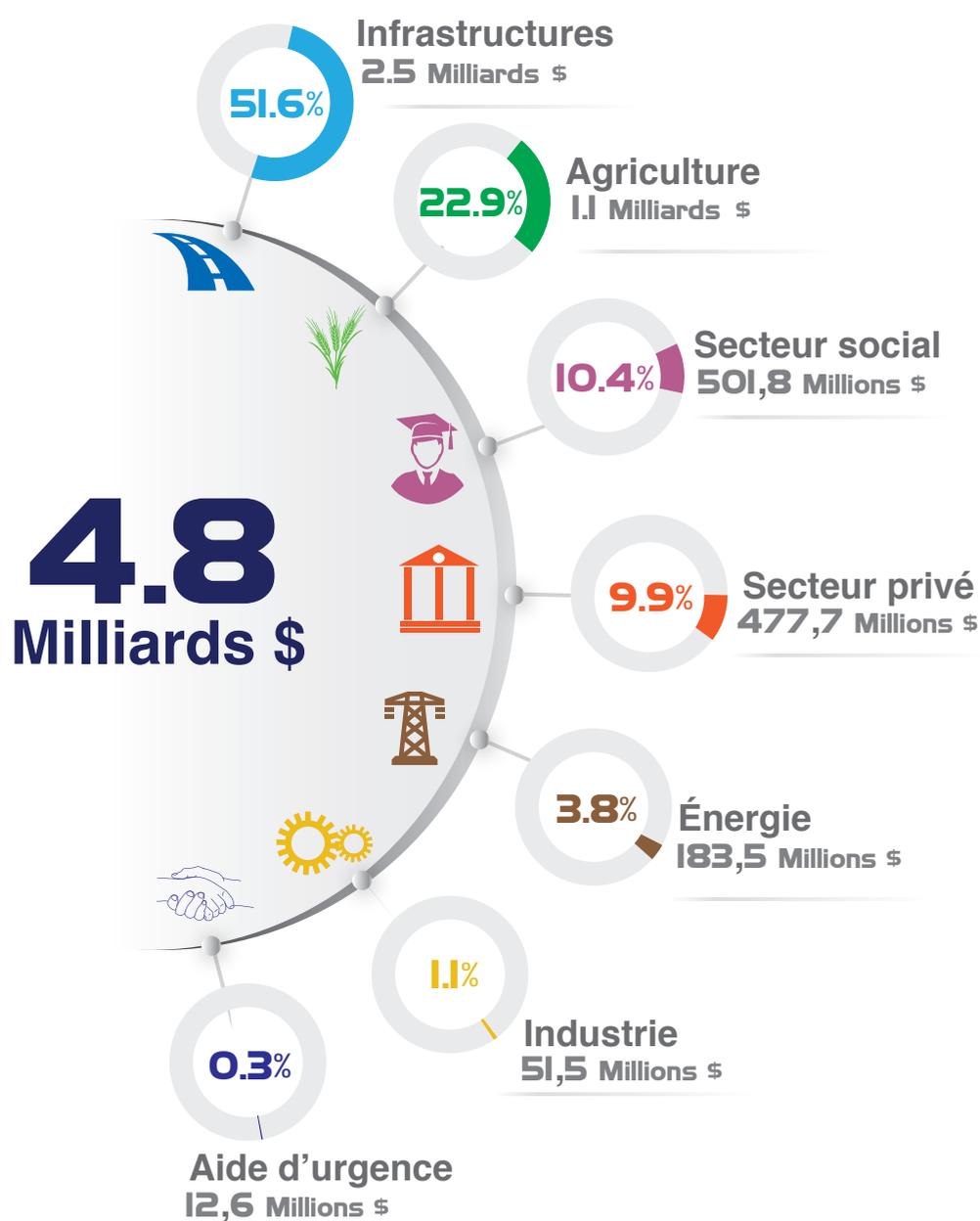
* Les moyennes des taux d'intérêt, de la période de remboursement, de la période de grâce et de l'élément don ont été calculées comme moyennes pondérées par le montant du prêt de chaque projet, en ce qui concerne les projets du secteur public.



Engagements au titre des prêts et leur répartition sectorielle durant la période 1975 – 2018

Le cumul des approbations des financements de la Banque, durant la période 1975 - 2018 s'est élevé à environ 5.8 milliards de dollars, dont 5.4 milliards de dollars ont été alloués au financement de 662 projets de développement. Le total net des engagements des prêts aux projets ont atteint près de 4.8 milliards de dollars.

Répartition Sectorielle des Engagements Nets des Projets (1975 - 2018)



Quant aux prêts du FASAA(*), au nombre de 59, ils visaient à soutenir les balances de paiement des Etats africains ; le montant total de leurs engagements s'est chiffré à 214,244 millions de dollars. Ainsi, les engagements nets comprenant les prêts et les prêts du FASAA ont totalisé près de 5 milliards de dollars, à la fin de l'année 2018.

Le secteur privé

La BADEA contribue au financement du secteur privé en octroyant des lignes de crédit aux banques et aux institutions nationales et régionales de financement du développement opérant dans les états africains, en vue de les affecter, sous forme de prêts, pour le financement des sous-projets du secteur privé. Sa contribution prend, également, la forme de prêts accordés aux gouvernements, qui les rétrocèdent directement au secteur privé. La BADEA finance aussi des composantes dédiées au secteur privé, dans le cadre des projets de développement qu'elle contribue à financer.

Durant la période 1975 – fin 2014, le nombre de prêts alloués au secteur privé, à travers les gouvernements, a atteint 45 prêts représentant des engagements nets de 116,9 millions de dollars.

Afin d'encadrer et de renforcer le rôle du secteur privé dans le développement, en lui dédiant des ressources financières additionnelles, le Conseil des Gouverneurs de la BADEA a approuvé le nouveau «Programme de financement du secteur privé» conformément à sa Résolution N°6 de l'année 2014. La mise en œuvre de ce Programme a commencé avec le début du septième Plan quinquennal, qui a prévu la mobilisation d'un montant de 450 millions de dollars, répartis sur les années du Plan, pour octroyer des prêts aux banques et institutions financières qui les rétrocèdent au secteur privé, en plus du financement d'institutions gouvernementales à caractère commercial et d'opérations de partenariat public-privé, et ce comme suit :

Année	2015	2016	2017	2018	2019
Ressources allouées au secteur privé (millions \$)	50	100	100	100	100

Au cours de l'exercice 2018, la BADEA a accordé 8 crédits pour un montant total de 100 millions de dollars, le même montant total approuvé en 2017. Ces crédits ont profité à 6 banques commerciales et institutions de développement locales au Congo Démocratique, au Nigéria, au Burkina Faso, en Ouganda et au Mozambique (75 millions de dollars) et une institution de financement du développement régionale (15 millions de dollars), et une institution gouvernementale à caractère commercial au Sénégal (10 millions de dollars).

En ce qui concerne les accords de crédit approuvés, l'année 2018 a connu la signature de 3 conventions avec des institutions financières pour un montant total de 45 millions de dollars, comprenant 2 opérations approuvées en 2017, une seule opération approuvée en 2018. Il est à noter que l'une des opérations a été déclarée effective et l'institution prêteuse a commencé les décaissements.

Financement des exportations arabes vers les états africains

La BADEA accorde une attention particulière au développement des échanges commerciaux entre les états arabes et africains et ce, en raison du rôle que joue le commerce extérieur dans le développement à travers la facilité de circulation des biens et des services, l'approvisionnement en intrants pour les opérations productives et l'approvisionnement des marchés locaux et internationaux, ainsi que la facilité de la circulation de la production finale.

(1) Le Fonds Arabe Spécial d'Aide pour l'Afrique (FASAA) a été créé en novembre 1973 et a commencé ses activités en 1974 pour financer les besoins en devises des états africains (aide à la balance des paiements). Sa gestion a été confiée à la Ligue des Etats Arabes avant d'être transférée à la BADEA en 1976, immédiatement après le démarrage des activités de celle-ci. Ensuite, en 1977, les ressources de ce Fonds ont été fusionnées avec celles de la BADEA et ses attributions suspendues (l'appui non lié aux projets)



Activité de financement

La BADEA a participé au capital de l'AFREXIMBANK à hauteur de 10 millions de dollars. Elle a, également, mis en place, en 1997, un programme pour financer les exportations arabes vers les états africains, pour un montant de 100 millions de dollars, dont 75 millions ont été gérés par le Groupe Banque Islamique de Développement (BID) puis par, l'institution Islamique Internationale de Financement du Commerce. Le montant restant de 25 millions de dollars a été accordé aux banques arabes pour financer des exportations arabes vers les états africains. A la fin de ce programme, en 2014, le total octroyé a atteint de 399,5 millions de dollars, dont 187 millions de dollars décaissés, pour financer 29 opérations, au profit de : la Tanzanie, la Guinée, Maurice, le Zimbabwe, les Seychelles, la Zambie, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Sénégal et la Gambie. Certains de ces états ont bénéficié de plus d'une opération.

Depuis le début de l'année 2015, et conformément à la Résolution N°6 du Conseil des Gouverneurs (2014), un nouveau « Programme de Financement du commerce extérieur » a été approuvé et des montants annuels ont été alloués comme suit :

Depuis le début de l'année 2015, et conformément à la Résolution N°6 du Conseil des Gouverneurs (2014), un nouveau « Programme de Financement du commerce extérieur » a été approuvé et des montants annuels ont été alloués comme suit :

Année	2015	2016	2017	2018	2019
Financement des Exportations arabes vers les états africains (millions \$)	150	200	200	225	250

Au cours de l'année 2018, 6 lignes de crédit, totalisant 225 millions de dollars ont été accordées, représentant une augmentation de 12,5% par rapport aux financements de l'année 2017, qui avaient atteint 200 millions de dollars, bénéficiant à 4 banques commerciales et institutions locales de financement du développement au Nigéria, au Sénégal, au Mali et au Mozambique (120 millions), et deux institutions régionales de financement du développement (105 millions de dollars).

Opérations régionales

L'intérêt de la BADEA pour les projets et les opérations d'assistance technique à caractère régional s'est poursuivi, et ce en raison de leur impact positif sur plusieurs états africains ; ce qui permet une meilleure coopération entre ces états.

En 2018, la Banque a contribué au financement d'un projet de route « Massakory-Ngouri- Bol- frontière du Niger », tronçon « Ngouri- Bol », au Tchad, et au projet de réhabilitation de la route « Romongi-Nyanzalak » du Burundi, qui contribue à l'ouverture d'un débouché sur la mer pour le Burundi et le Rwanda, et le projet de la route nationale N° 10 « Tugan-Wahigoya » du Burkina Faso, qui contribue à renforcer l'intégration économique régionale entre le Burkina Faso, le Niger, le Mali et la Côte d'Ivoire.

Les opérations d'assistance technique et leur répartition sectorielle en 2018

L'assistance technique est fournie aux états africains bénéficiaires et aux organisations régionales africaines, sous forme de dons non remboursables, et ce à travers le financement d'études de faisabilité technique et économique de projets de développement, que la Banque tient à confier exclusivement aux bureaux d'études et d'expertise arabes, africains ou arabo-africains, et le financement d'appuis institutionnels qui consiste à financer diverses activités, comprenant l'organisation de sessions de formation, l'envoi d'experts arabes aux états bénéficiaires, l'organisation d'évènements et la fourniture d'équipements et de matériels pour certaines institutions.

En 2018, près de 9,95 millions de dollars ont été alloués au financement de 44 opérations d'assistance technique, soit 99,9% du montant de 10 millions de dollars alloué pour l'année. Un montant de 1,92 millions de dollars a été alloué au secteur des infrastructures, 1,85 million de dollars au secteur de l'agriculture et du développement rural, 3,53 millions de dollars au secteur financier, 2,05 millions de dollars au secteur social, 450 mille dollars au secteur industriel, en plus de 150 mille dollars pour financer des opérations d'assistance technique, dans le cadre des attributions du Directeur Général.

Engagements au titre de l'assistance technique et leur répartition sectorielle durant la période 1975 - 2018

Durant la période 1975 -2018, le total des engagements alloués à l'assistance technique a atteint 190,2 millions de dollars, pour financer 780 opérations, réparties entre les études de faisabilité et l'appui institutionnel, comme le montre le tableau suivant :

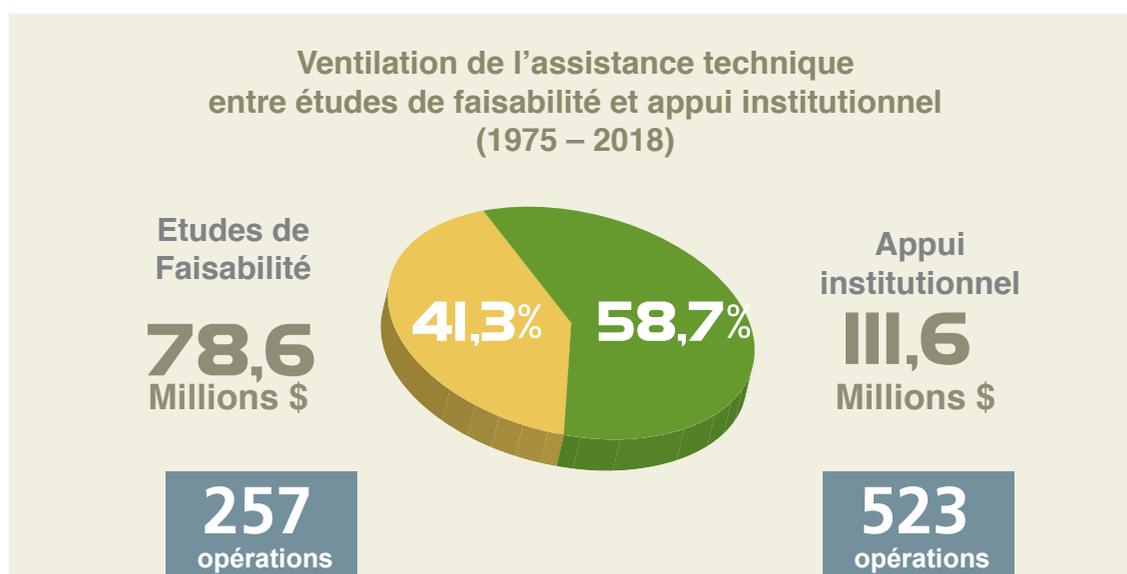


Tableau III

Evolution des opérations d'assistance technique durant la période 1975 - 2018

Année	Etudes de Faisabilité		Appui Institutionnel		Total	
	Nombre	Montant (millions \$)	Nombre	Montant (millions \$)	Nombre	Montant (millions \$)
1975- 2004	155	42,622	169	35,627	324	78,249
2005	7	2,000	21	3,989	28	5,989
2006	8	2,740	16	3,485	24	6,225
2007	8	2,910	23	3,590	31	6,500
2008	8	2,770	23	3,980	31	6,750
2009	9	3,605	18	3,395	27	7,000
2010	9	3,285	21	4,715	30	8,000
2011	7	2,330	24	5,670	31	8,000
2012	8	2,460	24	5,540	32	8,000
2013	4	1,560	29	6,440	33	8,000
2014	6	2,550	23	5,450	29	8,000
2015	9	3,785	26	6,215	35	10,000
2016	9	3,150	32	6,850	41	10,000
2017	3	0,725	37	8,830	40	9,555
2018	7	2,060	37	7,890	44	9,950
Total	257	78,552	523	111,666	780	190,218
%	32,95	41,30	67,05	58,70	100	100



Appui institutionnel

Les allocations pour l'appui institutionnel qui ont atteint le montant de 111,6 millions de dollars pour la période 1975 -2018, ont couvert l'envoi de 146 experts arabes aux états africains, pour un coût total de 30,2 millions de dollars, pour faire profiter de leur expertise dans tous les domaines et pour former les cadres locaux. Les allocations ont aussi couvert le financement de 225 sessions de formation, pour un total de 33,9 millions de dollars, et ce pour contribuer au renforcement des capacités de 10521 stagiaires africains des deux secteurs, public et privé. Les opérations ont aussi comporté la contribution au financement de foires commerciales arabo-africaines, en collaboration avec les secrétariats de la Ligue des Etats Arabes et de l'Union Africaine; la fourniture d'équipements et de matériels bureautiques et médicaux à diverses institutions africaines ; le financement de rencontres, de colloques, d'expositions et de conférences sur différents thèmes du développement, du commerce et de l'investissement ; en plus de l'appui à de nombreux programmes et initiatives dont le but est d'améliorer les conditions de vie du citoyen africain de façon générale et contribuer à l'autonomisation financière de la femme africaine de façon particulière. Le coût global de ce type d'appui a atteint 47,40 millions de dollars.

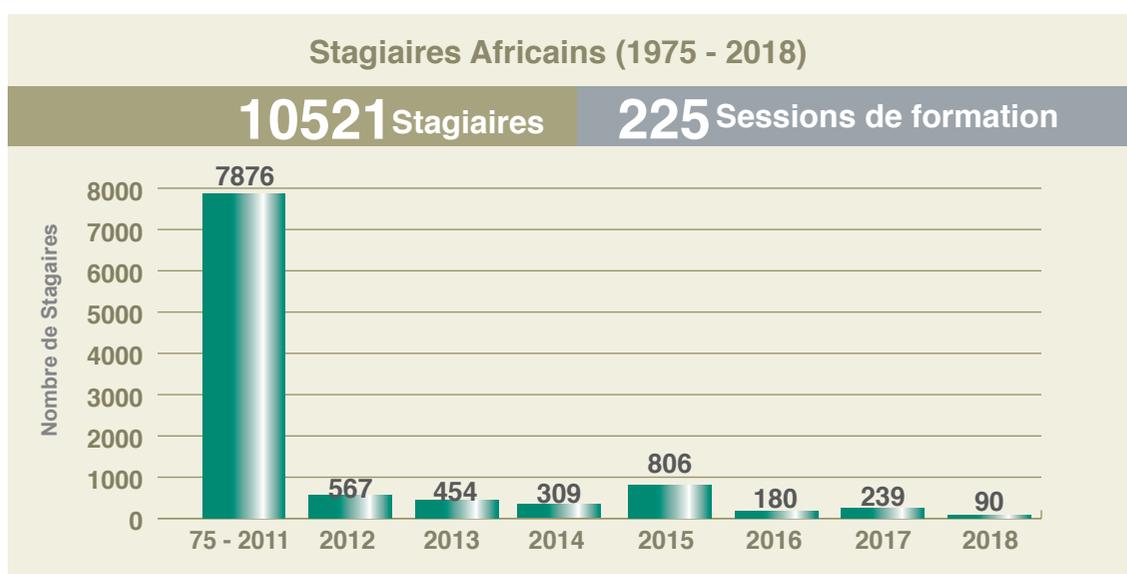


Tableau IV

Répartition sectorielle des opérations d'appui technique durant la période 1975-2018 (en millions de dollars)

Secteur	Infrastructures et Environnement		Agriculture		Industrie		Energie		Finances		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Assistance Technique												
Etudes de faisabilité	39,41	50,2	30,00	38,2	2,33	3,0	4,83	6,1	1,99	2,5	78,56	100
Appui Institutionnel												
Experts	10,421	34,5	7,778	25,8	0,56	1,9	0,235	0,8	11,199	37,1	30,193	100
Sessions de Formation	3,825	11,3	16,3	48,1	2,105	6,2	0,28	0,8	11,41	33,6	33,92	100
Autres Opérations	15,963	33,7	9,581	20,2	1,125	2,4	0,557	1,2	20,177	42,6	47,40	100
Total Partiel	30,209	27,1	33,659	30,2	3,79	3,4	1,072	1,0	42,936	38,4	111,516	100
Grand Total	69,618	36,6	63,656	33,5	6,118	3,2	5,897	3,1	44,929	23,6	190,218	100

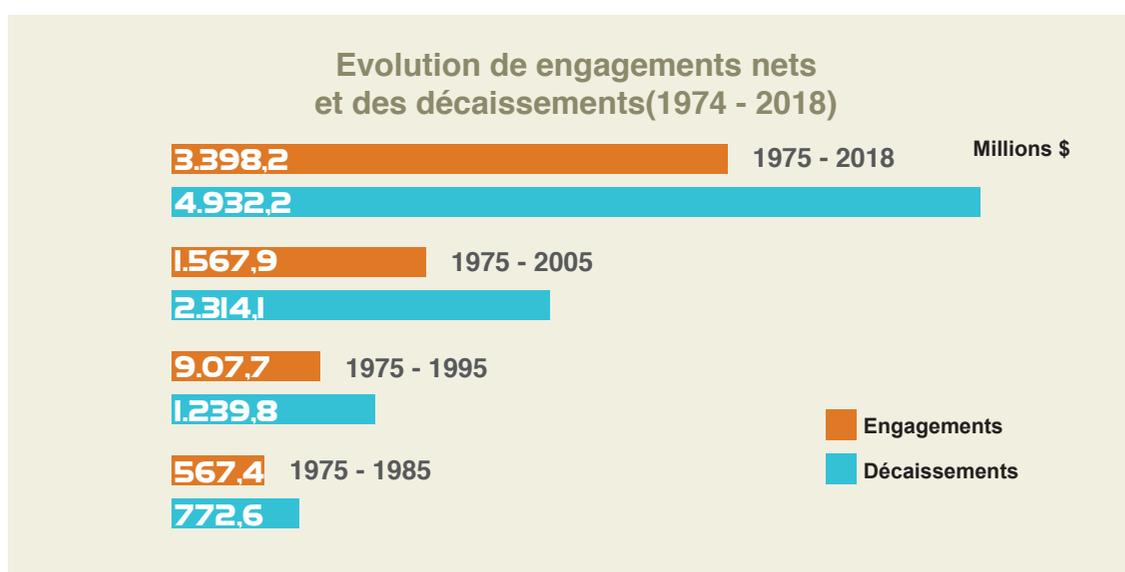
Evolution des engagements et des décaissements des prêts et des dons de la BADEA durant la période 1975 - 2018 (Millions de Dollars)

Le total des engagements au titre de prêts pour les deux secteurs public et privé et les dons d'assistance technique s'est élevé, durant la période 1975 – 2018, à 5.765,388 millions de dollars dont 5.575,170 millions de dollars ont été alloués aux prêts, 190,218 millions de dollars pour les dons. Les engagements nets ont atteint 4.932,241 millions de dollars, dont 4.773,091 millions de dollars pour les prêts et 159,150 millions de dollars pour les dons, sans compter les prêts accordés par le Fonds d'Emprunt qui sont au nombre de 59 pour un montant de 214,244 millions de dollars.

Il en ressort une différence entre les engagements globaux et les engagements nets de 833,147 millions de dollars représentant des annulations. Il est à noter qu'une partie de ces annulations représente des reliquats de prêts de projets et de dons pour des opérations d'assistance techniques déjà achevées.

A la fin de l'exercice 2018, le montant cumulé des décaissements a atteint 3.398,209 millions de dollars dont 3.272,958 millions de dollars pour les prêts et 125,251 millions de dollars pour les dons, cela contre 3.177,867 millions de dollars à la fin de 2017 dont 3.059,683 millions de dollars pour les prêts et 118,184 millions de dollars pour les dons. Le rapport des décaissements cumulés au total des engagements cumulés de la BADEA et du FASAA, après les annulations, s'est établi à 66% à la fin 2018 (Tableau V).

Il faut souligner que le volume des décaissements au cours des dix dernières années (2009 - 2018) est supérieur à celui des remboursements au titre du principal de 841,632 millions de dollars. Le montant des décaissements durant la même période ayant atteint 1.372,058 millions de dollars contre des remboursements de 530,426 millions de dollars. Cette amélioration est due à une meilleure gestion des prêts et dons, en plus d'une augmentation du volume des opérations durant ladite période. Quant aux décaissements et aux remboursements de l'année 2018, ils se sont chiffrés respectivement à 213,275 millions de dollars et à 57,040 millions de dollars, ce qui montre que la Banque joue un réel rôle de développement.





Activité de financement

Tableau V

Evolution des engagements et des décaissements de la BADEA durant la période 1974 - 2018 (Millions de Dollars)

Année	Financement annuel	Engagements annuels nets	Engagements Annuels FASAA (3)	Montant cumulé des engagements nets & FASAA (4)	Montant cumulé des décaissements (4)	Décaissements en pourcentage des engagements nets cumulés (%)
1974	-	-	79,850	79,850	79,850	100
1975	85,500	68,033	64,650	212,533	144,500	68
1976	62,000	56,823	56,500	325,856	203,097	62
1977	66,290	64,226	13,244	403,326	223,959	56
1978	72,870	48,601	-	451,927	279,635	62
1979	49,070	41,916	-	493,843	331,591	67
1980	71,950	48,066	-	541,909	379,446	70
1981	76,026	41,284	-	583,193	416,428	71
1982	90,000	48,180	-	631,373	453,240	71
1983	83,933	62,120	-	693,493	492,894	71
1984	87,960	43,178	-	736,671	534,798	73
1985	73,790	35,785	-	772,456	576,362	75
1986	58,605	36,937	-	809,393	625,576	77
1987	71,423	28,604	-	837,997	660,747	79
1988	66,720	49,151	-	887,148	685,596	77
1989	72,000	53,618	-	940,766	709,227	75
1990	73,682	32,565	-	973,331	732,516	75
1991	74,235	34,613	-	1.007,944	775,346	77
1992	73,726	54,157	-	1.062,101	810,739	76
1993	74,654	42,332	-	1.104,433	833,536	75
1994	74,307	55,998	-	1.160,431	868,811	75
1995	79,930	73,000	-	1.233,431	907,690	74
1996	89,938	78,467	-	1.311,898	950,177	72
1997	99,830	76,536	-	1.388,434	992,886	72
1998	109,940	69,535	-	1.457,969	1.042,612	72
1999	119,520	95,700	-	1.553,669	1.113,937	72
2000	123,950	113,834	-	1.667,503	1.170,766	70
2001	129,200	101,292	-	1.768,795	1.238,822	70
2002	134,390	132,150	-	1.900,945	1.309,097	69
2003	139,990	120,027	-	2.020,972	1.386,819	69
2004	144,970	135,772	-	2.156,744	1.477,208	68
2005	159,939	140,181	-	2.296,925	1.567,890	68
2006	169,945	153,394	-	2.450,319	1.677,291	68
2007	179,600	171,898	-	2.622,217	1.825,125	70
2008	190,000	173,184	-	2.795,401	1.965,984	70
2009	200,000	186,613	-	2.982,014	2.098,924	70
2010	200,000	196,195	-	3.178,209	2.223,603	70
2011	200,000	197,320	-	3.375,529	2.360,060	70
2012	200,000	185,547	-	3.561,076	2.483,329	70
2013	200,000	179,423	-	3.740,499	2.619,092	70
2014	200,000	199,510	-	3.940,009	2.753,610	70
2015	260,000	231,421	-	4.171,430	2.899,371	70
2016	306,000	305,871	-	4.477,301	3.029,063	68
2017	329,555	329,234	-	4.806,535	3.177,867	66
2018	339,950	339,950	-	5.146,485	3.398,209	66
Total	5.765,388 ⁽¹⁾	4.932,241 ⁽²⁾	214,244	5.146,485	3.398,209	

(1) Le montant correspond au cumul des engagements de la BADEA avant les annulations, et comprend 5.575,170 millions de dollars pour les prêts aux secteurs public et privé et 190,218 millions de dollars pour les dons.

(2) Le montant correspond au cumul net des engagements de la BADEA et comprend 4.773,091 millions de dollars pour les prêts des secteurs public et privé et 159,150 millions de dollars pour les dons.

Opérations achevées en 2018

L'exécution de 7 projets a été achevée, en 2018, dans les secteurs des infrastructures, de l'agriculture, du développement rural et du secteur social, pour un montant total de 304,816 millions de dollars. La BADEA y a contribué à hauteur de 70 millions de dollars, au profit de 7 états africains. Au cours de cette même année, 35 opérations d'assistance technique ont été réalisées, pour un coût global de 9,8 millions de dollars, couvrant 7 études de faisabilité, pour 2,1 millions de dollars et 28 opérations d'appui institutionnel pour un coût de 7,7 millions de dollars.

Signatures des Conventions

Il a été procédé, au cours de l'année 2018, à la signature de 23 conventions de prêts avec 12 états africains et 7 institutions régionales. Le montant global des prêts octroyés en vertu de ces conventions est de 415 millions de dollars. Cette même année a connu également la déclaration de l'entrée en vigueur de 20 accords de prêts signés avec 12 états africains et 8 institutions régionales pour un montant global s'élevant à 367 millions de dollars.

Contribution à l'allègement de la dette

La BADEA contribue à l'allègement du poids inhérent à ses financements sur les états bénéficiaires de son aide, à travers un système de rééchelonnement du paiement des arriérés. Ses procédures dans ce domaine ont précédé la mise en place de l'initiative du FMI et de la Banque mondiale visant à traiter le problème de la dette des pays pauvres lourdement endettés (HIPC). La BADEA participe aussi aux côtés des institutions financières et internationales dans le cadre de ladite initiative depuis 1997.

Ainsi, BADEA œuvre dans le cadre de l'initiative, pour l'allègement du poids de l'endettement en fonction du volume de la contribution qui lui est demandée et ce, au regard des conditions de chaque pays.

La contribution cumulée de la BADEA au titre de cette initiative, jusqu'à la fin de 2018, a atteint un montant total de 258,848 millions de dollars au profit des 29 états suivants :

États	Millions de dollars	États	Millions de dollars
Ouganda	7,200	Malawi	4,216
Mozambique	11,300	Sierra Leone	9,766
Bénin	2,600	Sao tome et principe	7,011
Mali	4,041	Burundi	15,808
Sénégal	5,100	Gambie	0,817
Burkina Faso	16,300	Centre Afrique	8,726
Niger	19,600	Congo	5,180
Ethiopie	6,000	Guinée Bissau	7,185
Tanzanie	14,742	Congo Démocratique	17,906
Rwanda	24,312	Libéria	17,270
Ghana	8,342	Togo	0,308
Madagascar	1,506	Côte d'Ivoire	1,771
Zambie	11,847	Guinée	10,360
Cameroun	1,904	Union Comores	15,446
Tchad	2,284		

Cofinancement

La BADEA cherche à coordonner avec les institutions de financement, en particulier avec les institutions arabes, pour cofinancer et ce, en raison des possibilités qu'offre ce mode de financement pour la réalisation de grands projets de développement dans les états africains bénéficiaires de son aide.

Dans ce cadre, la BADEA a participé, en 2018 au cofinancement, avec les institutions de financement arabes et l'OFID, de 10 des 15 projets approuvés au cours de l'année. La quote-part de la BADEA dans le financement de ces projets a atteint 20,1% de leur coût global qui s'élève à 810,7 millions de dollars.



Activité de financement

La part de financement des autres institutions arabes de financement (Fonds Saoudien de Développement et Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe) la Banque Islamique pour le développement et l'OFID s'est élevée à 50,9%. pendant que la part de financement des institutions de financement non arabes (la Banque Africaine de Développement et la Banque Européenne de Développement) s'est élevée à 18,8% et celle des gouvernements des états bénéficiaires à 10,2%.

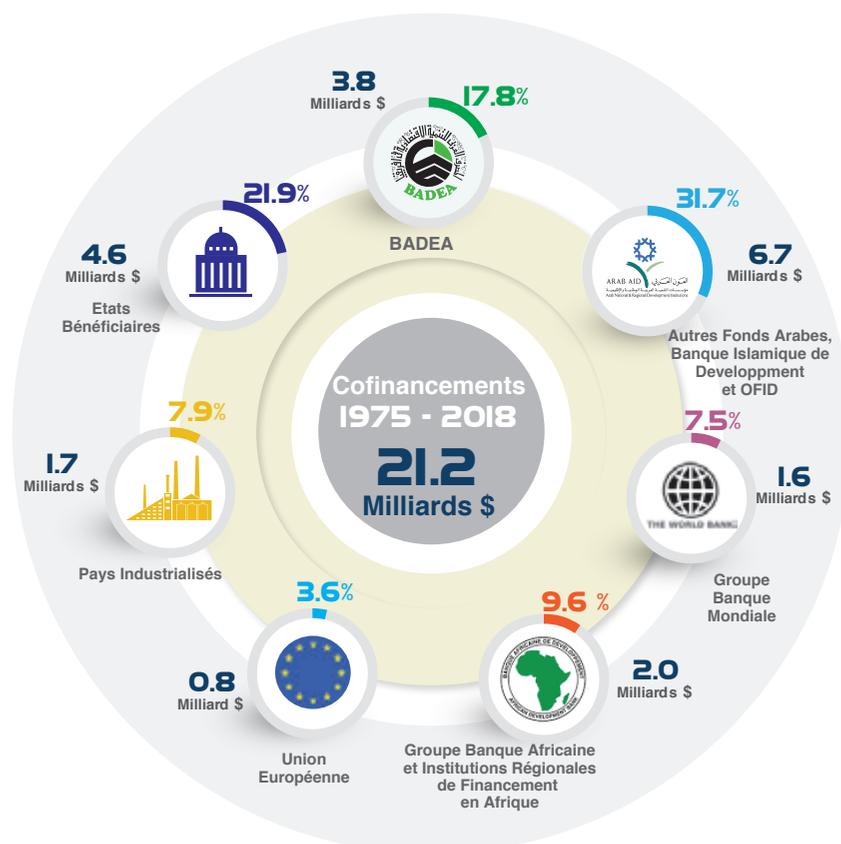
Concernant les 5 projets restants approuvés en 2018, Dont le coût s'élève à 73,40 millions de dollars, la BADEA les a financés conjointement avec les gouvernements des états bénéficiaires, pour un montant total de 67,00 millions de dollars, soit environ 91,3% de leur coût global.

Tableau VI

Cofinancement durant les années 2017 et 2018

Co financiers	2017		2018	
	Millions \$	%	Millions \$	%
BADEA	150,1	30,8	163	20,11
Fonds arabes et la Banque Islamique de Développement et l'OFID	200,2	41,1	412,8	50,9
Institutions financières non-arabes	86,4	17,8	152	18,8
Gouvernements des états bénéficiaires	50	10,3	82,9	10,2
Total	486,8	100	810,7	100

Durant la période 1975 – 2018 la BADEA a contribué, avec toutes les institutions de financement, au financement de projets de développement dont le coût total s'élève à environ 21,2 millions de dollars (tableau VII). Sa contribution représente environ 17,80%, comme le montre le graphique suivant:





Etats qui ont Bénéficié de Prêts du Secteur Public en 2018



DEUXIEME PARTIE

Description Détaillée des Operations Approuvées en 2018

Le Conseil d'Administration de la Banque a approuvé, en 2018, le financement de 15 projets de développement dans le secteur public, de 8 opérations dans le secteur privé, de 6 opérations d'exportations arabes et de 44 opérations d'assistance technique, et ce au profit de certains états africains bénéficiaires de son appui. Ci-après une description détaillée de ces opérations.

1/ Projets du secteur public

Projet de réhabilitation de la route

Massakory-Ngouri-Bol-frontière du Niger, tronçon Ngouri-Bol

Secteur : Infrastructures et Environnement

République du Tchad

28 Février
2018
Date
d'approbation

8

millions
de dollars

Montant du Prêt

▼ Objectifs du projet

Ce projet s'intègre dans le programme du gouvernement visant à développer le secteur du transport, renforcer le réseau routier national et le relier aux pays voisins et contribuer au développement économique et social du Tchad. Le projet vise à élargir le réseau routier asphalté, l'intégrer, le développer et le relier aux centres administratifs et économiques, améliorer la fluidité et la sécurité de la circulation sur la route actuelle, réduire les délais de route et diminuer les coûts d'exploitation des véhicules. Le projet vise plus spécifiquement à développer la route actuelle, pour renforcer l'intégration économique entre le Tchad et le Niger, à travers le désenclavement de la zone Ouest de façon générale, et, plus particulièrement, les villages et agglomérations proches du lac Tchad. Le projet contribue au renforcement de l'intégration économique régionale à travers la route transsaharienne qui relie le Tchad, le Niger, le Mali et le Nigéria à l'Afrique du Nord.

▼ Description du projet

Le projet s'étend de la ville de Massakory à la frontière nigérienne, sur une distance de 418 kilomètres. Le projet a été divisé en cinq tronçons. La Banque finance le deuxième (Ngouri-Bol) dont les composantes comprennent les travaux de génie civil pour la construction d'une route bitumée, d'environ 100 Kilomètres de long et 7 m de large, avec deux accotements de part et d'autre de 1,5 m de large chacun hors des agglomérations et 9 mètres de large et deux trottoirs, larges de deux mètres chacun, à l'intérieur des agglomérations. Les composantes du projet comprennent également les services de consultation, et l'appui à l'Unité d'exécution du projet.

▼ Financement du projet

Le coût total du deuxième tronçon du projet s'élève à 30,96 millions de dollars. La BADEA contribue au financement du projet par 8 millions de dollars, sous forme de prêt supplémentaire, pour couvrir la contribution du gouvernement tchadien au contrat des travaux de génie civil, (représentant 25,9% du coût total). La Banque avait déjà, en 2012, octroyé un prêt de 10 millions de dollars, pour le financement du premier tronçon. Le Fonds Saoudien pour le Développement Economique a contribué avec 11 millions de dollars (environ 35,5%), le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe avec 11 millions de dollars (environ 35,5%), et le Gouvernement avec 0,96 million de dollars (environ 3,1%).



Projet d'approvisionnement en eau potable et assainissement de l'île « Santo Antao » (première partie)

Secteur : Infrastructures et Environnement

République du Cap Vert



▼ Objectifs du projet

Le projet entre dans le cadre du plan directeur pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans l'île de Santo Antao (2015-2035), qui vise à améliorer les conditions de vie et la santé des habitants de l'île et la réduction de la pauvreté, ce qui freinera l'exode vers les autres îles. La première partie vise à améliorer l'efficacité du système de distribution de l'eau potable, en limitant les déperditions d'eau dans le réseau et en assurant sa qualité et l'extension du réseau d'assainissement.

▼ Description du projet

La première partie du projet comporte les travaux de génie civil pour la réhabilitation et l'extension du réseau de distribution d'eau potable dans les villes de « Porto Novo » et « Ribeira Grande » et « Paul », et l'extension du réseau d'assainissement de la ville de « Porto Novo », par la construction de stations de collecte des eaux usées, l'importation et l'assemblage d'une conduite principale pour les transporter jusqu'à la station d'épuration, la construction de bassins d'analyse dans les zones rurales.

Le projet comporte aussi l'appui institutionnel aux services indépendants de l'hydraulique et de l'assainissement dans la région, les services de consultation, l'appui à l'Unité d'exécution du projet, l'audit de ses comptes et l'organisation de deux ateliers pour le lancement de ses activités.

▼ Financement du projet

Le coût total du projet s'élève à 12 millions de dollars. Contribuent au financement : La BADEA pour 10 millions de dollars (représentant 83,3% du coût total), et le Gouvernement pour 2 millions de dollars (environ 16,7% du coût total).

Appui à l'enseignement fondamental dans cinq régions

Secteur : social (Education)

République du Ghana



▼ Objectifs du projet :

améliorer les performances de l'enseignement fondamental pour qu'il joue un rôle important dans le secteur de l'éducation dans la République du Ghana, par la construction de 44 écoles supplémentaires, pouvant accueillir 7840 élèves, garçons et filles. Cela afin de donner plus de chances aux franges les plus pauvres d'accéder à l'éducation, de renforcer l'attractivité de l'enseignement, d'alléger la pression sur les classes surchargées, d'améliorer la qualité de l'enseignement, de diminuer le gap qui existe entre les deux sexes en matière d'accès à l'éducation et diminuer l'absentéisme. Le projet œuvrera à appliquer les programmes du gouvernement pour développer et améliorer l'enseignement fondamental dans le pays.

▼ Description du projet

Le projet couvre cinq régions de la moitié sud du pays et il comporte la construction et l'ameublement de 44 écoles, avec un total de 196 classes. Les constructions sont de trois types : bâtiment de six classes sur une superficie de 553 m², bâtiment de 3 classes sur 383 m², et bâtiment de deux classes sur 243 m². Chaque classe peut accueillir 40 élèves, de sorte qu'une école peut accueillir un maximum de 240 élèves.

Les composantes du projet comprennent les travaux de génie civil pour la construction des écoles, les travaux extérieurs, les adductions d'eau, l'électrification et l'assainissement l'importation et l'installation des meubles et fournitures de bureaux en plus des services de consultation, de l'appui à l'Unité d'exécution du projet, et l'organisation de l'atelier de lancement du projet et l'audit de ses comptes.

▼ Financement du projet

Le coût total du projet s'élève à 15 millions de dollars. Contribuent au financement : La BADEA pour 13,5 millions de dollars (représentant 90% du coût total), et le Gouvernement pour 1,5 millions de dollars (environ 10% du coût total).



Approvisionnement en eau potable de la ville de Karonga

Secteur : Infrastructures

République du Malawi



▼ Objectifs du projet

Le projet vise à étendre le système d'approvisionnement en eau de la ville de Karonga, au nord du Malawi, dans le cadre de la stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté (2017-2022), et la politique nationale de l'eau qui ambitionne de fournir l'eau potable à tous les citoyens, aux agglomérations, aux zones urbaine et rurales, à l'horizon 2025, vu la croissance démographique exponentielle et l'augmentation du besoins à ces services. Cela se réalise à travers la préservation des ressources hydriques, la réhabilitation et l'amélioration des infrastructures et la surveillance de leur qualité. Les travaux de développement et de réhabilitation du système permettront de diminuer les déperditions d'eau de 25% d'ici 2035.

▼ Description du projet

Les composantes du projet comportent les travaux de génie civil et leurs extensions pour développer la conduite principale de transport de l'eau brute, en remplaçant l'actuelle conduite, usée, par une autre de 600 millimètres de diamètre, fabriquée en polyéthylène, très dense. Et aussi, la pose d'un filtre sableux, l'agrandissement de la station de traitement des eaux, le développement du réseau de distribution, la construction et la réparation des châteaux d'eau, le développement des stations de pompage, le développement et l'extension du réseau de distribution, la construction de pistes de services, l'importation de 5000 compteurs et 40 kilomètres de tuyaux en plastique. Les composantes comportent aussi les services de consultation, l'appui à l'Unité d'exécution du projet et l'acquisition des terres.

▼ Financement du projet

Le coût total du projet s'élève à 26,7 millions de dollars. Contribuent au financement : La BADEA pour 10 millions de dollars (représentant 37,4% du coût total), l'OFID pour 15 millions de dollars (représentant 56,2% du coût total) et le Gouvernement pour 1,7 millions de dollars (environ 6,4% du coût total).

Construction et équipement de l'hôpital universitaire «FLACQ »- 1ère phase

Secteur : social (santé)

République de Maurice



▼ Objectifs du projet

Le projet s'inscrit dans la vision du gouvernement horizon 2030 dans le domaine de la santé, du point de vue de l'amélioration des principaux indicateurs de santé dans le pays, et aussi dans le cadre du plan du gouvernement pour le développement national pour la période (2015-2019) pour le développement et l'amélioration du secteur de la santé, à travers la fourniture de services de santé gratuits et de bonne qualité aux populations. Cela à travers l'amélioration des infrastructures, en créant des hôpitaux et en les équipant des matériels médicaux nécessaires performants pour transformer le pays en centre de savoirs et de soins, encourager le tourisme thérapeutique en fournissant l'opportunité de la formation clinique aux étudiants en médecine et les étudiants paramédicaux, en plus de l'allègement de la pression sur les autres hôpitaux de la région.

▼ Description du projet

Le projet – qui sera réalisé en deux phases- comporte la construction de plusieurs bâtiments, sur une superficie estimée à 138.340 m², comprenant un CHU principal, composé d'un entresol, d'un rez-de-chaussée et de six étages, une faculté de médecine pouvant accueillir 100 étudiants, une polyclinique, un amphithéâtre d'une capacité de 500 sièges et un parking. Le projet comporte aussi la fourniture de 575 lits, l'importation et l'assemblage des équipements médicaux et non médicaux, le mobilier médical et non médical et aussi les services de consultation et l'organisation de l'atelier de lancement de la mise en œuvre.

▼ Financement du projet

Le coût total du projet s'élève à 122 millions de dollars. Contribuent au financement : La BADEA pour 20 millions de dollars (représentant 16,4% du coût total), le Fonds Saoudien de Développement pour 50 millions de dollars (environ 41%), le Fonds Koweïtien pour le Développement économique pour 25 millions de dollars (environ 20, 5%), et le Gouvernement pour 27 millions de dollars (environ 22,1%).



Élargissement de l'autoroute « Aéroport international-centre ville Niamey » 1ère Phase

Secteur : Infrastructures

République du Niger



▼ Objectifs du projet

Le projet s'intègre dans le plan gouvernemental de redressement pour la période (2016- 2021) et la politique de l'état visant la modernisation de la capitale Niamey. Le projet vise à améliorer le cadre de vie des habitants de la capitale : il ambitionne d'améliorer les places publiques, développer les installations du transport et les infrastructures, harmoniser la circulation, augmenter la capacité d'accueil des croisements, transformer le tissu urbain et économique, fluidifier la circulation à l'entrée et à la sortie de la capitale, en plus de la diminution du temps du transport et l'amélioration de la sécurité des usagers de la route.

▼ Description du projet

Les composantes du projet comportent la construction d'une autoroute de 9,58 Km de long et une largeur variant entre 23,6 et 39,4 mètres, la construction d'un réseau de drainage des eaux de pluie, la préparation des échangeurs horizontaux (croisements), qui sont au nombre de huit, l'éclairage public, le déplacement des réseaux de services (eau potable, télécommunication et électricité).

Elle comporte également les services de consultation, l'appui institutionnel à l'Unité de mise en œuvre du Projet, son audit annuel et l'acquisition des terrains.

▼ Financement du projet

Le coût total du projet est de 40 millions de dollars. Contribuent au financement : La BADEA pour 20 millions de dollars (représentant 50% du coût total), l'OFID pour 15 millions de dollars (environ 37,5%), et le Gouvernement pour 5 millions de dollars (environ 12,5%).

Réhabilitation et élargissement de la route « Rumonge- Nyanza Lac »

Secteur : Infrastructures

République du Burundi



▼ Objectifs du projet

Le projet s'intègre dans le programme commun des états d'Afrique Orientale et du bassin des Grands Lacs, pour développer la route régionale Rwanda-Burundi-Tanzanie-Congo Démocratique. Il vise à faciliter la circulation des biens et des personnes dans la zone sud du Burundi, la baisse du coût des transports, et le désenclavement des villages se trouvant sur le tracé de la route. Il vise aussi à faciliter le transport des produits agricoles et des poissons vers les centres de transformation et les marchés communs avec les états voisins et à développer le tourisme au niveau du lac « Tanganyika ». Le Projet vise aussi à renforcer la coopération régionale et l'ouverture d'un débouché maritime pour le Burundi et le Rwanda, augmenter les échanges commerciaux avec les états voisins et renforcer l'intégration de leurs économies.

▼ Description du projet

Le projet est situé dans le sud-ouest du pays. Il fait partie de la route nationale N°3. Il comporte la réhabilitation et l'élargissement de la route sur 52 kilomètres de long sur une largeur variant de 6 à 7m, avec deux accotements de 1,5 m chacun en dehors des agglomérations et de 2m à l'intérieur des agglomérations. Il comporte aussi la préparation de 9 ponts et l'aménagement de 6 kilomètres de routes urbaines dans la ville de Rumonge, le forage et l'équipement de 6 puits pour l'approvisionnement en eau potable de la ville de Nyanza Lac, l'aménagement de 3 marchés existants en plus de l'importation d'une station mobile pour la surveillance de la charge axiale des poids lourds.

Les composantes du projet comprennent également les services de consultation, l'appui à l'Unité d'exécution du Projet, l'acquisition des terrains, l'organisation d'un atelier pour le lancement du projet, son évaluation et son audit annuel.

▼ Financement du projet

Le coût total du projet est de 68 millions de dollars. Contribuent au financement : La BADEA pour 15 millions de dollars (représentant 22,06% du coût total), le Fonds Saoudien de Développement pour 15 millions de dollars (représentant environ 22,06%), le Fonds Koweïtien pour le Développement économique pour 15 millions de dollars (environ 22,06%), l'OFID pour 20 millions de dollars (environ 29,41%), et le Gouvernement pour 3 millions de dollars (environ 4,41%).



Agriculture familiale en Haute Guinée et Guinée Centrale

Secteur : Agriculture et développement rural

République de Guinée



▼ Objectifs du projet

Le projet vise globalement à contribuer à la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vie des populations vivant dans la zone du projet, surtout les couches les plus pauvres. Il vise aussi, plus particulièrement, l'augmentation de la production agricole, l'amélioration des revenus des cultivateurs et l'augmentation du nombre de familles qui s'appuient sur les nouvelles techniques de production agricole, pour s'adapter aux changements climatiques et l'augmentation de la quantité de production qui sera commercialisée.

▼ Description du projet

Le projet se situe en Haute Guinée et en Guinée Centrale et il couvre 15 des 33 départements que compte le pays. Il a été divisé en plusieurs parties, celle que la Banque contribue à financer compte 6 départements. Ses composantes comportent les travaux de génie civil pour renforcer l'agriculture familiale pour l'adapter aux changements climatiques, à travers l'aménagement de 1700 hectares de terres, y compris la constructions de petits barrages, la création d'un réseau de distribution d'eau d'irrigation et de drainage agricole et la création de digues pour protéger les terres agricoles des inondations. Elles comportent aussi l'appui à l'accès aux marchés par la construction et l'équipement de deux marchés sur des superficies allant de 5 à 10 hectares, la construction et l'équipement de 17 marchés locaux sur des superficies allant de 1 à 3 hectares, la construction d'une piste rurale d'une longueur totale de 154 kilomètres, sur 6 m de large et la réhabilitation près de 20 Kilomètres de la route nationale en gravier, sur une largeur de 8m ; en plus des services de consultation.

▼ Financement du projet

Le coût total du projet est de 81,8 millions de dollars. Contribuent au financement : La BADEA pour 15 millions de dollars (représentant environ 18,3% du coût total), L'IFAD pour 45, 8millions de dollars (représentant environ 56%), l'OFID pour 15 millions de dollars (représentant environ 18,3%), le Fonds de Retraite Belge pour 5 millions de dollars (représentant environ 6,1%), et le Gouvernement pour 1 million de dollars (environ 1,3%).

Route Modogashi-Wajir

Secteur : Infrastructures

République du Kenya



▼ Objectifs du projet

Le projet vise à contribuer au développement du réseau routier de la région nord-est du Kenya, par une route de bonne qualité, qui va relier la région à toutes les autres régions du pays et à la région frontalière avec les états voisins comme l’Ethiopie et la Somalie. Le projet contribuera aussi à faciliter la circulation des biens et des personnes, à baisser le coût et la durée du transport, ce qui contribuera à réaliser la stratégie nationale pour le développement économique et social (Vision Kenya à l’horizon 2030) pour la réduction de la pauvreté.

▼ Description du projet

Les composantes du projet comportent : les travaux de génie civil pour la construction d’une route bitumée de 1ère catégorie, sur une longueur de 157 Km sur de 7 m de large, et deux accotements de 2 m chacun. Elles comportent aussi la correction du profil en long et en travers de deux tronçons, la préparation des couches asphaltées, la construction d’installations d’évacuation des eaux, les ponts et les travaux de sécurité de la route, en plus des services de consultation, de l’organisation d’un atelier pour le lancement de l’exécution du projet et de son audit annuel.

▼ Financement du projet

Le coût total du projet est de 130 millions de dollars. Contribuent au financement : La BADEA pour 20 millions de dollars (représentant environ 15,4% du coût total), l’OFID pour 25 millions de dollars (environ 19,2%), le Fonds Saoudien de Développement pour 25 millions de dollars (environ 19,2%), le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe pour 23,8 millions de dollars (environ 18,3%) le Fonds D’Abou Dhabi pour le Développement pour 15 millions de dollars (environ 11,6%), et le Gouvernement pour 21,2 millions de dollars (environ 16,3%).



Construction le port de pêche de la ville de Angoche

Secteur : infrastructures

République du Mozambique



▼ Objectifs du projet

Le projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Etat pour développer la pêche maritime , à travers le fonctionnement d'un port de pêche pour recevoir les bateaux de pêche traditionnelle et industrielle dans la zone du projet, l'amélioration du traitement des poissons selon les normes internationales, l'augmentation des revenus de la commercialisation du poisson, l'amélioration de la balance des paiements, et la création de nouvelles opportunités d'emplois, ce qui contribuera à réduire la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire.

▼ Description du projet

Les composantes du projet comportent les travaux de génie civil pour la construction d'un quai long de 160 mètres sur 30 m de large et une profondeur atteignant 4,5 mètres, avec les raccordement aux réseaux d'eau, de carburant et d'électricité, un atelier pour le carénage des bateaux, une usine à glace, et une unité pour frigorifier et traiter les poissons. Cela en plus d'un bâtiment pour l'administration, d'un atelier de réparation, des ouvrages extérieurs et du marché aux poissons.

Les composantes comportent aussi des équipements de levage dont deux grues mobiles de 50 tonnes, une grue de 10 tonnes, deux grues à flèche et deux tracteurs avec des porte-conteneurs de 40 tonnes chacun. Elles comprennent aussi les services de consultation, l'appui à l'unité de mise en œuvre du projet et l'organisation d'un atelier de lancement du projet et son audit.

▼ Financement du projet

Le coût total du projet est de 33, 266 millions de dollars. Contribuent au financement : La BADEA pour 20 millions de dollars (représentant 60% du coût total), l'OFID pour 12 millions de dollars (36%), et le Gouvernement pour 1,266 millions de dollars (4%).

Irrigation des petites exploitations

Secteur : Agriculture et développement rural

République de l'Ouganda



▼ Objectifs du projet

La réduction du taux de pauvreté et l'amélioration de la situation économique et sociale des populations, à travers l'augmentation du taux de croissance économique, par l'amélioration de la production et de la nourriture et la transformation de l'agriculture de survivance en une agriculture commerciale, pour développer les exportations. Cela contribuera à améliorer l'emploi et à augmenter le revenu de l'agriculteur et ses conditions de vie et, partant, assurer la sécurité alimentaire des familles en plus de l'amélioration et du renforcement des conditions environnementales, par la gestion des ressources naturelles et le développement des activités agricoles.

▼ Description du projet

Le projet s'inscrit dans le cadre de la deuxième phase du projet FIEFOC pour l'irrigation de 9138 hectares de terres arables en Ouganda. La partie du financement à laquelle contribue le projet comporte la fourniture des équipements d'irrigation à 96 petites exploitations dans trois régions (24 dans la région Est et la région de Karmoja, 36 dans la région Occidentale et Centrale (basse) et 36 dans la région du Centre-nord (haute). Les exploitations sont d'une superficie moyenne de 4 hectares. Le projet comporte aussi les services de consultation, l'appui institutionnel, y compris les services de consultation pour créer des systèmes de gestion durable des infrastructures du projet, qui prennent en charge la mission d'exploitation et de maintenance des équipements, la sensibilisation et l'orientation des agriculteurs sur les méthodes de gestion et d'utilisation des systèmes modernes d'irrigation et la promotion des avantages du projet.

▼ Financement du projet

Le coût total du projet est de 206,95 millions de dollars. Contribuent au financement : La BADEA pour 15 millions de dollars (représentant 7,3% du coût total), la Banque Islamique pour le Développement pour 90 millions de dollars (environ 43,5%), la Banque Africaine pour le Développement pour 76,6 millions de dollars (environ 37%), le Fonds Norvégien pour le Développement pour 5,6 millions de dollars (environ 2,7%) et le Gouvernement pour 19,75 millions de dollars (environ 9,5%).



Route Nationale N° 10 « Togan-Ouahigouya »

Secteur : Infrastructures

Burkina Faso



▼ Objectifs du projet

Le désenclavement intérieur et extérieur du pays, le renforcement de l'intégration économique et commerciale entre le Burkina Faso et les états voisins (Niger, Mali, Côte d'Ivoire) et la contribution à l'amélioration des conditions économiques et sociales des populations frontalières et la réduction de la pauvreté. Plus spécifiquement, il s'agit de renforcer le réseau de routes asphaltées, de contribuer à la baisse des coûts d'entretien des routes, à diminuer le temps du transport et des déplacements, faciliter l'acheminement des produits agricoles et surtout les fèves et l'arachide vers les centres de transformation et les marchés, la région étant célèbre pour leur production.

▼ Description du projet

Le tracé de la route part de Tojan en direction de la ville de Ouahigouya, capitale de la région du Nord, dont on estime la population à 3,19 millions d'âmes majoritairement pasteurs ou agriculteurs.

Les composantes du projet comportent : La construction d'une route à deux voies, sur une longueur de 94 Km environ, sur 7 m de large, et deux accotements de 1,5 m chacun en dehors des agglomérations et sur 8 mètres de large et des trottoirs de 2 mètres chacun à l'intérieur des agglomérations. Elles comportent aussi la construction de 90 passerelles, 35 000 mètres de canaux pour l'évacuation des eaux de pluie et les travaux relatifs à la sécurité routière. Elles comportent aussi la construction de 10 kilomètres de routes urbaines dans la ville de Ouahigouya, 16 puits tubulaires d'eau potable, à pompes manuelles, la réhabilitation de 5 marchés existants dans la région du projet, l'importation d'une station mobile pour la surveillance de la charge axiale des poids lourds et la construction de deux postes de péage.

Le projet comporte aussi les services de consultation, l'appui à l'Unité de mise en œuvre du projet, l'acquisition des terrains, l'organisation d'un atelier pour le lancement de l'exécution du projet et son audit annuel.

▼ Financement du projet

Le coût total du projet est de 71 millions de dollars. Contribuent au financement : La BADEA pour 20 millions de dollars (environ 28,17% du coût total), le Fonds Saoudien de Développement pour 15 millions de dollars (environ 21,13%), le Fonds Koweïtien pour le Développement économique pour 15 millions de dollars (21,13%) l'OFID pour 19 millions de dollars (environ 26,76%), et le Gouvernement pour 2 millions de dollars (environ 2,81%).

Prêt pour appuyer 4 caisses nationales de microfinance

Secteur : social (microfinance)

République du Burkina Faso



▼ Objectifs du projet

L'appui aux efforts du Gouvernement du Burkina Faso pour réduire la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des couches les plus pauvres dans le pays, spécialement les femmes et les jeunes, à travers les petits et très petits prêts dans les secteurs des services agricoles (la production végétale, le développement du cheptel et la transformation agricole), l'artisanat traditionnel et professionnel et les activités génératrices de revenus connexes, ce qui permet un développement durable dirigé vers les couches qui en ont le plus besoin.

▼ Description du projet

Le prêt est octroyé au gouvernement du Burkina Faso qui le rétrocède à 4 caisses travaillant dans le secteur du financement des petits et très petits projets qui sont : Le Fonds d'Appui aux Activités Génératrices de revenu des Femmes ; le Fonds d'Appui à l'Emploi ; le Fonds d'Appui aux Initiatives des Jeunes et le Fonds d'Appui au Secteur Informel.

Ces institutions sont toutes dotées de la personnalité juridique et de l'autonomie administrative et financière. Toutes leurs sièges sociaux sont sis dans la capitale Ouagadougou.



Appui au développement local dans la région du Tandjili

Secteur : agriculture et développement rural

République du Tchad



▼ Objectifs du projet

Le projet entre dans le cadre du programme de développement local et de financement global pour la période (2017-2021) qui couvre 23 zones, disséminées dans tout le pays, et qui vise essentiellement à contribuer à la réduction de la pauvreté, à l'intégration économique et sociale des populations, à travers l'appui au développement local durable et la généralisation des financements. Le projet contribuera à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des conditions de vie des populations de la zone du projet qui sont les plus pauvres du pays. Il va aussi contribuer à améliorer l'accès à l'électricité, couvrir les besoins des habitants en eau potable, augmenter la production agricole par l'aménagement des terres agricoles. Mais aussi par le développement et l'amélioration des infrastructures à travers la construction de magasins, de centres commerciaux, d'unités de réfrigération et de transformation et la construction de centres culturels et sportifs équipés. Cela donne au projet une coloration sociale pour l'appui au développement local, la création d'opportunités d'emplois pour résorber le chômage des jeunes et la réduction de l'émigration.

▼ Description du projet

Le projet se situe dans la région de Tandjili, à l'extrême sud du pays, à 800 Kilomètres de la capitale Ndjama. Elle comporte deux préfectures : Tandjili-Est et Tandjili-Ouest et elle est considérée comme l'une des plus pauvres du pays. Les composantes du projet comportent les travaux de génie civil pour l'aménagement d'exploitations d'agriculture irriguée sur une superficie globale de 400 hectares environ, la construction et l'équipement de 6 centres culturels et sportifs, de 10 systèmes ruraux d'approvisionnement en eau potable et en eau pastorale, la fourniture de 8 unités de production d'énergie solaire de 500 Watts chacune et la construction et l'équipement de 7 marchés ruraux.

Il comporte aussi l'appui à l'unité de gestion du Projet, les services de consultation, l'organisation de deux ateliers de lancement des activités du Projet et l'audit annuel.

▼ Financement du projet

Le coût total du projet est de 13,4 millions de dollars. Contribuent au financement : La BADEA pour 12 millions de dollars (représentant 89,6% du coût total) et le gouvernement pour 1,4 millions de dollars (représentant 10,4% du coût total).

Développement rural dans la région de Savoigne dans la vallée du fleuve Sénégal

Secteur : agriculture et développement rural

République du Sénégal



▼ Objectifs du projet

Contribuer à la sécurité alimentaire dans la zone du projet à travers l'augmentation du taux de production agricole, particulièrement le riz et les légumes, par l'augmentation des superficies irriguées et de la culture du riz. Le projet vise aussi à améliorer les conditions de vie des populations, en désenclavant des villages et les zones irriguées, l'amélioration de la circulation par la réhabilitation et la construction de routes rurales, l'approvisionnement en eau potable et la fourniture de l'électricité.

▼ Description du projet

Le projet se situe dans la région de Dagana, dans le delta du fleuve Sénégal à 32 Kilomètres au Nord-Est de la ville de Saint-Louis, capitale du nord Sénégal, à près de 300 Kilomètres de la capitale Dakar et il profite à 11 villages regroupant près de 5700 habitants.

Les composantes du projet comportent la réhabilitation de 334 hectares de terrains irrigués et l'élargissement de cette superficie de 60 hectares supplémentaires, la réhabilitation du réseau d'irrigation et son extension sur 65,2 kilomètres environ, le réseau de routes rurales sur 37 kilomètres, un réseau de drainage agricole de 57 kilomètres, et 2 kilomètres de digues de protection contre les inondations. Cela en plus de la fourniture et l'installation de pompes pour l'irrigation et pour le drainage agricole.

Le projet comporte aussi l'appui à la production agricole à travers la construction de magasins pour entreposer la production et les intrants agricoles, la fourniture d'équipements agricoles, en plus des services de sensibilisation et d'orientation agricole, la formation des agriculteurs, l'appui à l'unité de gestion du projet, les services de consultation, l'organisation de l'atelier de lancement du projet et son audit annuel.

▼ Financement du projet

Le coût total du projet est de 13 millions de dollars. Contribuent au financement : La BADEA pour 11,5 millions de dollars (représentant 88,5% du coût total) et le Gouvernement pour 1,5 millions de dollars (représentant 11,5% du coût total).



2/ Opérations du secteur privé

Crédit au profit de la Banque Ouest Africaine pour le Développement (BOAD)

Régional

20

Juin
2018

Date
d'approbation

15
millions
de dollars

Montant du Prêt

▼ Objectifs du crédit

la fourniture des ressources financières pour financer les dépenses de capital et d'exploitation complémentaires dédiées à l'exécution des petits et moyens projets dans les états de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest, afin de contribuer à augmenter la production de biens et services, surtout dans le domaine de la production, mettre à profit les ressources naturelles et humaines, la création d'opportunités d'emplois, la réduction de la pauvreté et l'amélioration du bien-être des populations. Le prêt sera octroyé à la Banque qui, de son côté financera les projets du secteur privé, dans tous les secteurs dans les huit états (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo)

Crédit au profit de RAW BANK

République du Congo Démocratique

20

Juin
2018

Date
d'approbation

15
millions
de dollars

Montant du Prêt

▼ Objectifs du crédit

La contribution au développement du secteur privé au Congo Démocratique à travers le renforcement des capacités de financement de la banque prêteuse. Ce qui facilite l'accès des institutions du secteur privé aux sources de financement, en vue de leur utilisation pour financer leurs projets et leurs investissements et fournir le capital actif pour beaucoup de leurs activités, ce qui renforce la production, crée de l'emploi, baisse le taux du chômage, améliore les conditions de vie des populations et réduit la pauvreté.

Crédit au profit de la Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux

République du Sénégal

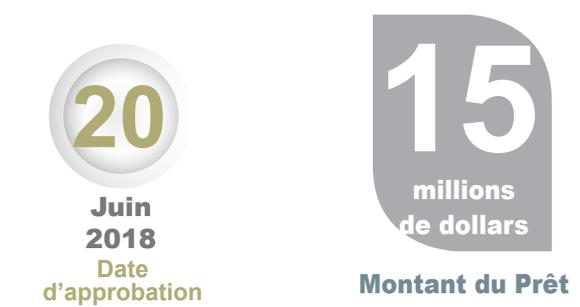


▼ Objectifs du crédit

renforcer, de manière directe et indirecte, les capacités du privé actif dans le secteur de l'agriculture, en donnant à la Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux d'acheter, auprès des agriculteurs sénégalais, la production d'arachides et ses dérivés, ce qui augmente leurs revenus, améliore le volume et la durabilité de leur production, crée des opportunités d'emploi, baisse le taux du chômage, améliore les conditions de vie des populations et réduit la pauvreté. Ce prêt permettra de renforcer la base de production, la stabilité des populations, la réduction de l'exode rural, ce qui a un impact positif sur la croissance de la richesse nationale et la sécurité alimentaire.

Crédit au profit CORIS BANK International

Burkina Faso



▼ Objectifs du crédit

Le financement des projets du secteur privé au Burkina Faso, à travers la fourniture des financements adéquats dans le cadre du plan quinquennal de l'Etat pour le développement économique et social global (2016-2020), qui vise à restructurer l'économie du pays, développer le secteur privé, renforcer les capacités des ressources humaines et améliorer les conditions de vie des populations.



Crédit au profit de la STERLING BANK PLC

République du Nigéria

26

Septembre
2018

Date
d'approbation

15
millions
de dollars

Montant du Prêt

▼ Objectifs du crédit

Aider la banque prêteuse à financer les projets et les opérations du privé au Nigéria, à travers la rétrocession de ses ressources à ses clients. Le prêt va contribuer à renforcer le rôle du secteur privé dans la réalisation du développement économique et social dans le pays, par l'impulsion des secteurs de la production et des services, la création d'emplois, la disponibilisation de différents biens et services, l'appui au budget de l'Etat, à travers les rentrées fiscales, ce qui renforce les opportunités de développement économique, et, partant, améliore les conditions de vie des populations.

Crédit au profit la Banque Régionale des Marchés

République du Sénégal

12

Décembre
2018

Date
d'approbation

10
millions
de dollars

Montant du Prêt

▼ Objectifs du crédit

Aider la banque prêteuse à financer les projets et les opérations du privé au Sénégal, à travers la rétrocession de ses ressources à ses clients. Le prêt va contribuer à renforcer le rôle du secteur privé dans la réalisation du développement économique et social dans le pays, par l'impulsion des secteurs de la production et des services, la création d'emplois, la disponibilisation de différents biens et services, l'appui au budget de l'Etat, à travers les rentrées fiscales, ce qui renforce les opportunités de développement économique, et améliore les conditions de vie des populations.

Crédit au profit de la Uganda Développement Bank Limited (UDBL)

République de l'Ouganda



Décembre
2018

Date
d'approbation



10
millions
de dollars

Montant du Prêt

▼ Objectifs du crédit

le projet vise à financer les opérations du secteur privé dans la République de l'Ouganda, à travers la rétrocession de ses ressources aux bénéficiaires, à travers la Banque, et ce pour atteindre les objectifs de la banque liés à la stratégie de développement du pays.

Crédit au profit de la Banque Nationale d'Investissement (BNI)

République du Mozambique



Décembre
2018

Date
d'approbation



10
millions
de dollars

Montant du Prêt

▼ Objectifs du crédit

Aider la banque prêteuse à financer les projets et les opérations du secteur privé au Mozambique, à travers la rétrocession de ses ressources à ses clients. Le prêt va contribuer à renforcer le rôle du secteur privé dans la réalisation du développement économique et social dans le pays, par l'impulsion des secteurs de la production et des services, la création d'emplois, la disponibilisation de différents biens et services, l'appui au budget de l'Etat, à travers les rentrées fiscales, ce qui renforce les opportunités de développement économique, et améliore les conditions de vie des populations.



3/ Opérations de financement du commerce extérieur

Ligne de crédit au profit de la Banque Ouest Africaine pour le Développement (BOAD)

Régional

20

Juin
2018

Date
d'approbation

30

millions
de dollars

Montant de la ligne
de financement

▼ Objectifs de la ligne de financement

Contribuer à augmenter le volume des exportations arabes vers les huit états de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest, en coopération avec la Banque Ouest Africaine pour le Développement à travers la disponibilisation des financements adéquats pour l'importation de marchandises arabes (au moins 30% d'origine arabe) ; ce qui contribue à l'approvisionnement régulier de secteurs prioritaires pour l'économie, comme ceux de l'énergie, de la production et du développement de l'agriculture.

Ligne de crédit au profit d'AFREXIMBAK

Régional

20

Juin
2018

Date
d'approbation

75

millions
de dollars

Montant de la ligne
de financement

▼ Objectifs de la ligne de financement

Financer l'importation des marchandises et productions arabes vers états africains non-arabes, membres de la Banque Africaine d'Import-Export, à travers le prêt de ses ressources aux bénéficiaires de ces états. La ligne de financement vise aussi à encourager et renforcer les échanges commerciaux entre états arabes et africains et contribuer à faire connaître les productions arabes sur les marchés africains ; ce qui finit par développer les exportations arabes vers l'Afrique subsaharienne.

Ligne de financement au profit de (STERLING BANK PLC)

République du Nigéria



▼ Objectifs de la ligne de financement

Financer l'importation des marchandises et productions arabes vers la République du Nigéria, à travers la rétrocession des ressources de la ligne de financement aux bénéficiaires dans le pays. La ligne de financement contribue à encourager et renforcer les échanges commerciaux entre les états arabes et africains, comme elle contribue à faire connaître les productions arabes sur les marchés africains, ce qui permet de développer les exportations arabes vers l'Afrique subsaharienne.

Ligne de financement au profit de la Banque Nationale d'Investissement (BNI)

République du Mozambique



▼ Objectifs de la ligne de financement

Aider la banque prêteuse à financer l'importation de marchandises et de productions arabes vers la République du Mozambique, à travers la rétrocession de ses ressources à ses clients importateurs. Cela va contribuer à encourager les échanges commerciaux et augmenter les exportations des états arabes vers les états d'Afrique subsaharienne, et aider à faire connaître les productions arabes sur les marchés africains.



Ligne de financement au profit la Banque Malienne de Solidarité (BMS)

République du Mali

12

Décembre
2018

Date
d'approbation

30

millions
de dollars

Montant de la ligne
de financement

▼ Objectifs de la ligne de financement

la ligne de financement vise à aider la banque prêteuse à financer l'importation de marchandises et de productions arabes vers la République du Mali, à travers la rétrocession ses ressources à ses clients, et à faire connaître les productions arabes sur les marchés africains, ce qui permet de développer les exportations arabes vers l'Afrique subsaharienne.

Ligne de financement au profit de la Banque Régionale des Marchés

République du Sénégal

12

Décembre
2018

Date
d'approbation

20

millions
de dollars

Montant de la ligne
de financement

▼ Objectifs de la ligne de financement

Financer l'importation de marchandises et productions arabes vers la République du Sénégal, à travers la rétrocession des ressources de la ligne de financement aux bénéficiaires dans le pays. La ligne de financement contribue à encourager et renforcer les échanges commerciaux entre les états arabes et africains, comme elle contribue à faire connaître les productions arabes sur les marchés africains, ce qui permet de développer les exportations arabes vers l'Afrique subsaharienne.

4/ Opérations d'assistance technique

Etude de faisabilité d'un projet de création de quatre centres supérieurs de formation professionnelle

République du Burundi

◆ Date d'approbation : 28 Février 2018 ◆ Montant du don : 280 mille dollars

◆ Objectifs de l'assistance technique :

Préparation de l'étude de faisabilité technique et économique d'un projet de création de quatre instituts supérieurs de formation technique, dans le cadre de la stratégie gouvernementale visant à appuyer le programme de développement économique et social du pays, par la formation complémentaire de techniciens spécialisés dans différents domaines professionnels et la couverture du déficit en cadres et compétences nécessaires pour les institutions économiques.

Etude de faisabilité d'un projet de construction de quelques ponts

République de Guinée

◆ Date d'approbation : 28 Février 2018 ◆ Montant du don : 400 mille dollars

◆ Objectifs de l'assistance technique :

Préparation de l'étude de faisabilité technique et économique d'un projet de construction de ponts prioritaires en lieu et place des ferry boats existants, et ce pour faciliter la circulation et le transport des biens et des personnes, améliorer le réseau routier et relier les différentes régions du pays entre elles et avec les états voisins.

Etude de faisabilité d'un projet d'appui aux systèmes de protection des végétaux et des productions agricoles dans la région de « Liptako Gourma » (deuxième phase)

Régional

◆ Date d'approbation : 28 Février 2018 ◆ Montant du don : 200 mille dollars

◆ Objectifs de l'assistance technique :

Etude de faisabilité technique et économique d'un projet d'appui aux systèmes de protection des végétaux et des productions agricoles (deuxième phase) dans le but d'assurer la sécurité alimentaire, l'augmentation du revenu des populations d'agriculteurs ciblées, à travers l'augmentation de la production agricole, l'exploitation maximale des ressources naturelles, la réduction des dangers naturels, de l'émigration et de la pauvreté.



Etude de faisabilité d'un projet de renforcement du réseau électrique dans l'île de Zanzibar

République Unie de Tanzanie

◆ **Date d'approbation : 20 Juin 2018** ◆ **Montant du don : 300 mille dollars**

◆ **Objectifs de l'assistance technique :**

Préparation de l'étude de faisabilité technique et économique d'un projet de renforcement du réseau électrique dans l'île de Zanzibar, pour adopter les meilleures solutions pour améliorer l'approvisionnement des populations en énergie électrique, l'amélioration de leurs conditions de vie, le développement des équipements des services publics et les activités touristiques et industrielles. L'actuel réseau électrique de l'île est insuffisant pour couvrir les besoins des populations et des différentes activités.

Etude de faisabilité d'un projet d'assainissement dans la ville de « Mzuzu »

République du Malawi

◆ **Date d'approbation : 26 septembre 2018** ◆ **Montant du don : 250 mille dollars**

◆ **Objectifs de l'assistance technique :**

Préparation de l'étude de faisabilité technique et économique d'un projet d'assainissement dans la ville de Mzuzu, dans le cadre de la stratégie de l'état dans le secteur de l'assainissement (2016-2030). L'étude vise à préparer les premières esquisses et évaluer les coûts et l'impact environnemental du projet dont la réalisation va améliorer les conditions de vie et la santé des populations et réduire la pauvreté, comme il va avoir un impact positif sur les activités commerciales et touristiques qui se développent dans la ville.

Etude de faisabilité pour le développement l'industrialisation intégrée de l'agriculture dans la préfecture de « Manica »

République du Mozambique

◆ **Date d'approbation : 26 septembre 2018** ◆ **Montant du don : 280 mille dollars**

◆ **Objectifs de l'assistance technique :**

préparation d'une étude de faisabilité technique et économique pour développer l'industrialisation agricole intégrée dans la préfecture de « Manica » pour les productions agricoles excédentaires, par l'augmentation de la valeur des productions agricoles et les produits périssables, pour encourager les petits capitaux à s'investir dans le secteur de l'industrialisation de l'agriculture et l'ouverture de nouveaux marchés, ce qui créera des emplois, réduira le chômage et la pauvreté, renforcera la sécurité alimentaire. Il est prévu que l'étude identifie un certain nombre de projets bancables dans le cadre d'un partenariat entre les secteurs public et privé.

Etude de faisabilité pour la production de la viande de poulet et les productions agricoles

République du Gabon

◆ **Date d'approbation : 12 Décembre 2018** ◆ **Montant du don : 350 mille dollars**

◆ **Objectifs de l'assistance technique :**

Préparation d'une étude de faisabilité technique et économique de la production de viande de poulet, dans la banlieue de la capitale Libreville et des productions agricoles (le riz, le mil et le Soja) dans les deux régions de « Ankonya » et « Inyanka ». L'étude répond au besoin de réaliser des projets qui contribuent à la sécurité alimentaire, à travers la production et le conditionnement de la viande de poulet, la mise en œuvre de projets agricoles, diminuant la dépendance du Gabon vis-à-vis de l'étranger, pour couvrir ses besoins en produits agricoles, surtout en riz, qui constitue une denrée vitale dans le pays et dont la consommation s'est accrue de manière exponentielle ces dernières années et qui est entièrement importé.

Programme de formation pour le suivi des projets par l'utilisation sur système d'information Géographique (GIS)

Régional

◆ **Date d'approbation : 28 Février 2018** ◆ **Montant du don : 200 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Renforcement des capacités, en suivi des projets de développement, de 15 cadres des états africains francophones, chargés du suivi des projets de la Banque, et ce à travers l'amélioration de leurs expertises en matière d'utilisation du système d'information Géographique (GIS) et les méthodes de son exploitation pour le suivi des projets. La session de formation de haut niveau va permettre de suivre les projets situés dans des zones éloignées des capitales des états et difficiles d'accès. La formation est organisée par l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR)





Programme de formation au profit des cadres des zones franches dans les états africains

Régional

◆ **Date d'approbation : 28 Février 2018** ◆ **Montant du don : 160 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

l'augmentation des échanges commerciaux entre états arabes et africains, à travers le renforcement des zones franches et l'application de méthodes et critères modernes dans leur gestion, l'ouverture de nouveaux horizons industriels, commerciaux et de services. La formation profite à 25 cadres des états africains ayant des zones franches, et elle couvre diverses thématiques telles que les zones franches et le développement économique durable, la gestion des zones franches, les méthodes pour attirer les investissements et les moyens de faciliter le commerce et la commercialisation. La formation est organisée par « l'Organisation Mondiale des Zones Franches (WFZ) ».

Programme de formation dans le domaine de la promotion de l'investissement

République du Mali

◆ **Date d'approbation : 26 septembre 2018** ◆ **Montant du don : 300 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

le financement d'une formation sur le programme « Développement des affaires et promotion de l'investissement » qui a été développé par le « Bureau de la Promotion de l'Investissement et de la Technologie » de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel, et ce au profit de quelques cadres des deux secteurs public et privé en République du Mali. Ces stagiaires acquerront les compétences nécessaires dans le domaine de la création des microprojets, des projets moyens et petits, à travers le transfert des compétences techniques contenues dans le programme, qui aident à renforcer et augmenter les investissements locaux et attirer l'investissement étranger pour élargir et diversifier la base économique du pays.

Session de formation au profit de fonctionnaires des états membres de l'Organisation du Développement Intégré du « LIPTAKO GOURMA »

Régional

◆ **Date d'approbation : 26 septembre 2018** ◆ **Montant du don : 200 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Financement d'une session de formation pour améliorer les performances de l'administration publique, au profit de 30 fonctionnaires des états membres de l'Organisation (Burkina Faso, Mali et Niger). La session vise à renforcer les capacités des stagiaires et leur permettre maîtriser les bases et les règles de la gestion des projets et des prêts de financement, et les préparer à transmettre les connaissances et compétences acquises aux autres fonctionnaires. La session comporte d'importantes thématiques comme la préparation des projets de développement, leur mise en œuvre et leur suivi, la gestion des négociations avec les bailleurs de fonds, la gestion des prêts de financement, l'acquisition des biens et services suivant les procédures des bailleurs de fonds, les procédures de gestion, de gouvernance et de gestion des conflits.

Prolongation de la mise à disposition d'un expert ingénieur arabe pour appuyer l'Autorité Routière

République de Madagascar

◆ **Date d'approbation : 28 Février 2018** ◆ **Montant du don : 240 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

prolongation de l'appui à l'Autorité Routière sous la tutelle du Ministère des Travaux Publics, du Transport et de la Météorologie de Madagascar, à travers la prolongation des services d'un expert, ingénieur arabe, pour formuler des conseils sur les programmes de l'Autorité et les études qu'elle commandite, étudier et réviser les documents d'Appels d'Offres des consultants, les documents d'Appels d'Offres pour réaliser les travaux d'ingénierie des routes et des ponts. Mais aussi, assurer le suivi de l'exécution des travaux de génie civil, préparer le programme de maintenance de routine, préparer les programmes de coopération avec les institutions de financement, en plus de la formation des employés de l'Autorité Routière.

Un expert ingénieur arabe pour appuyer le ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique

République du Burundi

◆ **Date d'approbation : 20 Juin 2018** ◆ **Montant du don : 320 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

appui à la Direction Générale de la Prospective Economique et de Planification, du Ministère des Finances, du Budget et de la Planification du Développement du Burundi, par la mise à disposition d'un expert arabe en planification du développement pour une durée de deux ans. L'expert contribuera à préparer une méthodologie pour la planification, le suivi et l'évaluation des programmes et plans de développement du ministère, l'appui à leur mise en œuvre, à travers la formation théorique et pratique des cadres. Il assurera l'exécution et la coordination des activités liées à la gestion des Projets financés par la Banque et les Institutions arabes, l'évaluation des offres et la préparation des contrats du Ministère, la mise en place des programmes annuels des investissements publics, en plus de l'identification des projets prioritaires.

Prolongation de la mise à disposition d'un expert arabe pour appuyer le Ministère de la Planification du Développement

République du Togo

◆ **Date d'approbation : 20 Juin 2018** ◆ **Montant du don : 130 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Prolongation de l'appui à la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, au Ministère de la Planification du Développement du Togo, par la prolongation de la mise à disposition d'un expert économiste arabe, pour un an. Il supervisera la préparation du Plan national d'aménagement du territoire et la conception des outils, et du plan de l'urbanisation et de l'habitat, la préparation d'une politique nationale des pôles économiques, la révision du cadre réglementaire de l'aménagement du territoire dans le pays, l'appui aux communes pour mettre en place un cadre organisationnel pour la réalisation des plans d'aménagement du territoire au niveau local.



Un expert arabe pour appuyer le Ministère des Finances, et de la Planification pour le suivi de la mise en œuvre des projets

République du Kenya

◆ **Date d'approbation : 20 Juin 2018**

◆ **Montant du don : 320 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Appui à la Direction de la Dette Publique au ministère des Finances et de la Planification au Kenya, par la mise à disposition, pour deux ans, d'un expert ingénieur arabe ayant une expérience en matière de gestion des projets de développement. L'expert contribuera à la mise en place des plans prospectifs, du plan général pour le développement et la mise en œuvre des projets dans les secteurs de développement, la sélection des projets prioritaires des stratégies de développement du pays. Il assurera aussi le suivi de l'exécution des activités liées à la gestion des Projets financés par la Banque et par les institutions arabes, le suivi des prêts et dons étrangers. Il contribuera à l'évaluation des offres et la rédaction des contrats, en plus du transfert de compétences aux fonctionnaires de la Direction.

Un expert arabe pour appuyer le Ministère du Plan

République du Niger

◆ **Date d'approbation : 20 Juin 2018**

◆ **Montant du don : 320 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Appui à la Direction Générale de la planification au Ministère du Plan au Niger, par la mise à disposition, pour deux ans, d'un expert arabe dans le domaine de la gestion des projets. L'expert contribuera à la mise en place des plans prospectifs, du plan général d'investissement public de l'administration, la sélection des projets pertinents dans les stratégies de développement du pays, le suivi de l'exécution des Projets financés par la Banque et par les Institutions arabes, le suivi des prêts et dons étrangers, la mise en place d'un système et de procédures pour la mise en œuvre des projets de développement, l'évaluation des offres et la rédaction des contrats, en plus du transfert de compétences aux fonctionnaires du Ministère.

Renforcement des capacités productives des coopératives agricoles des femmes dans la région de Bonkani

République de Côte d'Ivoire

◆ **Date d'approbation : 28 Février 2018**

◆ **Montant du don : 300 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Renforcement des capacités productives des coopératives agricoles des femmes dans la région de Bonkani, dans le domaine de la production agricole et de l'élevage de la volaille, pour améliorer leurs conditions de vie. L'appui profite à 200 femmes membres de 23 coopératives agricoles dans la région. Il comporte l'aménagement d'un certain nombre d'exploitations pour l'élevage de la volaille et la production d'œufs, la construction d'un magasin et d'un logement pour le gardien, le forage d'un puits de surface pour chaque exploitation, la fourniture des équipements agricoles, le renforcement des capacités techniques à travers la formation des femmes dans leur domaine de travail et la disponibilisation des intrants de production comme la nourriture des animaux, les médicaments et les poussins.

Appui aux activités des femmes dans le domaine de la couture et de la broderie (deuxième phase/ première partie)

Régional

- ◆ **Date d'approbation : 20 Juin 2018**
- ◆ **Montant du don : 170 mille dollars**

- ◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Contribution au renforcement des capacités de 100 femmes des Républiques du Bénin et du Cameroun, dans le domaine des techniques modernes de la couture et de la broderie, la gestion et la commercialisation. L'appui comporte la fourniture de machines à coudre et à broder et les outils complémentaires, la formation technique et la supervision de l'exécution. L'Organisation Islamique pour l'Education et la Culture (ISESCO) supervise l'exécution de l'appui, en coopération avec les services concernés dans les deux états et certaines coopératives féminines dans le domaine de la réduction de la pauvreté. La Banque a déjà contribué au financement de trois programmes de formation dans ces domaines, dont ont bénéficié 260 femmes africaines.

Appui à la création de la Caisse Africaine pour le Leadership Féminin

Régional

- ◆ **Date d'approbation : 20 Juin 2018**
- ◆ **Montant du don : 300 mille dollars**

- ◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Appui à la création de la Caisse Africaine pour le Leadership Féminin. Il s'agit d'une caisse d'investissement qui finance les institutions financières propriétés de femmes en Afrique, soit de manière directe ou par l'intermédiaire de caisses d'investissement intermédiaires. La Caisse vise à renforcer l'accès de ces institutions aux sources de financement et l'assistance technique nécessaire pour accélérer leur rythme de croissance. L'appui de la Banque couvre les frais de préparation des documents juridiques organisant le travail de la Caisse, l'enregistrement légal de certaines de ses institutions, en plus de l'acquisition du mobilier et des équipements de son siège.

Projet modèle pour le financement d'installations sociales publiques dans la préfecture de Soam

Burkina Faso

- ◆ **Date d'approbation : 28 Février 2018**
- ◆ **Montant du don : 500 mille dollars**

- ◆ **Objectif de l'assistance technique :**

L'appui à l'économie locale, à travers l'amélioration de l'accès des populations de cinq villages, dans la préfecture de Soam, aux services sociaux, l'accès à l'eau potable, à l'électricité, aux services de santé, l'amélioration et l'extension des installations de commercialisation et les échanges commerciaux. L'appui comporte l'installation de 5 systèmes d'énergie solaire pour certaines institutions de santé, d'éducation, de marchés villageois, en plus de certains accessoires électriques comme les fils, les ampoules etc. il comporte aussi le forage et l'équipement de 9 puits pour l'eau potable, pour les villages et la construction de 5 marchés, en plus de la supervision et du suivi de la mise en œuvre.



Projet modèle pour le financement d'installations sociales dans la préfecture de Boboy

République du Niger

◆ **Date d'approbation : 28 février 2018**

◆ **Montant du don : 500 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

L'appui aux services sociaux dans les domaines de l'agriculture, de la santé et de l'éducation dans la commune de « Berni Injawri », pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations et la réduction de la pauvreté. L'appui comporte l'appui à la maison du cultivateur de la commune, à travers la construction d'un magasin pour les équipements vétérinaires, la fourniture d'un tracteur et de ses accessoires et d'équipements pour un atelier d'entretien des équipements agricoles et l'approvisionnement en eau potable. Il comporte aussi l'appui aux installations sanitaires à travers la fourniture d'équipements pour l'hôpital régional de la région de Boboy et de quatre centres de santé complets, l'appui aux installations d'éducation à travers la réhabilitation de la salle de formation professionnelle dans le domaine de l'électricité, la réhabilitation de trois classes, de deux salles et des toilettes de l'école d'enseignement mixte.

Financement d'un projet modèle d'élevage

République du Niger

◆ **Date d'approbation : 20 Juin 2018**

◆ **Montant du don : 500 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Le financement d'un projet modèle d'élevage dans la République du Niger, pour contribuer à la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté chez les populations rurales et la réduction de l'impact de la sécheresse et des crises que connaît la région du Sahel. L'appui technique couvre certaines régions dont les préfectures de « Maradi » et « Tahwa », et il comporte la fourniture de la nourriture et de l'eau pour les bêtes, la gestion durable des pâturages, les services vétérinaires et les conseils pour améliorer les produits animaliers et la préparation d'un environnement organisationnel et institutionnel propice à la promotion des politiques d'appui au secteur de l'élevage.

Financement d'un projet modèle de renforcement de la sécurité alimentaire dans les zones impactées par la salinité

République de la Gambie

◆ **Date d'approbation : 26 Septembre 2018**

◆ **Montant du don : 500 mille dollars**

Objectif de l'assistance technique :

L'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté chez les petits agriculteurs dans les zones impactées par la salinité en Gambie, à travers l'introduction de produits supportant la salinité et l'utilisation des meilleures pratiques de gestion agricole, le renforcement des capacités des agriculteurs dans les domaines de la gestion saine des terres salines et l'intégration des méthodes agricoles adaptées au climat et conformes aux stratégies nationales de développement de l'agriculture. L'appui profite à près de 1650 petits exploitants dont 50% sont des femmes.

Appui institutionnel à une école régionale des Sciences et de la Médecine vétérinaires

Régional

◆ **Date d'approbation : 28 Février 2018**

◆ **Montant du don : 200 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

L'appui institutionnel à une école des sciences et de la médecine vétérinaires (Etablissement d'Enseignement Supérieur), propriété de 15 états de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale, sise à Dakar, capitale du Sénégal. L'appui consiste à réhabiliter le bâtiment de la clinique vétérinaire des chevaux, sur une superficie de 130 m², l'aménagement extérieur, la fourniture du mobilier de bureau, la fourniture et l'installation des équipements vétérinaires et la formation sur leur utilisation, y compris les supports pédagogiques pour former les étudiants en médecine vétérinaire.

Appui institutionnel à l'Institut du Sahel (INSAH)

Régional

◆ **Date d'approbation : 28 Février 2018**

◆ **Montant du don : 150 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique**

Contribuer à améliorer les performances de « l'Institut du Sahel », créé en 1976 par le Comité Inter-états de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS), pour réaliser des études dans des domaines de l'agriculture, de l'environnement, des changements climatiques, des marchés, des populations et du développement. L'appui comporte la fourniture et l'installation d'un réseau de technologies de l'information et de la communication, un réseau de serveurs, 25 ordinateurs et leurs accessoires, deux scanners, deux data show et les équipements de sécurité, comme les équipements de lutte contre les incendies et les caméras de surveillance.

Appui institutionnel au Comité Permanent Inter- états de Lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS),

Régional

◆ **Date d'approbation : 26 septembre 2018**

◆ **Montant du don : 250 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Appui au Comité Permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS), par la disponibilisation de moyens audiovisuels pour sa salle des conférences à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. L'appui comporte les travaux de génie civil pour l'aménagement intérieur, la menuiserie, l'aluminium, le bois, le carrelage, la peinture et la plomberie, les fournitures électriques, la fourniture des matériels informatiques et de communication, les détecteurs d'incendie et de surveillance vidéo, la climatisation, la fourniture et l'installation des moyens audiovisuels, en plus des services d'un ingénieur architecte pour superviser l'exécution des travaux.



Appui institutionnel au ministère de la Coopération et de l'Intégration Africaine

République de Guinée

◆ **Date d'approbation : 26 septembre 2018**

◆ **Montant du don : 380 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Appui au ministère de la Coopération et de l'Intégration Africaine, à travers l'organisation de sessions de formation et la fourniture d'équipements, pour l'aider à améliorer ses performances et à accélérer le rythme d'exécution des projets programmés dans le cadre du Plan de Développement Economique et Social. L'appui comporte l'organisation de cinq sessions de formation dans la capitale Conakry, au profit de 130 fonctionnaires du ministère, dans les domaines de la préparation et le suivi des projets, de la gestion des projets de développement et d'acquisition des biens et services, la préparation des stratégies de mobilisation des fonds, et les mécanismes d'amélioration de l'absorption de l'aide extérieure. L'appui comporte aussi la fourniture d'équipements informatiques, bureautiques et audiovisuels au ministère.

Financement du forum des institutions de promotion des exportations arabes

Régional

◆ **Date d'approbation : 28 février 2018**

◆ **Montant du don : 150 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Exploration des voies et moyens pour augmenter le volume des exportations arabes vers les états d'Afrique subsaharienne, à travers le développement de mécanismes communs entre les deux parties. Les thématiques du forum comportent : Le commerce arabo-africain, réalités et perspectives ; le programme de la Banque Arabe pour le financement des exportations arabes vers les états africains, dans le cadre du développement du commerce entre les deux régions ; le rôle des institutions de promotion des exportations et leur cautionnement, la réassurance des exportations dans le développement des exportations entre les deux régions et les stratégies de stimulation de cette activité. Le Forum est organisé, à Khartoum, par le « Centre Mamoun Biheiri pour les Etudes et la Recherche Economiques et Sociales en Afrique ».



Appui au «Forum de l'Investissement et de la Coopération pour le Développement, entre les états arabes et la République du Tchad»

République du Tchad

◆ **Date d'approbation : 12 Décembre 2018** ◆ **Montant du don : 350 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Contribution à l'organisation du «Forum de l'Investissement et de la Coopération pour le Développement, entre les états arabes et la République du Tchad», dans le but de renforcer les investissements arabes dans la République du Tchad, dans les différents secteurs, ce qui contribue à accélérer le rythme du développement, à bâtir une économie plus diversifiée et plus solide, et jeter les bases d'une économie durable et globale. Le Forum vise aussi à traduire en actions les intentions d'investissement, de financement et de coopération, formulées auparavant par les états arabes dans le cadre de la table ronde organisée à Paris, en 2017.

Appui au «Forum des Présidents exécutifs africains »

Régional

◆ **Date d'approbation : 12 Décembre 2018** ◆ **Montant du don : 80 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Contribution à l'organisation du «Forum des Présidents exécutifs africains » à Kigali, au Rwanda, auquel prendront part 700 présidents exécutifs africains. Le Forum vise à renforcer la coopération entre les institutions économiques africaines, pour élargir le cadre géographique de leurs activités et leur permettre d'investir de nouveaux secteurs économiques prometteurs et renforcer leurs coopérations avec les institutions similaires au niveau mondial. Cela développera le transfert des technologies vers le Continent africain, et permettra aussi aux présidents des institutions économiques africaines de profiter de l'expérience d'un grand nombre de consultants et de spécialistes mondiaux qui seront invités à s'exprimer au cours du Forum.

Appui à la «Foire Africaine du Commerce inter états »

Régional

◆ **Date d'approbation : 12 Décembre 2018** ◆ **Montant du don : 300 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Contribuer au parrainage de l'organisation de la «Foire Africaine du Commerce inter états» organisée par la Banque Africaine de l'Import-Export, en République Arabe d'Egypte. La foire fournira à la Banque l'occasion de constituer un réseau de relations d'investisseurs africains et de découvrir les productions arabes et celles dont les états africains ont besoin, d'échanger et de diffuser des informations entre les sociétés et institutions qui exposent et participent à la foire. Mais aussi de découvrir le niveau de performance et d'avancement de la production et des services, ce qui aide à faire connaître les produits de la Banque, surtout dans les domaines du financement du secteur privé et du financement des exportations arabes vers l'Afrique subsaharienne.



Appui au programme «Alliance contre la Cécité » - deuxième phase (deuxième contribution)

Régional

- ◆ **Date d'approbation : 28 février 2018**
- ◆ **Montant du don : 600 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Contribuer à l'éradication de la cécité due à la cataracte, aux dangers des troubles de l'accommodation non corrigés, au glaucome et à la rétinopathie diabétique. La contribution de la Banque concerne le Burkina Faso, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, le Mozambique, le Niger et le Togo et elle est consacrée au financement d'opérations chirurgicales, à la formation des médecins et des infirmiers ophtalmologiques et la fourniture d'équipements médicaux. Il est à noter que la Banque a déjà contribué au financement de la première phase transitoire pour un total de 1,3 millions de dollars.

Programme d'information des unités de mise en œuvre des projets et des points focaux

Régional

- ◆ **Date d'approbation : 26 Septembre 2018**
- ◆ **Montant du don : 220 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

L'appui technique entre dans le cadre de la politique de la Banque visant à améliorer l'efficacité des projets et des opérations d'appui technique qu'elle finance, à travers le renforcement des capacités des responsables de leur suivi dans les états bénéficiaires. Le programme d'information couvre les programmes de coopération avec les états, les procédures d'acquisition des biens et services, les procédures de retraits des dons et prêts, la préparation, le suivi et l'évaluation des opérations de développement et les aspects juridiques y afférents, en plus de l'information sur le programme de la Banque pour le secteur privé et pour le commerce extérieur. Le programme profite à près de 48 cadres des Unités de mise en œuvre des projets et les points focaux dans 12 états africains et il est organisé au siège de la Banque, à Khartoum.

Développement du système de procédures d'importation des biens et services pour l'exécution des projets financés par la Banque en Afrique

Régional

- ◆ **Date d'approbation : 20 juin 2018**
- ◆ **Montant du don : 100 mille dollars**

◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Mise à disposition d'un expert de l' « Institut International du Droit » dans le but de mettre à jour et établir les procédures nécessaires pour l'importation des biens et services utilisés par les membres du « Groupe de Coordination » des projets cofinancés, pour qu'elles soient un modèle et en phase avec les innovations modernes dans ce domaine, et couvrir tout le cycle du projet. Ce qui améliorera l'efficacité et la qualité de l'exécution des projets financés par le Groupe, y compris la Banque, conformément aux meilleures pratiques professionnelles et techniques. Le reste des membres du Groupe contribuent au financement de l'appui, à raison de 100 mille dollars par institution.

4-1 Opérations d'assistance technique dans le cadre des prérogatives du directeur général

Contribution à l'organisation d'un forum pour encourager les investissements des états du Golfe en Afrique

Régional

- ◆ Date d'approbation : Février 2018
- ◆ Montant du don : 15 mille dollars américains
- ◆ Objectif de l'assistance technique :

Le Forum vise à dynamiser l'investissement des états du Golfe en Afrique dans plusieurs secteurs comme l'agriculture, les mines, l'immobilier, les télécommunications, l'énergie, le bâtiment etc. L'appui vise à faire connaître, aux investisseurs du Golfe, les leviers de la croissance en Afrique, le développement de la gestion des connaissances chez eux et son orientation vers la sélection des projets d'investissement en Afrique, l'identification des handicaps qui freinent cet investissement et les moyens de les dépasser.

Le Forum est organisé par la société « ALET-MAF », à Marrakech- Royaume du Maroc.

Contribution au financement d'un atelier en marge de la trentième conférence de la FAO pour l'Afrique

Régional

- ◆ Date d'approbation : Février 2018
- ◆ Montant du don : 15 mille dollars américains
- ◆ Objectif de l'assistance technique :

L'appui entre dans le cadre des efforts pour réaliser le deuxième objectif du Développement Durable, relatif à l'éradication de la faim et de la malnutrition d'ici 2030. Il est destiné au financement d'un atelier en marge de la Conférence Régionale de la FAO pour l'Afrique tenue à Khartoum. l'atelier sera l'occasion de mener des concertations avec les ministres africains, autour des interventions de la Banque dans le secteur de l'agriculture et du développement rural dans les états bénéficiaires et leur vision pour le rôle que la Banque peut jouer afin de contribuer à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté du citoyen africain.

Contribution au financement du Concours Général de l'Afrique pour l'Intelligence Artificielle 2018

Régional

- ◆ Date d'approbation : Février 2018
- ◆ Montant du don : 15 mille dollars américains
- ◆ Objectif de l'assistance technique :

Le concours vise à développer l'innovation et la créativité des étudiants, à les doter des connaissances scientifiques pour concevoir, fabriquer et programmer des systèmes robotiques, préparer une génération mûre intellectuellement, consciente des exigences du marché du travail, et développer les capacités de travailler en équipe. Le Concours est organisé par l'institution « Sans Ecole », à Kigali, République du Rwanda, et il concerne 500 concurrents, issus de 21 états africains, dont 19 bénéficiaires de l'appui de la Banque.



Contribution au financement du premier sommet africain sur l'agriculture intelligente

Régional

- ◆ **Date d'approbation : Mai 2018**
- ◆ **Montant du don : 15 mille dollars américains**

- ◆ **Objectif de l'assistance technique :**

La lutte contre la pauvreté et la réalisation de la sécurité alimentaire, à travers l'augmentation et l'amélioration de la production agricole, par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour développer le secteur de l'agriculture. Le sommet constituera une tribune pour discuter de la réalisation des objectifs du Développement Durable dans les états arabes et africains et l'impact des nouvelles technologies sur l'avenir de l'agriculture. L'Organisation Arabe des Technologies de l'Information et de la Communication, en collaboration avec l'Organisation Arabe pour le Développement Agricole, supervise l'organisation du sommet à Khartoum, République du Soudan.

Contribution au financement du deuxième sommet sur l'Innovation Africaine

Régional

- ◆ **Date d'approbation : Mai 2018**
- ◆ **Montant du don : 15 mille dollars américains**

- ◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Le sommet vise à trouver des solutions pour les défis auxquels fait face le continent africain, comme la pauvreté, la santé, le manque de nourriture, de sécurité et d'énergie, et ce à travers l'innovation et la créativité dans divers domaines, pour atteindre les objectifs du Développement Durable et stimuler l'économie de chaque état. L'« IHABA » organise le sommet, en collaboration avec le gouvernement de la République du Cap Vert et le gouvernement Rwandais, dans le Palais des Congrès de Kigali, en présence de 1000 participants, venant de près de 50 états africains.

Contribution au financement du troisième sommet sur le futur de l'industrie et du commerce africain

Régional

- ◆ **Date d'approbation : Septembre 2018**
- ◆ **Montant du don : 15 mille dollars américains**

- ◆ **Objectif de l'assistance technique :**

Contribuer au financement du troisième sommet sur le futur de l'industrie et du commerce, organisé à Dubaï, aux Etats Arabes Unis, qui constitue un environnement idéal offrant une tribune pour discuter des orientations futures en matière d'excellence dans le domaine de la production industrielle et des principales stratégies pour renforcer le commerce et la croissance économique. Ce sera aussi l'occasion, pour la Banque, de faire connaître, aux investisseurs et exportateurs, ses programmes pour le secteur privé et le commerce extérieur, afin d'améliorer continuellement ses interventions et d'en augmenter l'impact.

Contribution au financement d'un atelier en marge de la troisième conférence des zones franches africaines

Régional

- ◆ Date d'approbation : Septembre 2018
- ◆ Montant du don : 15 mille dollars américains
- ◆ Objectif de l'assistance technique :

Le financement d'un atelier en marge de la troisième conférence des zones franches africaines, dans le but de contribuer au développement des zones franches africaines qui affectent clairement l'activité commerciale, augmentent les opportunités d'emplois et réduisent la pauvreté. L'atelier mettra le focus sur des thématiques dont les plus importantes sont : le rôle des zones franches dans l'attraction des investissements étrangers directs, la mise en place d'une feuille de route pour les développer et la détermination des opportunités et des contraintes. L'Organisation des zones franches africaines organise l'atelier à Abidjan, Côte d'Ivoire.

Contribuer au financement du Forum africain des petites et moyennes entreprises

Régional

- ◆ Date d'approbation : Octobre 2018
- ◆ Montant du don : 15 mille dollars américains
- ◆ Objectif de l'assistance technique :

Accroître la contribution des jeunes et des femmes africains au développement économique de l'Afrique à travers la promotion des petites et moyennes entreprises. Le forum constituera une plateforme permettant à ces institutions de tisser des relations avec de grandes entreprises, de partager leurs expériences en matière de mécanismes et sources de financement, de promouvoir l'innovation et le renforcement des capacités, d'augmenter l'emploi et de créer de la richesse. Le forum est organisé par le groupe « Afric Search » à Johannesburg, en Afrique du Sud.

Contribution au financement du Forum de l'Investissement Africain

Régional

- ◆ Date d'approbation : octobre 2018
- ◆ Montant du don : 15 000 USD
- ◆ Objectif de l'assistance technique :

financer les services d'un consultant pour appuyer participation de la Banque aux travaux du Forum de l'Investissement Africain organisé par la Banque Africaine de Développement à Johannesburg, en collaboration avec d'autres institutions de financement. Le Forum vise à créer un cadre de coopération pour les différents acteurs dans divers secteurs économiques et offrir l'occasion de se rencontrer aux investisseurs intéressés par l'Afrique. Les composantes de l'appui comportent la conception de mémoires sur le rôle de la Banque dans l'ingénierie du financement du développement pour répondre aux besoins croissants et au gap d'investissement en Afrique et aussi la coopération de la Banque avec les institutions de développement pour y dynamiser les investissements.



Préparer une méthodologie pour suivre l'impact, sur le développement, de la coopération entre la Banque Arabe et les états africains

Régional

◆ Date d'approbation : octobre 2018

◆ Montant du don : 15 000 USD

◆ Objectif de l'assistance technique :

L'appui comprend le financement des services d'un consultant afin de préparer une méthodologie de suivi de l'impact, sur le développement, de la coopération entre la Banque et les états africains, en se focalisant sur un échantillon de projets financés par la Banque, dont a mise en œuvre a été achevée, et qui sont considérés comme des projets réussis, ayant un impact positif sur les bénéficiaires dans différents secteurs, comme étape pilote.



Troisième Partie

Ressources Financières

Situation financière au 31 décembre 2018

L'actif net de la Banque à la fin de 2018 s'élevait à 4.821,4 millions de dollars, contre 4.788,2 millions de dollars à la fin de 2017. Cela représente une augmentation de 33,2 millions de dollars, principalement en raison de versements effectués, par certains États membres, en 2018, au titre de l'augmentation du capital de la Banque, décidée suivant la Résolution numéro (4) de la 38ème réunion du Conseil des Gouverneurs (Dubai, avril 2013),

Le Capital

Le capital de la Banque a atteint, au 31 décembre 2018, 3.999,3 millions de dollars, contre 3.899,0 millions de dollars au 31 décembre 2017, soit une augmentation de 100,3 millions de dollars, représentant les versements effectués par certains états membres au titre de l'augmentation du capital, suivant la Résolution numéro (4) du Conseil des Gouverneurs en 2013, qui prévoit l'augmentation du capital de la Banque d'un montant de 1.400 millions de dollars, soit 50 % de son capital qui s'élève à 2.800 millions de dollars, à compter de janvier 2014, dont 700 millions de dollars par transfert de la réserve générale et le reste, soit 700 millions de dollars, sous forme d'augmentation en numéraire des états membres, payable en 5 versements égaux dont le premier est dû en avril 2014.

Réserve Générale

Le montant de la réserve générale a atteint 862,1 millions de dollars à la fin de l'année 2018, contre 617,5 millions de dollars à fin 2017, soit une augmentation de 244,5 millions de dollars représentant le revenu net de l'année 2017 qui s'élève à 271.7 millions de dollars, moins l'appropriation décidée par le Conseil des Gouverneurs dans sa résolution N° (2), lors de sa quarante troisième réunion (La Mer Morte, Avril 2018), d'un montant de 27.2 millions de dollars.

Réserve Spéciale

La réserve spéciale a atteint 4,8 millions de dollars à la fin de l'année 2018, contre 2,5 millions de dollars à fin 2017, soit une augmentation de 2,3 millions de dollars.

Revenus

Les revenus de la BADEA, au cours de l'année 2018, est devenu négatif à 11,9 contre un revenu positif de 294,7 millions de dollars en 2017, soit une baisse de 306,6 millions de dollars.

Ressources Financières



Le détail des performances du revenu en 2017 et 2018 est le suivant :

Détails	2018	2017	Différence
	(Millions \$)	(Millions \$)	(Millions \$)
(les pertes)Revenus d'investissements	(35,5)	273,2	(308,7)
Revenus des prêts	20,8	19,2	1,6
Revenus du financement du commerce	2,3	1,5	0,8
Autres revenus	0,5	0,8	(0,3)
TOTAL	(11,9)	294,7	(306,6)

Le tableau ci-dessus indique que les revenus d'investissement ont diminué de 308,7 millions de dollars en 2018, par rapport à 2017, alors que le revenu des prêts a augmenté de 1.6 million de dollars et les revenus du financement du commerce de 0,8 million de dollars.

Les raisons objectives de la diminution des revenus d'investissement durant l'année 2018 sont explicitées à travers l'analyse des composantes de ces revenus, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Détails du revenu	2018	2017	Différence
	(En millions \$)	(En millions \$)	(En millions \$)
Revenus des dépôts et comptes à vue	7,0	1,5	5,5
Revenus de portefeuilles à revenu fixe	15,9	42,6	(26,7)
Revenus de portefeuilles d'actions	(68,8)	227,1	(295,9)
Revenus de « Sukuk »	10,0	1,6	8,4
Revenus des prêts des valeurs mobilières	0,4	0,4	-
TOTAL	(35,5)	273,2	(308,7)

Le tableau ci-dessus montre une diminution de 295,9 millions de dollars du revenu provenant des portefeuilles d'actions et une diminution de 26,7 millions de dollars du revenu provenant des portefeuilles de titres à revenu fixe, sachant que le revenu des dépôts et comptes à vue a augmenté de 5,5 millions de dollars et que les revenus des « Sukuk » gérés directement par la Banque ont augmenté d'environ 8,4 millions de dollars.

La baisse du revenu des portefeuilles d'investissement s'explique essentiellement par la baisse de la performance des marchés financiers internationaux et spécialement les marchés d'actions qui ont connu un recul important de leurs performances en 2018, par rapport à l'année précédente, en raison d'un vaste mouvement de vente d'actions au cours du quatrième trimestre 2018, sachant que les performances de ce secteur étaient positives jusqu'à la fin du troisième trimestre de l'année. Il convient de noter qu'une grande partie des pertes enregistrées en comptabilité sont des pertes non réalisées, résultant de l'évaluation des titres détenus par les gestionnaires de portefeuilles au prix du marché au 31/12/2018, estimé à 208,7 millions de dollars US, comme le montre le tableau suivant.

La composition des revenus d'investissements en portefeuilles au cours de l'année 2018 comparée à celle de 2017, se présente comme suit :

Revenus d'investissement en portefeuilles	2018	2017	Différence
	(En millions \$)	(En millions \$)	(En millions \$)
Portefeuilles à Revenu Fixe			
Intérêts sur les obligations	31,3	30,9	0,4
Intérêts sur dépôts et comptes à vue	0,1	-	0,1
Revenus (Pertes) /de transactions	(12,4)	2,0	(14,4)
(pertes)/gains non réalisés	(14,0)	8,7	(22,7)
Différence de change et d'évaluation de dérivés	13,8	5,0	8,8
Frais de gestion et de conservation	(2,9)	(4,0)	1,1
Total	15,9	42,6	(26,7)
Portefeuilles Actions			
Dividendes	21,5	28,6	(7,1)
Intérêts sur dépôts et comptes à vue	0,1	0,1	-
Revenus (Pertes) de transactions	98,8	58,3	40,5
(pertes)/gains non réalisés	(194,7)	130,8	(325,5)
Différence de change et d'évaluation de dérivés	7,0	11,9	(4,9)
Frais de gestion et de conservation	(1,5)	(2,6)	1,1
Total	(68,8)	227,1	(295,9)
Sukuk			
Marge de bénéfice sur Sukuk	8,2	3,2	5,0
Différence de change et d'évaluation de dérivés	1,8	(1,7)	3,5
Total	10,0	1,5	8,5
Prêts des valeurs mobilières	0,4	0,4	-
Total	(42,5)	271,6	(314,1)

Il convient de noter que les ressources liquides de la Banque sont utilisées à la lumière d'une politique d'investissement prudente et de directives et contrôles spécifiques prenant en compte les besoins en liquidité et de diversification des outils de placement, tout en préservant le capital et en réalisant les meilleurs rendements disponibles.

L'un des résultats les plus positifs de cette politique est la préservation des actifs de la Banque et la réalisation d'un revenu supérieur au total de ce que la banque aurait pu obtenir ou la réduction des pertes si l'investissement était limité exclusivement à un seul domaine d'investissement, puisque la baisse des revenus d'un des domaines d'investissement est compensée ou réduite par l'augmentation des revenus réalisés dans un autre domaine d'investissement.

Dépenses

Le montant global des dépenses durant l'année 2018 a atteint 18,7 millions de dollars, contre 16,9 millions de dollars en 2017. Il comprend des dépenses administratives pour 17,6 millions de dollars contre 16 millions de dollars en 2017.

Ressources Financières



Revenu Net

Le montant net des pertes pour l'année 2018 a atteint 39,9 millions de dollars contre des gains de 271,7 millions de dollars en 2017, soit une baisse de 311,6 millions de dollars. Cela s'explique principalement par la baisse de la valeur de marché des portefeuilles d'actions et d'obligations en raison de la faible performance des marchés financiers internationaux en 2018 par rapport à 2017. La perte nette pour 2018 comprend les dons versés aux états africains bénéficiant de l'appui de la Banque d'un montant de 7,1 millions de dollars, en plus de la provision pour la réserve spéciale pour 2018 se montant à 2,3 millions de dollars.

Engagements Financiers

Le montant global des engagements financiers de la Banque, durant l'année 2018 au profit des états bénéficiaires de son aide a atteint 340 millions de dollars, dont 230 millions de dollars ont été alloués au financement des projets du secteur public, 100 millions de dollars au financement des projets du secteur privé et 10 millions de dollars à l'assistance technique. Cela contre des engagements de 330 millions de dollars en 2017, dont 220 millions de dollars ont été alloués au financement des projets du secteur public, 100 millions de dollars au financement des projets du secteur privé et 10 millions de dollars à l'assistance technique.

A la fin de l'exercice 2018, le montant global des engagements nets cumulés a atteint 5.146,5 millions de dollars dont 4.987,3 millions de dollars pour les engagements au titre des prêts et 159,2 millions de dollars au titre de l'assistance technique, contre 4.857,8 millions de dollars à fin 2017, dont 4.708,2 millions de dollars pour les engagements au titre de prêts et 149,6 millions de dollars au titre de l'assistance technique.

En outre, le total des engagements de la Banque durant l'année 2018 au titre du financement du commerce extérieur a atteint 755 millions de dollars, contre des engagements de 550 millions de dollars en 2017.

Décaissements et Remboursements

En 2018, les décaissements au titre des prêts ont atteint un montant de 213.3 millions de dollars contre 143.4 millions de dollars en 2017, soit une augmentation de 69.9 millions de dollars représentant un taux de 48,7%. Les décaissements au titre de dons pour l'assistance technique se sont élevés en 2018 à 7,1 millions de dollars contre 5,5 millions de dollars en 2017, ce qui représente une augmentation de 1,6 millions de dollars, soit un taux de 29,1%. En outre, les décaissements au titre des prêts pour le financement du commerce se sont élevés en 2018 à 32,1 millions de dollars.

Le total cumulé des décaissements au titre des prêts a atteint, fin 2018, un montant de 3.273,0 millions de dollars contre 3.059.7 millions de dollars fin 2017. En y ajoutant les décaissements au titre de prêts pour le financement du commerce et de l'assistance technique, le total cumulé des décaissements s'est élevé, à la fin de l'exercice 2018, à 3.483,9 millions de dollars⁽¹⁾ contre 3.230,9 millions de dollars⁽²⁾ fin 2017. Ainsi, le ratio des décaissements cumulés sur le total des engagements nets cumulés a atteint 66% à la fin de l'année 2018, contre 65% à la fin de l'année 2017. En y ajoutant le financement du commerce, le ratio s'est élevé à 59% à la fin de l'année 2018, contre 60% à la fin de l'année 2017.

1 Comprend les retraits des dons soustraits des recettes estimés à 125,3 millions de dollars fin 2018 et 118,2 et 2017

2 Comprend les retraits des dons soustraits des recettes estimés à 118,2 et 2017

En ce qui concerne les remboursements, le total des montants de prêts remboursés en 2018, s'élève à 57 millions de dollars contre 55,7 millions de dollars en 2017, soit une augmentation de 1,3 millions de dollars. Par ailleurs, le revenu global au titre des intérêts et commissions a atteint en 2018 un montant de 20,8 millions de dollars contre 19,2 millions de dollars en 2017, soit une augmentation de 1,6 million de dollars.

Le total des paiements reçus au titre des intérêts et commissions des prêts au cours de l'année 2018 a atteint 19,8 millions de dollars contre 20,1 millions de dollars en 2017, soit une diminution de 0,3 millions de dollars. En outre, le total des paiements reçus au titre des intérêts et commissions des prêts de financement du commerce a atteint 34 millions de dollars en 2018, contre 17,4 millions de dollars en 2017. Le total des paiements reçus au titre des intérêts et commissions des prêts de financement du commerce se sont élevés à 2,3 millions de dollars en 2018, contre 1,2 millions de dollars en 2017.

En 2018, le total des montants remboursés au titre du principal et des paiements d'intérêts et commissions sur prêts a atteint 113,1 millions de dollars contre 94,4 millions de dollars en 2017, ce qui représente une augmentation de 18,7 millions de dollars.

Le total cumulé des remboursements au titre du principal des prêts s'est chiffré à 1.569,1 millions de dollars fin 2018 contre 1.478,1 millions de dollars fin 2017, alors que le total cumulé des commissions d'engagement et des intérêts remboursés, s'est élevé à 591,8 millions de dollars à la fin 2018 contre 569,8 millions de dollars fin 2017.

Conclusion

Il ressort clairement de ce qui précède que, malgré la détérioration de la performance des marchés financiers fin 2018, en particulier des marchés boursiers, la Banque a poursuivi sa stratégie visant à maintenir une situation financière saine. Cela a permis une augmentation de ses actifs nets, fin 2018, d'un montant de 33,2 millions de dollars, par rapport à fin 2017 et la maîtrise continue des dépenses administratives, conformément à la politique de rationalisation des dépenses, sans pour autant porter atteinte à la réalisation totale des objectifs et programmes assignés.

Il est à noter que le revenu net est passé de 271,7 millions de dollars à une perte nette de 39,9 millions de dollars, en raison de la faible performance des marchés financiers mondiaux en 2018 par rapport à 2017, sachant que cette baisse de la valeur de marché est une perte non réalisée.



CONCLUSION GENERALE DU RAPPORT

- 1/ La BADEA a continué, en 2018 ses efforts pour renforcer la coopération arabo-africaine et ce, par la contribution au financement de projets de développement dans les pays africains dans différents secteurs, l'octroi de l'assistance technique et l'encouragement des investissements arabes en Afrique, l'augmentation des échanges commerciaux entre les régions arabes et africaines, conformément à son septième plan quinquennal actuel (2015 - 2019) et aux priorités spécifiées dans les plans et programmes de travail des états bénéficiaires.
- 2/ En 2018, les contributions au financement de 15 projets de développement du secteur public ont été approuvées, sous forme de prêts pour un montant global de 230 millions de dollars : 8 projets dans le secteur des infrastructures, 4 dans le secteur de l'agriculture et du développement rural et 3 dans le secteur social.
- 3/ Dans le cadre du programme de financement du secteur privé, des lignes de crédit ont été accordées à 8 institutions financières africaines pour un montant total de 100 millions de dollars, soit la totalité du montant affecté pour l'année.
- 4/ Quant au programme de financement des exportations arabes vers les pays africains, il a été approuvé l'octroi de lignes de financement en faveur de 6 institutions financières africaines et arabes, pour un montant global de 225 millions de dollars, soit la totalité du montant affecté pour l'année.
- 5/ La Banque a aussi octroyé 9,95 millions de dollars américains, sous forme de dons non remboursables, pour financer 44 opérations d'assistance technique, comprenant 7 études de faisabilité technique et économique et 37 opérations d'appui institutionnel dans différents domaines.
- 6/ Au cours de l'année, il a été observé l'achèvement de 7 projets de développement dans les secteurs des infrastructures, de l'agriculture, du développement rural et du secteur social. La contribution de la Banque dans leur financement s'est chiffrée à 70 millions de dollars, au profit de 7 pays africains. De même, 35 opérations d'assistance technique ont été réalisées, couvrant des études de faisabilité et des opérations d'appui institutionnel, pour un montant 9,8 millions de dollars.
- 7/ En ce qui concerne la situation financière de la Banque, les indicateurs montrent qu'elle a maintenu son approche visant à maintenir une situation financière saine, l'actif net atteignant 4.821,4 millions de dollars à la fin de 2018, contre 4.788,2 millions de dollars à la fin de 2017, grâce à ses divers revenus et à l'encaissement d'une partie des versements relatifs à l'augmentation du capital, tout en continuant à maîtriser ses dépenses administratives. Le bénéfice net est passé de 271,7 millions de dollars en 2017 à une perte nette de 39,9 millions de dollars en raison de la baisse des performances des marchés financiers mondiaux, surtout celles portefeuilles d'actions.



**BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE EN AFRIQUE**
**ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS
AU 31 DECEMBRE 2018**
AVEC LE RAPPORT DE L'AUDITEUR





RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT

***Messieurs le Président et les Membres du Conseil
des Gouverneurs de la Banque Arabe pour
le Développement Economique en Afrique***
Rapport d'audit sur les états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (« BADEA »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, l'état des revenus et dépenses, l'état des variations des Droits des États Membres et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes y compris le résumé des principales méthodes comptables pertinentes.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent dans tous leurs aspects significatifs une image fidèle de la situation financière de la BADEA au 31 décembre 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à la base de présentation précisée dans la note explicative N°2 des états financiers annexés.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la BADEA conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

NB. L'audit des états financiers de la Banque pour l'année finissant au 31 décembre 2017 a été réalisé par d'autres auditeurs qui ont rendu un rapport sans réserves sur ces états, en date du 6 mars 2018.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers, conformément à la base de présentation précisée dans la note explicative N°2 des états financiers annexés, ainsi que du contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la BADEA de poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la BADEA ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport d'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit pas toutefois qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou

d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de superviser la préparation des rapports financiers de la Banque.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre les procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons, des éléments probants, suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la BADEA.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, conformément aux règles de préparations comprise dans l'accord de création de la Banque et ses règlements intérieurs de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation, et selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la BADEA à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion avec réserves. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou des situations futurs pourraient, par ailleurs, amener la BADEA à cesser son exploitation, sur la base du principe de continuité.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne, que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Dilwit and Touch (Moyen Orient) et associés SARL

Mascat, Sultanat d'Oman

6 Mars 2019



BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

État de la Situation Financière Pour l'exercice clos 31 Décembre 2018

(Exprimé en milliers de dollars des E.U)

	Notes	2018	2017
Actif :			
Avoirs en caisse et en banques		1,436	1,237
Investissements	3	3.042,072	3.151,727
Participation en société financières	4	29,950	29,950
Financement du commerce	5	33,645	35,583
Intérêts courus sur le financement du commerce	6	617	471
Soldes de prêts	7	1.755,281	1.599,046
Intérêts nets courus sur les prêts	8	14,538	13,539
Autres actifs	9	2,617	2,845
Actifs immobilisés nets	10	14,890	15,356
Total des Actif		4.895,046	4.849,754
Passif :			
Autres dettes		60,507	50,805
Provision pour indemnités de fin de services	11	8,329	8,223
		68,836	59,028
Provision - réserve spéciale	2(d), 7 (c)	4,768	2,451
Total		73,604	61,479
Actif Net		4.821,442	4.788,275
Droits des États Membres :			
Capital souscrit et libéré	12	3.999,264	3.898,972
Réserve générale	13	862,137	617,644
Revenu net de l'exercice		(39,959)	271,659
Total Droits des États Membres		4.821,442	4.788,275

Les notes annexées font partie intégrante de ces états financiers

État des Revenus et des Dépenses

Pour l'exercice clos au 31 Décembre 2018

(Exprimé en milliers de dollars des E.U)

	Notes	2018	2017
Revenus			
Revenus Nets des Investissements	14	(35,521)	273,150
Revenus des Prêts		20,776	19,244
Revenus du financement du commerce		2,347	1,509
Autres Revenus		536	779
Total		(11,862)	294,682
Dépenses			
Conseil des Gouverneurs		163	256
Conseil d'Administration		1,314	1,231
Salaires et indemnités		12,439	11,394
Missions et services		2,572	2,333
Charges d'exploitation		1,118	830
Amortissements	10	785	770
Autres dépenses		322	98
Total des Dépenses		18,713	16,912
Revenu net avant Provision Réserve Spéciale		(30,575)	277,770
Dons aux États bénéficiaires		(7,067)	(5,454)
(Dotation) Réintégration de la Provision Réserve spéciale	(7/c)	(2,317)	(657)
Revenu Net de l'Exercice		(39,959)	271,659



État de L'Évolution des Droits des États Membres

Pour l'exercice clos 31 Décembre 2018

(Exprimé en milliers de dollars des E.U)

	Notes	Capital souscrit et libéré	Réserve Générale	Revenu net de l'exercice	Total
Solde au 31/12/2017		3.797,761	506,391	123,614	4. 427,766
Versement des états membres	12	101,211	-	-	101,211
Affectation à la réserve générale	13	-	123,614	(123,614)	-
Appropriations		-	(12,361)	-	(12,361)
Revenu net de l'exercice 2017		-	-	271,659	271,659
Solde au 31/12/2017		3. 898,972	617,644	271,659	4. 788,275
Versement des états membres	12	100, 292	-	-	100,292
Affectation à la réserve générale	13	-	271,659	(271,659)	-
Appropriations		-	(27,166)	-	(27,166)
Revenu net de l'exercice 2018		-	-	(39,959)	(39,959)
Solde au 31/12/2018		<u>3. 999,264</u>	<u>862,137</u>	<u>(39,959)</u>	<u>4. 821,442</u>

État de Flux de Trésorerie

Pour l'exercice clos 31 Décembre 2018

(Exprimé en milliers de dollars des E.U)

	Note	2018	2017
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation :			
Revenu net de l'exercice		(39,959)	271,659
Ajustements pour réconcilier le revenu net au flux net résultant des activités d'exploitation :		-	-
Amortissements	10	785	770
Dotation (Réintégration) de la provision-réserve spéciale	7/c	2,317	657
(Profits) Pertes latentes liées à l'évaluation de la juste valeur des investissements	14	208,772	(139,462)
Variation nette des actifs d'exploitation :			
Investissements		108,861	(31,967)
Financement du commerce		1,938	(15,583)
Intérêts courus sur le financement du commerce		(146)	(304)
Movements nets des Prêts		(156,235)	(87,605)
Intérêts nets échus sur prêts		(999)	890
Autres actifs nets		228	(245)
Variation nette des passifs d'exploitation :			
Autres passifs après déduction des appropriations		(17,464)	(12,402)
Provision nette pour indemnités de fin de services		106	(2,101)
Trésorerie nette utilisée pour des activités d'exploitation		108,204	(15,693)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements :			
Participation dans une institution financière		-	(1,730)
Acquisition nette d'actifs immobilisés	10	(319)	(454)
Trésorerie nette utilisée pour des activités d'investissements		(319)	(2,184)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Versement des états membres pour l'augmentation du capital	12	100,292	101,211
Trésorerie nette provenant des activités de financement		100,292	101,211
Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie et équivalents		208,177	83,334
Trésorerie et équivalents au début de l'exercice		240,063	156,729
Trésorerie et équivalents à la fin de l'exercice	15	448,240	240,063



Notes Explicatives sur les États Financiers pour l'exercice clos 31 Décembre 2018

1- Création et Objectifs

La Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) a été créée conformément à une résolution issue de la sixième Conférence du Sommet Arabe tenu le 28 novembre 1973, suite aux recommandations du Conseil Economique de la Ligue des Etats Arabes. Elle a été dotée d'un capital de 231 millions de dollars qui a été successivement augmenté, conformément aux décisions prises par le Conseil des Gouverneurs, pour atteindre 3.999 millions de dollars au 31 Décembre 2018 (3.899 millions de dollars au 31 Décembre 2017).

La BADEA est une institution financière internationale indépendante, sise à Khartoum, République du Soudan. Elle est dotée de la personnalité juridique et jouit d'une autonomie complète, tant sur le plan administratif que financier, et ce conformément aux dispositions de l'Accord portant création de la BADEA, et des principes du droit international.

Le siège de la BADEA est situé à l'adresse suivante :

Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BP : 2640
Khartoum 11111
République du Soudan

La BADEA a pour objectif de renforcer la coopération économique, financière et technique entre les états africains et les états arabes. A cette fin, elle est chargée de :

- Contribuer au financement du développement économique des états africains.
- Inciter les capitaux arabes à participer au développement économique africain.
- Contribuer à l'octroi de l'assistance technique nécessaire au développement en Afrique.

2- Résumé des Principales Conventions Comptables

a) Conformité avec les normes

Les états financiers ci-joints ont été préparés conformément à l'Accord de création de la BADEA et à ses règlements intérieurs.

b) Bases de mesure

Les états financiers ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception des investissements acquis aux fins de transactions et des instruments financiers dérivés qui sont évalués à leur juste valeur.

c) Monnaie utilisée et monnaie de présentation

La monnaie utilisée pour les opérations de la BADEA, ainsi que pour la présentation des états financiers est le Dollar des Etats Unis d'Amérique. Les états financiers sont présentés en dollars et arrondis au plus près millier de dollars américains.

d) Utilisation des estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux conventions comptables adoptées par la BADEA, nécessite l'utilisation des estimations et des suppositions qui peuvent affecter

les montants des actifs et passifs et les notes relatives aux actifs et passifs de contingence à la date des états financiers, ainsi que les montants des revenus et dépenses enregistrés durant la période. Les estimations sont continuellement révisées sur la base des expériences antérieures et de certains autres facteurs.

Les principaux éléments où sont utilisées les estimations sont :

La provision de la réserve spéciale

La méthode appliquée par la BADEA pour la détermination de la provision de la réserve spéciale est expliquée dans la note 2(g) «Prêts et provision de la réserve spéciale» et aussi expliquée plus en détail dans la note 18 relative au «Risque de crédit».

a) Date de règlement

Toutes les opérations régulières d'achat et de vente d'actifs financiers sont constatées à la date de règlement.

Les opérations régulières d'achat et de vente d'actifs financiers sont celles qui requièrent la livraison de ces actifs dans un délai généralement prévu par la réglementation ou admis par le marché.

b) Actifs financiers

Les actifs financiers de la BADEA se présentent comme suit :

1. Titres à revenu fixe et investissements en actions

Tous les investissements en titres à revenu fixe et en titres actions sont classés comme détenus à des fins de transaction et sont initialement comptabilisés à la juste valeur des montants payés.

Ces investissements sont réévalués en utilisant leur juste valeur qui correspond au prix du marché à la date du bilan. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'État des Revenus et Dépenses.

Les actifs financiers dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable sont enregistrés à leur coût déduction faite de la provision pour dépréciation, le cas échéant.

2. Titres -Sukuk

Les actifs financiers comprennent des titres – Sukuk acquis pour être détenus pendant une période illimitée et susceptibles d'être vendus pour des besoins de liquidité ou en raison de l'évolution de la situation du marché. Ils sont enregistrés à leur coût déduction faite de la provision pour dépréciation, le cas échéant.

3. Les soldes de prêts

Les actifs financiers à remboursements fixes ou déterminés, non cotés sur un marché actif, sont classés comme prêts pour la valeur des montants décaissés déduction faite des montants remboursés.

c) Prêts et provision de la réserve spéciale

Tous les prêts octroyés par la BADEA sont considérés comme actifs au moment de leur décaissement et comptabilisés des montants décaissés.

La BADEA exclut de ses revenus tous les intérêts sur prêts échus et impayés depuis 180 jours ou plus.

La réserve spéciale pour arriérés de prêts (appelée provision de la réserve spéciale pour le



besoin de la présentation dans les états financiers) est constituée en déduction du revenu net réalisé annuellement, en application de la Résolution No. 1 de l'année 1989 du Conseil des Gouverneurs. En vertu de cette résolution, le montant annuel à affecter à cet effet est égal à la somme de (a) la moitié des échéances à rembourser du principal des prêts accordés, impayées à la clôture de l'exercice et ayant plus d'un an et moins de deux ans de retard et (b) de la totalité des échéances à rembourser du principal des prêts, échus et impayés depuis deux ans ou plus à la clôture de l'exercice.

La BADEA estime que la présentation séparée des prêts et de la provision de la réserve spéciale dans l'état de la situation financière est plus appropriée à la nature de ses opérations.

Les prêts renégociés, qui font l'objet d'arrangements de règlement des montants dus ou de rééchelonnement des échéances, y compris les prêts couverts par l'initiative de traitement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE), et dont les échéances sont devenues courantes (n'accusant pas de retard de règlement), sont considérés comme de nouveaux prêts.

d) Dépréciation des actifs financiers

A chaque date de clôture du bilan, une évaluation est effectuée à l'effet de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif ou groupe d'actifs financiers. Si une telle indication existe, le montant recouvrable estimé de cet actif et toute perte pour dépréciation due aux fluctuations de sa valeur comptable sont déterminés.

e) Comptabilisation des revenus

Les intérêts sur les dépôts bancaires, les obligations et les prêts sont enregistrés en tant que revenus sur la base de la comptabilité d'engagement.

f) Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés comme revenus dès qu'ils sont déclarés.

g) Dons

Les frais d'études de faisabilité de projets et d'assistance technique sont classés comme dons et imputés aux dépenses au moment de leur décaissement.

h) Actifs immobilisés

Les actifs immobilisés figurent à leur coût après déduction des amortissements cumulés. L'amortissement des actifs immobilisés est calculé suivant la méthode de l'amortissement linéaire et sur la base de leur durée de vie productive estimée.

Les durées de vie productive estimées des actifs pour l'exercice actuel et pour l'exercice de comparaison sont comme suit :

Immeubles	30 ans
Matériel et mobilier	5 ans
Véhicules	5 ans

i) Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la BADEA a des obligations juridiques ou prévisibles résultant d'événements passés et que le paiement de ces obligations peut s'avérer nécessaire.

j) Les instruments financiers dérivés et couverture des risques

Les instruments financiers dérivés, incluant les contrats à terme fermes et futurs figurent, à l'origine, à leur coût et sont réévalués ultérieurement à leur juste valeur.

La juste valeur est généralement déterminée en se référant au prix du marché, aux modèles d'actualisation des flux de trésorerie et aux modèles d'évaluation appropriés.

Les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction sont directement enregistrées dans l'État des Revenus et Dépenses.

k) Conversion des monnaies étrangères

Les transactions libellées en devises, autres que le dollar américain, sont converties en dollars américains au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires comptabilisés en monnaies étrangères sont convertis en dollars américains suivant le taux de change en vigueur à la date de l'établissement du bilan. Les différences de change sont imputées sur l'état des revenus et dépenses.

l) Provision pour indemnités de fin de services

La provision pour indemnité de fin de services du Directeur Général est calculée sur la base de l'article (6) de la décision du comité ministériel désigné pour la révision des salaires et indemnités des présidents et directeurs généraux des institutions financières arabes. La provision pour indemnités de fin de services des employés est calculée sur la base de l'article (1/13) des statuts des fonctionnaires de la BADEA et des décisions du Conseil d'Administration portant modification de ces statuts.

m) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Aux fins d'établissement de l'État de Flux de Trésorerie, les fonds en caisse, les comptes courants, les dépôts à vue et à terme, dont la maturité est égale ou inférieure à trois mois à compter de la date de leur acquisition, sont considérés comme trésorerie et équivalents de trésorerie.

3- Investissements

Ils se composent d'investissements en portefeuilles de titres financiers, gérés par des gestionnaires et détenus à des fins de transaction, du portefeuille de Sukuk et de dépôts à terme et comptes à vue directement gérés par la Banque. Ils se présentent, au 31 décembre, comme suit :



(En milliers de dollars américains)

	2018	2017
Titres à revenu fixe	1. 469,431	1. 503,570
Titres – Sukuk	232,623	98,131
Total des Titres Financiers - Revenu fixe et Sukuk (Note18)	1. 702,054	1. 601,701
Titres- actions (cotées en bourse)	873,131	1. 256,271
Titres- actions (Non-cotées en bourse)	10,001	
Total des Titres Financiers-actions cotées et non-cotées (Note 18)	883,132	1. 256,271
La juste valeur nette des instruments financiers dérivés (Note 17)	(3,013)	(15,113)
Intérêts courus sur dépôts et titres financiers	13,095	11,961
	2. 595,268	2. 854,820
Dépôts à terme et comptes à vue	446,804	296,907
Investissements	3. 042,072	3. 151,727

Les dépôts à terme et comptes à vue se présentent, au 31 décembre, comme suit :

(En milliers de dollars)

	Gérés par				Total	
	BADEA		Gestionnaires de portefeuilles		2018	2017
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Dépôts à terme	371,880	197,000	-	-	371,880	197,000
Comptes à vue	10,150	49,195	64,774	50,712	74,924	99,907
Total	382,030	246,195	64,774	50,712	446,804	296,907

4- Participation dans des Institutions Financières :

(En milliers de dollars E.U)

	2018	2017
Participation en AFREXIMBANK	4,000	4,000
Participation en SAGICE	25,950	25,950
Solde au 31 Décembre	29,950	29,950

a- Participation au Capital d'AFREXIMBANK

Le Conseil des Gouverneurs a approuvé, lors de sa dix-neuvième réunion annuelle, en vertu de la Résolution no (4) de l'année 1994, la souscription au capital d'AFREXIMBANK pour un montant de dix millions de dollars, soit environ 1,3% du capital autorisé. La BADEA a procédé au versement de 4 millions de dollars en 1995 (voir Note no 20(e)).

b- Participation au Capital de SAGICE

Le Conseil des Gouverneurs a approuvé, lors de sa vingt-septième réunion annuelle, en vertu de la Résolution No (6) de l'année 2002, la participation au capital de la SAGICE pour un montant de 17,300 millions de dollars représentant environ 9,2% du capital autorisé. La BADEA a procédé au versement de la totalité du montant. Le Conseil des Gouverneurs a également approuvé, lors de sa trente-neuvième réunion annuelle, en vertu de la Résolution no (3) de l'année 2014, l'augmentation de la participation de la BADEA au capital de la SAGICE pour un montant de 8,650 millions de dollars payable en annuités égales sur cinq ans à compter de 2013.

La BADEA a procédé au versement de la totalité du montant. Ainsi, la participation de la BADEA au capital souscrit de la SAGICE a atteint 25,950 millions de dollars américains au 31 décembre 2018, (2017 : 25,950 millions de dollars).

5- Financement du commerce

Le montant total du financement des exportations arabes vers les états africains a atteint 35,645 millions de dollars US au 31 décembre 2018 (2017 : 35,583 millions de dollars américains), représentant une partie des prêts octroyés dans le cadre du financement des exportations arabes vers les états africains.

Mouvement du financement du commerce au cours des deux dernières années :

	2018	2017
Solde au 01 Janvier	35,583	20,000
Retraits au cours de l'année	32,076	33,000
Paiement au cours de l'année	(34,014)	(17,417)
Solde au 31 Décembre	33,645	35,583



6- Intérêts du financement du commerce

Le montant des intérêts courus au titre du financement des opérations de commerce a atteint 617,000 dollars au 31 décembre 2018 (2017 : 471 000 dollars américains)

7- Solde des Prêts et Provision de la Réserve Spéciale

(a) Solde des Prêts

Le détail du solde des prêts au 31 décembre se présente comme suit :

(En milliers de dollars)

	2018				2017
	Prêts projets		Prêts FASAA	Total	Total
	Secteur public	Secteur Privé			
Prêts approuvés	4. 465,091	308,000	214,244	4. 987,335	4. 708,214
A déduire Prêts non signés	(95,450)	(115,000)	-	(210,450)	(201,500)
Total des Prêts signés	4. 369,641	193,000	214,244	4. 776,885	4. 506,714
A déduire Prêts non entrés en vigueur	(200,850)	(40,000)	-	(240,850)	(198,300)
Total Prêts entrés en vigueur	4. 168,791	153,000	214,244	4. 536,035	4. 308,414
A déduire Prêts non décaissé	(1. 210,019)	(53,058)	-	(1. 263,077)	(1. 248,731)
Total des décaissements des Prêts	2. 958,772	99,942	214,244	3. 272,958	3. 059,683
A déduire Prêts remboursés	(1. 326,634)	(2,500)	(188,543)	(1. 517,677)	(1. 460,637)
Solde au 31 décembre	1. 632,138	97,442	25,701	1. 755,281	1. 599,046

Les prêts FASAA, « le Fonds », représentent les montants avancés par le Fonds aux états africains non arabes avant la fusion des prêts du Fonds dans le capital de la BADEA en 1977.

Le mouvement des prêts se résume au 31 décembre comme suit :

(En milliers de dollars)

Rubriques	Projets		Fonds	Total	
	Prêts projets Secteur public	Prêts projet Secteur privé	FASAA	2018	2017
Solde au 1 ^{er} janvier	1. 534,440	37,964	26,642	1. 599,046	1. 511,441
Décaissements au cours de l'exercice	152,130	61,145	-	213,275	143,350
Remboursements au cours de l'exercice	(54,432)	(1,667)	(941)	(57,040)	(55,745)
Solde au 31 décembre	1. 632,138	97,442	25,701	1. 755,281	1. 599,046

- (b) Le Conseil d'Administration a approuvé la participation de la BADEA à l'initiative du FMI et de la Banque Mondiale concernant le traitement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PTE) tout en recommandant que, à la faveur des négociations avec les états concernés, chaque cas lui soit exposé séparément.**

La contribution de la BADEA à cette initiative se réalisera à travers la mise en place d'un plan d'arrangement des arriérés et/ou le rééchelonnement de ses échéances et/ou par abaissement du taux d'intérêt.

Le total des prêts rééchelonnés dans le cadre de cette initiative s'élevait jusqu'à 31 décembre 2018 à un montant de 426,690 millions de dollars, (2017 : 426,690 millions de dollars).

(c) Provision de la Réserve Spéciale

La variation de la provision de la réserve spéciale se présente au 31 décembre comme suit :

(En milliers de dollars)

	2018	2017
Solde au 1 ^{er} janvier	2,451	1,794
Dotations au cours de l'année	2,418	1,893
Réintégration au cours de l'année	(101)	(1,236)
Solde au 31 décembre	4,768	2,451

8- Intérêts Nets Courus sur Prêts

Le montant des intérêts nets courus sur les prêts au 31 décembre se résume comme suit :

(En milliers de dollars)

Rubriques	Projets 2018		Total	
	Secteur Public	Secteur privé	2018	2017
Intérêts courus sur prêts	76,218	--	76,218	75,467
A déduire : les intérêts exclus	(61,680)	--	(61,680)	(61,928)
Intérêts nets courus sur prêts	14,538	--	14,538	13,539

9- Autres Actifs

Les autres actifs nets se résument au 31 décembre comme suit :

(En milliers de dollars)

	2018	2017
Taxe sur la Valeur Ajoutée non restituée	1,646	1,646
Autres	971	1,199
Autres actifs (nets)	2,617	2,845



10- Actifs Immobilisés Nets

Les actifs immobilisés nets se présentent au 31 décembre comme suit :

(En milliers de dollars)

	Immeuble	Mobiliers et Matériels	Véhicules	Total
Coût				
Solde 1 ^{er} janvier 2017	22, 642	2,039	289	24,970
Acquisitions de l'exercice	231	149	74	454
Solde 1^{er} janvier 2018	22,873	2,188	363	25,424
Acquisitions de l'exercice	39-	174	106	319
Solde 31 décembre 2018	22,912	2,362	469	25,743
Amortissements cumulés				
Solde 1 ^{er} janvier 2017	7,844	1,265	189	9,298
Amortissements de l'exercice	506	233	31	770
Solde 1^{er} janvier 2018	8,350	1,498	220	10,068
Amortissements de l'exercice	508	239	38	785
Solde 31 décembre 2018	8,858	1,737	258	10,853
Valeur comptable nette				
Solde 31 décembre 2018	14,054	625	211	14,890
Solde 31 décembre 2017	14,523	690	143	15,356

Le contrat de bail du terrain sur lequel est édifié l'immeuble a été renouvelé pour une période de 30 ans à compter du 01 janvier 2017.

11- Provision pour Indemnités de Fin Service

Le montant des indemnités de fin de service est placé dans un compte séparé de dépôt à terme productif d'intérêt et géré par la BADEA.

12- Capital Souscrit et Libéré

La participation de chaque État membre au capital de la BADEA se présente comme suit au 31 décembre :

En milliers de dollars

États	2018	2017
Royaume Hachémite de Jordanie	8,562	8,277
État des Emirats Arabes Unis	428,095	428,095
Royaume du Bahreïn	8,562	8,277
République Tunisienne	35,674	34,335
République Algérienne Démocratique et Populaire	171,238	165,530
Royaume d'Arabie Saoudite	1.027,429	993,181
République du Soudan	8,562	8,277
République Arabe Syrienne	4,757	4,757
République d'Iraq	599,333	579,356
Sultanat d'Oman	51,365	49,652
État de Palestine	8,562	7,991
État de Qatar	342,476	331,060
État de Koweït	627,873	606,944
République Libanaise	28,540	27,588
État de Libye	570,794	570,794
République Arabe d'Egypte	8,562	8,277
Royaume du Maroc	62,787	60,694
République Islamique de Mauritanie	6,093	5,887
Total	3.999,264	3.898,972

Le Conseil des Gouverneurs de la BADEA a décidé, en date du 2 avril 2013, en vertu de sa Résolution N° 4, d'augmenter, à compter de janvier 2014, le capital de la BADEA de 1,400 millions de dollars, soit 50 % de son capital qui s'élève à 2,800 millions de dollars. Sur cette augmentation, une part de 700 millions de dollars est effectuée par transfert de la réserve générale et le reste soit 700 millions de dollars sous forme d'augmentation en numéraire des états membres payable en 5 versements annuels égaux dont le premier est dû en avril 2014. Le capital versé s'élevait au 31 décembre 2018 à 3. 999,264 millions de dollars (2017: 3.898,972 millions de dollars) soit une augmentation de 100,292 millions de dollars par rapport à fin 2017, versés par certains états membres au titre de leurs parts dans l'augmentation du capital.



13- Réserve Générale

Conformément à l'article 36 de l'Accord de Création, le Conseil des Gouverneurs, sur recommandation du Conseil d'Administration, détermine annuellement la part du revenu net à transférer à la réserve générale, au capital ou à tout autre usage conforme avec les objectifs de la BADEA. Aux termes de la décision No 1 (2) du Conseil des Gouverneurs de la BADEA en date du 10 avril 2018, un montant de 271,659 millions de dollars (2017 : 123,614 millions de dollars) a été transféré à la réserve générale.

14- Revenu Net des Investissements

Le Revenu net des portefeuilles de titres financiers se présente au 31 décembre comme suit :

(En milliers de dollars)

	2018	2017
Intérêts des titres à revenu fixe	31,663	31,292
Dividendes – Titres actions	21,513	28,579
Marge de profit – Sukuk	8,177	3,227
Différence de Change et d'évaluation de dérivés	22,535	15,257
Revenu net de transaction	86,492	60,283
(Pertes) Profits non réalisés	208,772	139,462
Honoraires des gestionnaires de portefeuilles	(4,381)	(6,654)
Revenu des dépôts à terme et comptes à vue	7,252	1,704
Revenu net des (Pertes) / investissements	(35,521)	273,150

Les (Pertes)/profits latents se présentent comme suit :

(En milliers de dollars)

	2018	2017
Profits / (Pertes) latentes des titres actions	(194,726)	130,774
Profits / (Pertes) latentes des titres à revenu fixe	(14,046)	8,688
	(208,772)	139,462

Les intérêts des dépôts à terme et à vue pour les deux années précédentes se présentent, au 31 décembre, comme suit :

(En milliers de dollars)

	Gérés par				Total	
	BADEA		Gestionnaires de portefeuilles			
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Dépôts à terme	6,854	1,400	98	3	6,952	1,403
Comptes à vue	174	146	126	155	300	301
Total	7,028	1,546	224	158	7,252	1,704

15- Trésorerie et Equivalents

Aux fins d'établissement de l'État de Flux de Trésorerie, la trésorerie et équivalents sont constitués au 31 décembre des soldes suivants :

(En milliers de dollars)

	2018	2017
Avoirs en caisse et en banques	1,436	1,237
Dépôts à terme et comptes à vue (échéant dans 3 mois de la date du contrat)	446,804	238,826
	448,240	240,063

16- La Juste Valeur des Actifs et Passifs Financiers

La juste valeur représente le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale et conséquemment, des différences entre la valeur comptable et la juste valeur estimée peuvent apparaître.

La juste valeur des instruments financiers figurant au bilan, à l'exception des prêts, du financement des opérations de commerce extérieur, de la participation au capital d'institutions financières non cotée en bourses, ne diffère pas significativement de la valeur inscrite dans les états financiers. Actuellement, la BADEA ne cède pas ses prêts et avances et ne croit pas à l'existence d'un marché semblable pour ces produits.

Par conséquent, il n'est pas possible du point de vue pratique de déterminer la juste valeur de ces prêts de façon fiable pour l'adopter.



17- Les Instruments Financiers Dérivés

Les directives d'investissement de la BADEA autorisent l'utilisation des instruments financiers dérivés tels que les contrats à terme de gré à gré et normalisés.

Les contrats à terme de gré à gré et normalisés sont des contrats d'achat et de vente de devises, de marchandises ou d'instruments financiers à un prix fixé et dont la livraison et le paiement s'effectueront dans le futur.

Les contrats à terme de gré à gré sont des contrats conçus spécialement et conclus en dehors d'un marché organisé. Par contre, les contrats à terme normalisés sont des contrats standardisés dont les montants sont fixés et conclus dans des marchés réglementés. Les variations de la valeur de ces contrats sont dénouées au jour le jour.

Le tableau suivant résume la juste valeur positive ou négative des instruments financiers dérivés ainsi qu'une analyse des montants notionnels par maturité. Les montants notionnels considérés comme indicateurs du volume des transactions en cours à la fin de l'année, ne reflètent pas nécessairement les flux de trésorerie futurs y afférents.

Par conséquent, ces montants notionnels ne représentent ni une indication de l'exposition de la BADEA au risque de crédit, qui est généralement limité à la juste valeur positive des instruments financiers dérivés, ni aux risques de marché.

(En milliers de dollars)

	Juste Valeur Positive	Juste valeur négative	Total montants notionnels	Montants notionnels par échéances			
				Durant 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
2018							
Contrats à terme de gré à gré	8,836	11,849	1. 821,466	1. 659,084	99, 093	53, 048	10, 241
Contrats à terme normalisés	-	-	59,496	59,496	-	-	-
	8,836	11,849	1. 880,962	1. 718,580	99, 093	53, 048	10, 241
2017							
Contrats à terme de gré à gré	3,678	18,791	1. 882,602	1.824,674	2,757	41,816	13,355
Contrats à terme normalisés	-	-	43,721	43,721	-	-	-
	3,678	18,791	1. 926,323	1.868,395	2,757	41,816	13,355

18- Gestion des Risques

La politique d'investissement poursuivie par la BADEA, telle qu'édictée par le Conseil d'Administration, considère la BADEA comme une institution de développement spécialisée, et son engagement dans le domaine de l'investissement vise à préserver son capital et accroître ses ressources sans exposer ses actifs à des risques significatifs. De ce fait, la nature de la BADEA exige la poursuite d'une politique d'investissement conservatrice visant la précaution et la prudence afin de minimiser les risques d'investissement, et ce à l'instar des autres institutions de financement du développement. A cet effet, la politique d'investissement de la BADEA s'appuie sur la combinaison des placements sous forme de dépôts bancaires à court terme et en portefeuilles de titres financiers et Sukuk. Les taux de placement dans les dépôts, dans les portefeuilles et dans les Sukuk sont périodiquement révisés à la lumière des développements en cours et prévisibles des marchés financiers.

a) Risques de conservation

La BADEA a confié la conservation de ses actifs financiers en portefeuilles d'investissement à un dépositaire principal. Ce dernier conserve les investissements en portefeuilles et tient une comptabilité séparée pour chaque portefeuille et dénoue les transactions d'investissement effectuées par les gestionnaires de portefeuilles.

b) Risques de crédit

Le risque de crédit se définit comme étant l'incapacité de la contrepartie d'honorer ses obligations à l'échéance.

En ce qui concerne les dépôts et les portefeuilles d'investissements détenus aux fins de transaction et disponibles à la vente, le risque de crédit est géré par la mise en place des limites de crédit et des directives d'investissement décidées par le Conseil d'Administration, sur la base de l'évaluation du degré de solvabilité, l'importance de la contrepartie et du pays ou de la monnaie.

La direction de la BADEA et le Comité d'Investissement créé par le Conseil des Gouverneurs suivent régulièrement ces directives.

La concentration des investissements de la BADEA en titres à revenu fixe au 31 décembre se présente comme suit :

1. Selon la répartition sectorielle des investissements :

(En milliers de dollars)

	2018		2017	
	Montant	pourcentage	Montant	pourcentage
Gouvernements	1.055,071	62%	1.095,728	68%
Sociétés	401,504	23%	283,626	18%
Agences gouvernementales	98,337	6%	160,494	10%
Organisations supranationales	147,142	9%	61,853	4%
Total	1.702,054	100%	1.601,701	100%

2 Selon la répartition géographique des investissements :

(En milliers de dollars)

	2018		2017	
	Montant	pourcentage	Montant	pourcentage
États Unis d'Amérique et Canada	847,605	50%	867,791	54%
Europe	349,248	20%	357,374	22%
Japon	97,690	6%	111,392	7%
Asie du Sud-Est	50,183	3%	73,826	5%
Autres	357,328	21%	191,318	12%
Total	1.702,054	100%	1.601,701	100%



3 Selon les notations financières des investissements attribuées par
L'agence de notation Standards and Pools :

(En milliers de dollars)

	2018		2017	
	Montant	pourcentage	Montant	pourcentage
AAA	367,918	21%	327,448	21%
AA	873,393	51%	946,585	59%
A	166,159	10%	129,278	8%
BBB	133,802	8%	134,059	8%
Autres	160,782	10%	64,331	4%
Total	1.702,054	100%	1.601,701	100%

Le programme de prêts de la BADEA vise à appuyer les programmes de développement des états africains non arabes, les requêtes de financement étant soumises à l'étude et à l'approbation de la BADEA. Ledit programme de prêts comprend l'octroi de crédits aux gouvernements des états ou sous leurs garanties. Ces prêts sont considérés comme souverains. La BADEA contrôle d'une manière régulière le remboursement des échéances, suspend l'octroi de prêts pour les emprunteurs accumulant des arriérés et prépare des rapports périodiques sur la situation du recouvrement de tous les prêts. Le programme de prêts comprend également le financement du secteur privé et des exportations arabes vers les états africains non arabes.

Le tableau ci-après donne le détail des prêts accordés aux états au 31 décembre 2018 :

(En milliers de dollars)

États	Nbre de prêts	Total des prêts*	prêts non signés	Prêts non effectifs	Prêts non décaissés	Solde 2018	%	Solde 2017
Angola	7	19,950	19,950	-	-	-	-	-
Bénin	29	77,279	-	-	20,315	56,964	3,44	56,413
Botswana	16	22,272	-	-	6,237	16,035	0,97	16,076
Burundi	15	83,742	-	15,000	34,528	34,214	2,06	27,606
Burkina Faso	37	201,496	-	52,050	53,471	95,975	5,79	89,937
R. Centrafricaine	9	38,751	-	-	33,295	5,456	0,33	5,251
Tchad	23	143,727	-	35,000	53,817	54,910	3,31	55,041
Cameroun	17	102,733	12,000	-	46,150	44,583	2,69	41,736
Congo Brazzaville	7	34,710	-	-	20,915	13,795	0,83	13,795
R.D du Congo	9	61,127	-	-	25,879	35,248	2,13	31,337
Comores	4	17,807	-	-	-	17,807	1,07	17,807
Cap Vert	21	84,758	-	-	41,223	43,535	2,63	42,749
Guinée Equatoriale	5	195	-	-	-	195	0,01	306
Erythrée	4	20,370	-	-	3,366	17,004	1,03	17,253
Ethiopie	21	168,946	-	-	74,330	94,616	5,71	89,911
Gabon	2	9,919	-	-	8,348	1,571	0,09	1,652
Ghana	23	74,038	13,500	-	12,840	47,698	2,88	48,667
Gambie	21	65,485	-	-	16,834	48,651	2,93	45,508
Guinée Bissau	5	16,828	-	-	11,000	5,828	0,35	5,828
Guinée	29	138,601	-	15,000	63,305	60,296	3,64	59,597
Côte d'Ivoire	18	129,694	-	-	74,772	54,922	3,31	51,594
Kenya	21	124,370	20,000	-	66,824	37,546	2,26	34,812
Libéria	6	31,082	-	-	14,337	16,745	1,01	13,912
Lesotho	17	66,158	-	14,000	13,371	38,787	2,34	37,287
Madagascar	22	60,794	-	-	20,866	39,928	2,41	41,623

Malawi	12	83,076	-	10,000	21,848	51,228	3,09	44,266
Ile Maurice	13	29,031	-	-	27,468	1,563	0,09	1,669
Mali	32	99,275	-	-	30,450	68,825	4,15	72,014
Mozambique	35	167,542	-	20,000	51,243	96,299	5,81	94,493
Namibie	5	15,202	-	-	6,700	8,502	0,51	9,344
Nigéria	1	8,000	-	-	2,118	5,882	0,35	5,882
Niger	23	111,544	-	-	61,741	49,803	3,00	41,975
Rwanda	20	93,043	-	-	35,594	57,449	3,47	48,848
Sénégal	45	176,323	-	11,500	48,685	116,138	7,01	112,266
Seychelles	12	35,734	-	-	17,096	18,638	1,12	14,092
Sierra Léone	13	60,585	-	-	9,689	50,896	3,07	48,055
Sao Tome Principe	9	26,409	-	7,800	7,683	10,926	0,66	10,904
Swaziland	9	55,575	15,000	-	14,846	25,729	1,55	24,024
Tanzanie	22	142,160	-	10,500	57,207	74,453	4,49	66,938
Togo	10	54,366	-	-	30,536	23,830	1,44	18,124
Ouganda	18	108,938	15,000	-	41,929	52,009	3,14	44,857
Zambie	13	65,206	-	10,000	22,772	32,434	1,96	24,776
Zimbabwe	9	19,516	-	-	6,391	13,125	0,79	13,125
Autres états	6	17,801	-	-	-	17,801	1,07	19,732
Total Secteur Public	695	3.164,158	95,450	200,850	1.210,019	1.657,839	100	1.561,082
BOAD	1	15,000	-	15,000	-	-	-	-
ECOBANK	1	10,000	10,000	-	-	-	-	-
EADB	1	12,000	-	-	3	11,997	12,31	11,997
AFC	1	-	-	-	-	-	-	-
BRD	1	12,500	-	-	-	12,500	12,83	14,167
BDEAC	1	15,000	-	-	6,000	9,000	9,24	-
PTA BANK	1	15,000	-	-	10,000	5,000	5,13	-
SONIBANK	1	5,000	5,000	-	-	-	-	-
TIB	1	10,000	-	-	7,500	2,500	2,57	2,500
UDBL	2	16,000	10,000	-	218	5,782	5,93	1,800
BIDC CEDEAO	1	15,000	-	-	-	15,000	15,39	-
LBDI	1	5,000	-	-	3,500	1,500	1,54	-
CNCAS	1	10,000	-	-	7,000	3,000	3,08	3,000
BMS	1	15,000	-	-	-	15,000	15,39	4,500
BDM	1	10,000	-	-	6,000	4,000	4,11	-
SODECOTON	1	10,000	-	10,000	-	-	-	-
HFC	1	15,000	-	-	12,750	2,250	2,31	-
NORSAD	1	15,000	15,000	-	-	-	-	-
ACCESS BANK GHANA	1	10,000	10,000	-	-	-	-	-
TAMWEEL	1	15,000	-	15,000	-	-	-	-
AFRICA HOLDING	1	15,000	-	-	-	-	-	-
SOACOS/ITFC	1	10,000	-	-	87	9,913	10,17	-
RAW BANK	1	15,000	15,000	-	-	-	-	-
CORIS BANK	1	15 000	15,000	-	-	-	-	-
INTERNATIONAL	1	15 000	15,000	-	-	-	-	-
STERLING BANK PLC	1	15 000	15,000	-	-	-	-	-
BRM	1	10 000	10,000	-	-	-	-	-
BNI	1	10 000	10,000	-	-	-	-	-
Total Secteur Privé	27	305,000	115,000	40,000	53,058	97,442	100	37,964
Total public et privé	722	3.469,658	210,450	240,850	1,263,077	1.755,281	100	1.599,046



La BADEA assure le suivi du remboursement des montants dus par les états emprunteurs et évalue la situation de remboursement conformément à la Résolution du Conseil des Gouverneurs (N°1 de l'année 1989).

Le tableau suivant met en exergue le degré de régularité des états dans le remboursement des montants dus, au 31 décembre 2018 :

(En milliers de dollars)

Description	N ^{bre} d'états	Prêts pour projets	Prêts FASAA	Total	Réserve spéciale
(a) États effectuant des paiements réguliers¹					
Sans arriérés	19	1.078,944	3 ,133	1.082,077	--
Arriérés de moins d'un an	7	198,598	--	198,598	--
Sous-total	26	1.277,542	3,133	1.280,675	--
(b) États ayant des arrangements de remboursement des arriérés et effectuant des paiements réguliers					
Sans arriérés	10	380,177	8,554	388,731	--
Arriérés de moins d'un an	3	36,030	3,547	39,577	--
Sous-total	13	416,207	12,101	428,308	--
(c) États ayant des arrangements de remboursement des arriérés et n'effectuant pas des paiements réguliers					
Arriérés de plus d'un an et moins de deux ans	-	-	-	-	-
Arriérés de deux ans et plus	3	34,260	10,467	44,727	4,056
Sous-total	3	34,260	10,467	44,727	4,056
(d) États n'ayant pas des arrangements de remboursement des arriérés et n'effectuant pas des paiements réguliers					
Arriérés de plus de deux ans	1	1,571	--	1,571	712
Sous-total	1	1,571	--	1,571	712
Total général 2018	43	1.729,580	25,701	1.755,281	4,768

Le tableau suivant met en exergue le degré de régularité des états dans le remboursement des montants dus, au 31 décembre 2017 :

(En milliers de dollars)

Description	N ^{bre} d'états	Prêts pour projets	Prêts FASAA	Total 2017	Réserve spéciale
(a) États effectuant des paiements réguliers					
Sans arriérés	18	827,153	3,135	830,288	--
Arriérés de moins d'un an	7	326,104	-	326,104	--
Sous-total	25	1.153,257	3,135	1.156,392	--
(b) États ayant des arrangements de remboursement des arriérés et effectuant des paiements réguliers					
Sans arriérés	10	256,355	8,360	264,715	--
Arriérés de moins d'un an	3	110,804	4,680	115,484	--
Sous-total	13	367,159	13,040	380,199	--
(c) États ayant des arrangements de remboursement des arriérés et n'effectuant pas des paiements réguliers					
Arriérés de plus d'un an et moins de deux ans	1	13,795	-	13,795	135
Arriérés de deux ans et plus	2	20,465	10,467	30,932	1,823
Sous-total	3	34,260	10,467	44,727	1,958
(d) États n'ayant pas des arrangements de remboursement des arriérés et n'effectuant pas des paiements réguliers					
Arriérés de plus d'un an et moins de deux ans	2	17,728	--	17,728	493
Sous-total	2	17,728	--	17,728	493
Total général 2017	43	1.572,404	26,642	1.599,046	2,451

a) Risques de fluctuation des cours des actions

Le risque de fluctuation des prix des actions comprend le risque de variation des prix des actions cotées sur les marchés financiers. La Banque établit des directives appropriées pour l'investissement en titres et actions.

La concentration des investissements de la BADEA en titres actions au 31 décembre se présente comme suit :



1) Selon la répartition sectorielle des investissements :

(En milliers de dollars)

	2018		2017	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Biens de consommation	159,602	18%	256,378	21%
Energie	51,814	6%	84,027	7%
Institutions financières	169,818	19%	265,405	21%
Santé	137,639	16%	150,853	12%
Industrie	91,133	10%	152,511	12%
Technologies de l'information	153,585	18%	213,235	17%
Matériaux	45,398	5%	66,759	5%
Télécommunications	43,823	5%	39,289	3%
Services publics	30,320	3%	27,814	2%
Total	883,132	100	1.256,271	100

2) Selon la répartition géographique des investissements :

(En milliers de dollars)

	2018		2017	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
États Unis d'Amérique et Canada	570,018	64%	736,675	59%
Europe	212,998	24%	348,091	28%
Japon	59,824	7%	118,853	9%
Asie du Sud-Est	25,999	3%	38,053	3%
Autres	14,293	2%	14,599	1%
Total	883,132	100%	1.256,271	100%

Risque de Liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la BADEA soit dans l'incapacité de faire face aux exigences de financement et plus particulièrement à ses engagements de prêts.

La BADEA dispose d'une couverture financière suffisante à l'effet d'honorer ses obligations à la date de leur exigibilité.

e) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se définit comme l'impact potentiel des fluctuations futures du taux d'intérêt sur la situation financière et les flux de trésorerie de la BADEA. Les fluctuations du taux d'intérêt peuvent engendrer une augmentation du revenu provenant des intérêts comme elles peuvent le réduire dans le cas de variations imprévues.

En ce qui concerne les dépôts et les titres financiers à revenu fixe, la BADEA a pour objectif principal de sécuriser ses actifs et d'assurer leur liquidité. A la lumière de ces paramètres, la BADEA cherche à réaliser le revenu le plus élevé possible. Les performances sont contrôlées régulièrement et des ajustements des composantes des portefeuilles sont effectués en fonction de l'évolution du marché.

S'agissant des prêts et du financement des opérations de commerce extérieur, le taux d'intérêt est fixé par le Conseil d'Administration indépendamment des mouvements du marché et selon des niveaux compatibles avec les orientations stratégiques de la BADEA et dans les limites de ses objectifs de développement.

e) Risque de change :

Le risque de change se définit comme le risque de variation potentiel des cours des devises et son effet sur la situation financière et les flux de trésorerie de la Banque. La BADEA a établi des critères relatifs aux monnaies étrangères permises dans les transactions ainsi que leur composition en pourcentage et les suit régulièrement. La BADEA utilise pour ses opérations de prêts et de placements bancaires le dollar américain.

Concernant les portefeuilles d'investissements détenus aux fins de transaction, la BADEA permet l'utilisation d'un nombre limité de monnaies. Cependant, le dollar américain constitue la monnaie principale vu qu'elle doit représenter pas moins de 65% de la valeur totale du portefeuille y compris les instruments financiers dérivés.

L'analyse qui suit montre la composition des actifs et passifs par monnaies au 31 décembre :

(En milliers de dollars)

	Monnaies				Total	US\$
	US\$	Euro	GBP	Autres		
2018						
Total Actifs	3.978,074	412,292	125,627	379,053	4.895,046	81%
Total Passifs	73,604	-	-	-	73,604	100%
2017						
Total Actifs	3.719,867	413,308	169,940	546,639	4.849,754	77%
Total Passifs	59,028	-	-	-	59,028	100%

19-Immunité fiscale

Aux termes de l'article 40 de l'Accord de création, la BADEA est exonérée de tous impôts et taxes sur les territoires des états membres. Elle est également exonérée des restrictions sur l'importation des effets nécessaires pour son travail et des droits de douane y afférents. Cependant, cette exonération ne couvre pas les taxes payables contre services effectivement rendus à la BADEA. Par ailleurs, la BADEA est exonérée de toute responsabilité concernant la collecte ou le paiement d'impôts ou taxes.



20- Engagements de Capital et Autres Engagements

a) Engagements au titre des prêts et dons

Tous les prêts et dons sont régis par les Accords de Prêts et les Lettres d'Accords conclus avec les états souverains bénéficiaires.

Le montant total des engagements ne représente pas nécessairement les besoins futurs de liquidité du fait que certains engagements ne deviennent pas effectifs en raison de la non signature des accords ou de leur annulation ou du non accomplissement des conditions d'entrée en vigueur.

Le détail de ces engagements se présente comme suit au 31 décembre :

(En milliers de dollars)

	2018			2017
	Secteur public	Secteur privé	Total	
Prêts non signés (Note 18)	95,450	115,000	210,450	201,500
Prêts non entrés en vigueur (Note 18)	200,850	40,000	240,850	198,300
Prêts non décaissés (Note 18)	1.210,019	53,058	1.263,077	1.248,731
Dons non décaissés	33,899	-	33,899	31,456
Total	1.540,218	208,058	1.748,276	1.679,987

a) Programme de financement du commerce

Un montant de 225 millions de dollars été alloué au Programme de financement des exportations arabes vers les états africains au titre de l'année 2018 (2017 : 200 millions de dollars).

Le montant des engagements s'est élevé à 755 millions de dollars après soustraction d'un prêt de 20 millions de dollars au cours de l'année, (2017 : 550 millions de dollars) et les accords de prêt non signés ont été de 285 millions de dollars (2017 : 210 millions de dollars).

b) Autres engagements

Au 31 décembre 2018, la BADEA s'est engagée à verser un montant de 6 millions de dollars (2017 : 6 millions de dollars), restant à verser de sa participation au capital d'AFREXIMBANK dès que l'appel est annoncé aux actionnaires (cf. note N° 4).

21- Approbation du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a recommandé en date du 6 Mars 2019 la soumission des présents états financiers au Conseil des Gouverneurs pour leur approbation finale.

ANNEXES

Annexe I

**Evolution des Opérations de
Financement (1975 - 2018)**

Annexe II

**Répartition des Engagements
Nets par Pays Bénéficiaires
(1975 - 2018)**

Annexe III

**Résumé de la Répartition
Sectorielle Annuelle des
Engagements Nets
(1975 - 2018)**

Annexe IV

**Répartition Sous- sectorielle
des Engagements Nets
(1975 - 2018)**

Annexe V

**Etat des Souscriptions au Capital
et Droits de Vote des Etats
Membres de la BADEA jusqu'au
31/12/2018**



ANNEXE I

Evolution des Opérations de Financement (1975 - 2018)

(millions \$)

Libelle	1975 - 2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Nombre de prêts des projets approuvés	546	20	20	18	16	16	14	650
Nombre des crédits approuvés	30	2	2	1	-	-	1	36
Nombre d'opérations du programme spécial	14	-	-	-	-	-	-	14
Nombre d'opérations du secteur privé	-	-	-	4	8	8	8	28
Nombre d'opérations d'assistance technique approuvées ⁽¹⁾	558	33	29	35	41	40	45	781
Nombre de prêts FASAA	59	-	-	-	-	-	-	59
Nombre d'accords signés	543	23	17	25	12	32	25	677
Nombre d'accords de prêts entrés en vigueur	500	28	22	30	11	28	24	643
Assistances techniques imputées sur les revenus ⁽²⁾ (millions \$)	85,336	6,123	6,689	6,140	8,442	5,454	7,067	125,251
Assistances techniques imputées sur les revenus par l'année d'approbation (millions \$)	99,552	4,949	5,058	5,347	0,005	4,030	0,731	119,672
Total des engagements d'assistance technique (millions \$)	134,713	8,000	8,000	10,000	10,000	9,555	9,950	190,218
Dons et études de faisabilité annulés (millions \$)	27,156	0,374	0,490	0,579	0,129	0,321	0,000	29,049
Engagements de la BADEA – secteur public	4.129,883	200,000	200,000	210,000	220,000	229,555	239,950	5.429,388
Engagements de la BADEA – secteur privé	0.000	0,000	0,000	50,000	86,000	100,000	100,000	336,000
Engagements annulés (millions \$) ⁽³⁾	783,051	20,577	0,490	28,579	0,129	0,321	0,000	833,147
Prêts de la BADEA (millions \$)	3.276,206	180,000	192,000	200,000	210,000	220,000	230,000	4.508,206
Prêts de la BADEA y compris l'assistance technique (millions \$)	3.346,832	179,423	199,510	231,421	305,871	329,234	339,950	4.932,241
Prêts FASAA (millions \$)	214,244	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	214,244
Décaissements FASAA (millions \$)	214,244	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	214,244
Décaissements de la BADEA (millions \$)	2.183,749	129,640	127,829	139,621	121,250	143,350	213,275	3.058,714
Capital libéré (millions \$)	2.800,000	0,000	775,405	120,613	101,743	101,211	100,292	3.999,264

(1) Depuis le début du troisième plan quinquennal (1995-1999), le financement des études de faisabilité est accordé sous forme de dons non remboursables. Avant 1995, le financement des études de faisabilité faisait partie du prêt au cas où la BADEA finance le projet.

(2) Le financement de la BADEA comprend les allocations d'assistance technique et les dons imputés sur les revenus.

(3) Il s'agit du montant des prêts et d'assistance technique annulés à la demande des pays bénéficiaires et de soldes non utilisés et imputés du montant du prêt ou d'assistance technique après l'achèvement de l'opération. Les montants ainsi annulés sont imputés sur l'exercice durant lequel le prêt ou l'assistance technique a été approuvé.

ANNEXE II**Répartition des Engagements Nets par Pays Bénéficiaires (1975 - 2018)**

(millions \$)

Pays	1975 - 2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Ethiopie	121,149	9,999	9,983	13,250	15,000	20,001		189,382
Erythrée	28,326	0,014	0,029					28,369
R, Centrafricaine	30,228				0,051	13,000		43,279
Angola	10,146					19,950		30,096
Bénin	112,235	0,013	10,238	10,000				132,486
Botswana	82,078							82,078
Burkina Faso	166,939	12,450	20,109	9,400	19,000	12,370	40,500	280,768
Burundi	56,141	9,938	0,542	11,600		15,000	15,600	108,821
Tchad	101,473	10,000		10,271	19,738	15,503	20,350	177,335
Tanzanie	122,799	10,338	11,909		10,643		0,300	155,989
Togo	46,710		10,013	9,023			0,130	65,876
Gabon	17,556				0,061	0,002	0,350	17,969
Gambie	87,527		7,000	10,034			0,500	105,061
Cap Vert	84,996	7,113	0,018	12,000		13,619	10,000	127,746
Rwanda	92,121	10,271	11,206	15,000				128,598
Zambie	73,079	0,045			10,000			83,124
Zimbabwe	50,944		3,000					53,944
Sao Tomé &Principe	11,888	0,014	7,532	7,922				27,356
Sénégal	212,429	10,000	11,155	10,032	9,000	13,500	11,500	277,616
Swaziland	44,440			0,291	10,000	15,000		69,731
Sierra Leone	59,826	8,000				0,450		68,276
Seychelles	37,441	0,265	6,505	11,000	0,208			55,419
Ghana	142,985						13,500	156,485
Guinée	153,089	7,438	11,662	0,249	20,320	16,130	15,780	224,668
Guinée Equatoriale	8,667							8,667
Guinée Bissau	10,671		0,062	0,120		11,500		22,353
Cameroun	103,268	7,543	11,300	12,000		12,470		146,581
Congo	46,123		10,000					56,123
Congo (Démocratique)	56,331		10,062					66,393
Côte d'Ivoire	83,077	14,860	10,041	12,450	12,350	20,491	0,300	153,569
Kenya	108,051	10,000		10,000	11,000		20,320	159,371
Liberia	7,051		10,000		12,000			29,051
Lesotho	78,769	8,301				14,000		101,070
Mali	157,243		0,400	0,150	20,000		0,300	178,093
Madagascar	96,049		11,015	10,050	0,500	0,008	0,191	117,813
Malawi	76,793	9,810	0,006				10,250	96,859
Maurice	67,295	0,014	0,036				20,000	87,345
Mozambique	175,693	10,530	9,900	13,080	10,450		20,280	239,933
Namibie	25,147							25,147
Niger	90,313		0,063	0,119	20,720	10,370	21,320	142,905
Nigéria	8,000							8,000
Ouganda	84,084	7,014	0,040	15,096	11,500		15,000	132,734
Comores	7,996							7,996
Groupe de pays (secteur privé)	10,000	10,000						20,000
Secteur privé				22,000	86,000	100,000	100,000	308,000
Organisations	0,114	0,504	0,626	0,937	1,746	1,840	2,748	8,515
Dons déduits des revenus	99,552	4,949	5,058	5,347	5,584	4,030	0,731	125,251
Total	3.346,832	179,423	199,510	231,421	305,871	329,234	339,950	4.932,241



ANNEXE III

Résumé de la Répartition Sectorielle Annuelle des Engagements Nets (1975 - 2018)

(millions \$)

Année	Infrastructures et environnement		Agriculture et développement rural		Industrie		Energie		Programme spécial		Secteur social		Secteur privé *		Assistance technique		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1975 - 2012	1.828,404	54,63	817,714	24,43	51,529	1,54	172,469	5,15	12,635	0,38	259,029	7,74	99,514	2,97	105,538	3,15	3.346,832	100,00
2013	89,297	49,77	45,300	25,25		0,00	-	0,00		0,00	25,000	13,93	12,200	6,80	7,626	4,25	179,423	100,00
2014	110,600	55,44	43,500	21,80		0,00	-	0,00		0,00	32,900	16,49	5,000	2,51	7,510	3,76	199,510	100,00
2015	112,800	48,74	35,600	15,38		0,00	-	0,00		0,00	46,600	20,14	27,000	11,67	9,421	4,07	231,421	100,00
2016	108,500	35,47	49,000	16,02		0,00	-	0,00		0,00	52,500	7,16	86,000	28,12	9,871	3,23	305,871	100,00
2017	126,500	38,42	38,500	11,69		0,00	11,000	3,34		0,00	44,000	13,36	100,000	30,37	9,234	2,80	329,234	100,00
2018	103,000	30,30	73,500	21,62		0,00	-	0,00		0,00	53,500	15,47	100,000	29,42	9,950	2,93	339,950	100,00
Total	2.479,101	50,26	1.103,114	22,37	51,529	1,04	183,469	3,72	12,635	0,38	513,529	10,41	429,714	8,71	159,150	3,23	4.932,241	100,00

ANNEXE IV**Répartition Sous- sectorielle des Engagements Nets (1975 - 2018)**

(millions \$)

Secteur	1975 - 2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Infrastructure de base :								
Routes	1.133,672	32,000	41,000	60,000	98,500	64,000	83,000	1.512,172
Transport ferroviaire	30,796							30,796
Transport fluvial	18,245							18,245
Transport aérien	137,992	10,000	10,000					157,992
Télécommunications	20,928							20,928
Adduction d'eau et assainissement	326,398	39,797	39,500	41,800		42,500	20,000	509,995
Barrages et ponts	103,134	7,500	11,600					122,234
Services publics	57,239		8,500	11,000	10,000	20,000		106,739
Total partiel	1.828,404	89,297	110,600	112,800	108,500	126,500	103,000	2.479,101
Agriculture et développement rural :								
Agriculture et développement rural	422,445	45,300	43,500	35,600	49,000	38,500	73,500	707,845
Production alimentaire	238,275							238,275
Elevage et aviculture	43,221							43,221
Pêche	70,524							70,524
Agro-alimentaire	23,749							23,749
Développement forestier	19,500							19,500
Total partiel	817,714	45,300	43,500	35,600	49,000	38,500	73,000	1.103,114
Industrie :								
Matériaux de construction	48,407							48,407
Industrie chimique	3,122							3,122
Total partiel	51,529							51,529
Energie : Transport - production électricité	172,469					11,000		183,469
Secteur social :	259,029	25,000	32,900	46,600	52,500	44,000	53,500	513,529
Secteur privé :	99,514	12,200	5,000	27,000	86,000	100,000	100,000	429,714
Programme special : Aide d'urgence	12,635							12,635
Assistance Technique								
Pays	5,872	2,173	1,827	3,137	2,541	3,364	6,471	25,385
Organisations	0,114	0,504	0,625	0,937	1,746	1,840	2,748	8,514
Dons imputés sur les revenus	99,552	4,949	5,058	5,347	5,584	4,030	0,731	125,251
Total partiel	105,538	7,626	7,510	9,421	9,871	9,234	9,950	159,150
Total général	3.346,832	179,423	199,510	231,421	305,871	329,234	339,950	4.932,241



ANNEXE V
Etat des Souscriptions au Capital et Droits de Vote
des Etats Membres de la BADEA jusqu'au 31/12/2018

(millions \$)

Pays membres	Souscriptions			Répartition des votes	
	Total du capital versé	Nombre d'actions	Total du capital versé	Nombre d'actions	Total du capital versé
Royaume Hachémite de Jordanie	8,562	85,62	0,22	285,62	0,66
Etat des Emirats Arabes Unis	428,095	4.280,95	10,70	4.480,95	10,28
Royaume de Bahreïn	8,562	85,62	0,22	285,62	0,66
République Tunisienne	35,674	356,74	0,89	556,74	1,28
République Algérienne Démocratique Populaire	171,238	1.712,38	4,28	1,912.38	4,39
Royaume d'Arabie Saoudite	1.027,429	10.274,29	25,69	10.474,29	24,03
République du Soudan	8,562	85,62	0,22	285,62	0,65
République Arabe Syrienne	4,757	47,57	0,12	247,57	0,57
République d'Iraq	599,333	5.993,33	14,99	6.193,33	14,21
Sultanat d'Oman	51,365	513,65	1,28	713,65	1,64
Etat de Palestine	8,562	85,62	0,21	285,62	0,65
Etat du Qatar	342,476	3.424,76	8,56	3.624,76	8,31
Etat du Koweït	627,873	6.278,73	15,70	6.478,73	14,86
République Libanaise	28,540	285,40	0,71	485,40	1,11
Etat de Libye	570,794	5.707,94	14,27	5.907,94	13,55
République Arabe d'Egypte	8,562	85,62	0,22	285,62	0,65
Royaume du Maroc	62,787	627,87	1,57	827,87	1,90
République Islamique de Mauritanie	6,093	60,93	0,15	260,93	0,60
Total	3.999,264	39.992,64	100,00	43.592,64	100,00





SIEGE:

Avenue Abdel Rahman El Mahdi
B.P. 2640 - Khartoum 11111, Soudan
Tél. : +249-183-773646/773709
Fax : +249-183-770498/770600
E-mail: badea@badea.org
Site web: www.badea.org

BUREAU DU CAIRE :

72 B, El-Maahad El-Eshteraky
Heliopolis - Le Caire - Egypte
Tél. : (+202) 24175501
Fax : (+202) 24175501
Boite Postale: 11341



**Design and Technical
Procedures & Printing**



www.badea.org

#BADEAbank

